

# Autonomisation des Femmes et Dividende Démographique au Sahel (SWEDD)

Rapport annuel 2019  
Secrétariat Technique Régional



## SWEDD

AUTONOMISATION  
DES FEMMES ET  
DIVIDENDE  
DÉMOGRAPHIQUE  
AU SAHEL

SAHEL WOMEN'S  
EMPOWERMENT  
AND  
DEMOGRAPHIC  
DIVIDEND



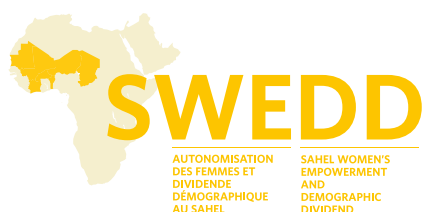
LA BANQUE MONDIALE  
IBRD • IDA





# Autonomisation des Femmes et Dividende Démographique au Sahel (SWEDD)

Rapport annuel 2019  
Secrétariat Technique Régional





# TABLE DES MATIÈRES

SIGLES ET ABRÉVIATIONS.....	6
INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LE PROJET .....	8
RÉSUMÉ EXÉCUTIF.....	12
AVANT PROPOS.....	19
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>21</b>
<b>1. PRINCIPALES RÉALISATIONS .....</b>	<b>25</b>
COMPOSANTE 1.....	26
COMPOSANTE 2.....	39
COMPOSANTE 3.....	45
<b>2. EXÉCUTION PROGRAMMATIQUE .....</b>	<b>59</b>
<b>3. EXÉCUTION FINANCIÈRE .....</b>	<b>63</b>
3.1 Montants des contributions versés par les pays au STR .....	64
3.2. Planification des allocations budgétaires .....	65
3.3. Niveau d'exécution des ressources financières par rapport aux montants alloués .....	66
3.4. Répartition des dépenses par rubrique et par composante .....	67
3.5. Répartition des dépenses par pays et par sous composante.....	68
3.6. Représentation des dépenses par composante et sous composante en 2019.....	69
3.7. Efficience de la gestion des ressources de l'assistance technique régionale .....	70
3.8. Comparaison des montants payés et des montants prévus dans les accords de conventions.....	71
3.9. Planification budgétaire pour l'année 2020 .....	72
<b>4. PRIORITÉS POUR 2020 .....</b>	<b>75</b>
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>77</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>81</b>
ANNEXE 1 Cadre de résultats.....	80
ANNEXE 2 Matrice de suivi des activités du STR .....	82
ANNEXE 3 Contrats de prestation 2019 au profit des pays SWEDD .....	88
ANNEXE 4 Accords à long terme établis par le STR/Operations de WCARO et mis au profit du bureau pays UNFPA/SWEDD.....	89
ANNEXE 5 Partenaires d'exécution en 2019 .....	89
ANNEXE 6 Rapport financier consolidé .....	90
ANNEXE 7 Rapports des pays.....	91

## SIGLES ET ABBREVIATIONS

<b>ACAME</b>	Association Africaine des Centrales d'Achats de Médicaments Essentiels	<b>CRP</b>	Comité régional de pilotage
<b>AfriYAN</b>	Réseau africain des jeunes et adolescents en population et développement	<b>CSW</b>	Commission on the Status of Women
<b>ARC</b>	African Resource Center	<b>DD</b>	Dividende Démographique
<b>BM</b>	Banque mondiale	<b>DDMI</b>	Demographic Dividend Monitoring Index
<b>BMGF</b>	Bill and Melinda Gates Foundation	<b>DMI</b>	Directional Movement Index
<b>BOAD</b>	Banque Ouest Africaine de Développement	<b>DPH/MT</b>	Direction de la Pharmacie et de la Médecine Traditionnelle
<b>CAMEG</b>	Centrale d'Achat des Médicaments Essentiels Génériques et des Consommables médicaux	<b>DPM</b>	Direction de la Pharmacie et du Médicament
<b>CCR</b>	Chambre Consulaire Régionale	<b>EN3S</b>	Ecole Nationale Supérieure des Sciences de la Santé
<b>CCSC</b>	Communication pour le Changement Social et de Comportement	<b>ENSP/DZ</b>	Ecole Nationale de Santé Publique / Damouré Zika
<b>CHRCP</b>	Cellule pour l'Harmonisation de la Réglementation et de la Coopération Pharmaceutiques	<b>ESARO</b>	Eastern and Southern Africa Regional Office
<b>CIPD</b>	Conférence Internationale sur la Population et le Développement	<b>FAFEDE</b>	Fondation Africaine pour l'Entrepreneuriat et le Développement Économique
<b>CREFAT</b>	Centre de Recherche en Économie et Finance Appliquées de Thiès	<b>FASFAP</b>	Fédération des associations de sage-femme d'Afrique Francophone
<b>CREG</b>	Consortium Régional de Recherche en Économie Générationnelle	<b>FMI</b>	Fond Monétaire Internationale
<b>CROSCPF</b>	Coalition Régionale des Organisations de la Société Civile pour la promotion de la Planification Familiale	<b>INFAS</b>	Institut National de Formation des Agents de Santé
		<b>INFSS</b>	Institut National de Formation en Sciences de la Santé
		<b>INRP</b>	Institutions Nationales de Réglementation Pharmaceutique

<b>JHPIEGO</b>	Johns Hopkins Program for International Education in Gynecology and Obstetrics	<b>SIGL</b>	Système d'Information en Gestion Logistique
<b>LNCQM</b>	Laboratoire National de Contrôle de la Qualité des Médicaments	<b>SONU</b>	Soins Obstétricaux et Néonatal d'Urgence
<b>LQAS</b>	Lot Quality Assurance Sampling	<b>SR</b>	Santé de la Reproduction
<b>MGF</b>	Mutilation Génitale Féminine	<b>SRAJ</b>	Santé Reproductive des Adolescents et Jeunes
<b>MOU</b>	Memorandum of Understanding	<b>SRMNIN</b>	Santé Reproductive, Maternelle, Néonatale, Infantile et Nutritionnelle
<b>NTA</b>	National Transfer Account	<b>STR</b>	Secrétariat Technique Régional
<b>OCEAC</b>	Organisation de Coordination pour la lutte contre les Endémies en Afrique Centrale	<b>SWEDD</b>	Sahel Women's Empowerment and Demographic Dividend
<b>ODD</b>	Objectif de Développement Durable	<b>UA</b>	Union africaine
<b>OMS</b>	Organisation mondiale de la Santé	<b>UEMOA</b>	Union Économique et Monétaire Ouest Africaine
<b>ONDD</b>	Observatoire National du Dividende Démographique	<b>UGP</b>	Unité de Gestion du Projet
<b>ONG</b>	Organisation non gouvernementale	<b>UNFPA</b>	Fonds des Nations Unies pour la population
<b>ONU</b>	Organisation des Nations Unies	<b>UNICEF</b>	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
<b>OOAS</b>	Organisation Ouest Africaine de la Santé	<b>USAID</b>	Agence des États-Unis pour le Développement International
<b>ORDD</b>	Observatoire Régional du Dividende Démographique	<b>WCARO</b>	West and Central Africa Regional Office
<b>OSC</b>	Organisation de la Société Civile		
<b>PADS</b>	Programme d'Appui au Développement Sanitaire		
<b>PMO</b>	Project Management Office		
<b>PPMR</b>	Procurement Planning and Monitoring Report		
<b>PTF</b>	Partenaires Techniques et Financiers		
<b>RSPA</b>	Réseau de Santé Périnatale d'Auvergne		
<b>SAGO</b>	Société Africaine des Gynécologues et Obstétriciens		

# **Autonomisation des Femmes et Dividende Démographique au Sahel (SWEDD)**



### 3 COMPOSANTES

**Composante 1: Générer de la demande pour les produits et services de SRMNIN**

**Composante 2: Renforcer les capacités régionales**

**Composante 3: Renforcer le plaidoyer et la concertation de haut niveau**

---

### 8 ANNEES

- Phase initiale (03 ans) ---> (avril 2015 – décembre 2018)
- Prolongation (05 ans) ---> (janvier 2019 – décembre 2023)

---

### 1 SOURCE DE FINANCEMENT

Banque mondiale

---

### 7 ZONES D'INTERVENTION

BÉNIN; BURKINA FASO; CÔTE D'IVOIRE; MALI; MAURITANIE; NIGER; TCHAD

---

### 2 CIBLES

- Cibles primaires: Femmes et Adolescentes des 07 pays
- Cibles secondaires: Enfants, Hommes, Personnel de santé, Gouvernements, Membres de la société civile, Leaders religieux et communautaires

---

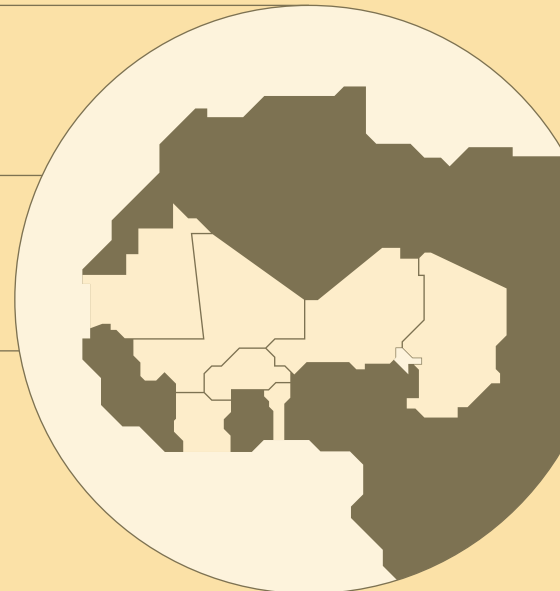
### 2 STRUCTURES DE COORDINATION

- UNFPA / WCARO
- OOAS

---

### 4 PARTENAIRES

- UNFPA
  - OOAS
  - BMGF
  - BM
- 







## RÉSUMÉ EXÉCUTIF

L'année 2019 s'est inscrite dans une démarche de consolidation des acquis et d'élargissement géographique, temporel et partenarial du Projet SWEDD. Elle a été marquée par l'approbation du SWEDD Bénin le 25 janvier 2019 et la prorogation de la date de clôture du projet au 31 décembre 2023 pour les six autres pays membres. A cet effet, un des faits majeurs de l'année demeure l'engagement de la Banque mondiale (BM) à assister les pays pour le passage à l'échelle continentale du projet SWEDD. L'année 2019 a également enregistré la tenue effective de la table ronde de mobilisation des ressources présidée par Son Excellence le Président Mahamadou ISSOUFOU, Président de la République du Niger.

De plus, le partenariat avec le secteur privé a connu des avancées avec la participation du STR, le 27 novembre à Abidjan, à l'Assemblée générale de la Chambre Consulaire Régionale de l'UEMOA (CCR-UEMOA) suivie de la signature du MOU tripartite entre le CRP, la CCR-UEMOA et l'UNFPA à Katiola, en Côte d'Ivoire.

Au plan de la gouvernance, la 4<sup>e</sup> session ordinaire du Comité régional de pilotage (CRP) du projet SWEDD s'est tenue les 29 et 30 mars 2019 à Abidjan en Côte d'Ivoire, avec l'élection du Professeur Mariatou KONÉ, Ministre de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté de Côte d'Ivoire en qualité de Présidente du CRP et du Professeur Claudine LOUGUÉ-SORGHO, Ministre de la Santé du Burkina Faso en qualité de Vice-Présidente. Cette session a été mise à profit pour valider le bilan du STR pour l'année 2018 et les plans de travail 2019 des UGP, du STR et de l'OOAS ainsi que le rapport de l'évaluation technique et financière du STR produit par le consortium ICI Santé. Les Partenaires du SWEDD ont distingué le Président sortant du CRP, Monsieur Adama Tiémoko DIARRA, Ministre de l'Aménagement du Territoire et de la Population du Mali, et SE Mme Dominique OUATTARA, Première Dame de Côte d'Ivoire, pour leur contribution exceptionnelle à l'avancée de l'agenda de l'autonomisation de la fille et de la femme sur le continent.



Au plan de l'appui technique du projet SWEDD, conformément aux recommandations du CRP 2018, l'évaluation technique et financière du Secrétariat Technique Régional a été réalisée. Le rapport de cette évaluation a mis en exergue (i) l'importance de l'assistance technique fournie par l'UNFPA dans le cadre de la mise en œuvre du projet SWEDD; (ii) la grande capacité du STR à fournir une assistance technique équitable aux pays surtout en l'adaptant aux besoins et au contexte spécifiques de chaque pays; (iii) la pertinence du positionnement du STR au sein du Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Par ailleurs, un guide pour la préparation des pays candidats à l'initiative SWEDD a été élaboré et un appui direct apporté au Cameroun, au Togo, à la Guinée Conakry, à la Gambie, au Sénégal et à Madagascar. Un tel processus devrait être normé et les pays accompagnés pour leur faciliter la compréhension des différentes étapes pour être admis dans le réseau des pays SWEDD. De même, une étude de segmentation des cibles, permettant de mieux définir les impacts attendus basés sur le choix idoine des

interventions, des zones en tenant compte des coûts et des éventuels obstacles et vulnérabilités présents sur le terrain, a été réalisée. Cette étude sera un des socles du SWEDD 2.

En marge du Forum Politique de Haut Niveau sur le thème «Le Dividende Démographique Vecteur de Paix et de Sécurité dans le contexte de Crise politique et humanitaire au Sahel», le STR et le Mali ont également organisé une rencontre le 03 avril 2019 à New York. A cette occasion, l'exemple du Mali et des pays SWEDD a fait l'objet d'une présentation lors de la 52e session de la Commission de la population et du développement (CPD) des Nations Unies.

Dans le cadre de son appui aux réseaux de jeunes, le STR a contribué à l'actualisation du plan d'action du Réseau africain des jeunes et adolescents en population et développement (AfriYAN) et soutenu l'organisation de la session satellite en marge de la 63e session de la commission de la condition de la femme (CSW) à New York (USA) en mars 2019 sur le thème «Investir dans les partenariats durables avec les jeunes».

↑  
© Zogbe/UNFPA  
4<sup>ème</sup> Comité régional  
de pilotage du SWEDD  
en Côte d'Ivoire, mars  
2019. Ministre Adama  
Tiémoko Diarra du Mali  
et Ministre Mariatou  
Koné de Côte d'Ivoire



Le STR a soutenu, entre autres, le premier Sommet Africain sur les mutilations génitales et le mariage des enfants organisé par les gouvernements sénégalais et gambien et l'ONG «Safe Hands for Girls» à Dakar, du 16 au 18 juin 2019 et la rencontre ministérielle sur le thème : «Investir dans l'autonomisation des femmes et le capital humain comme stratégie de développement et de croissance».

Au plan de la valorisation des expériences, le projet SWEDD, sous l'égide de Promundo et CREFAT/CREG, a organisé, en marge du sommet sur la CIPD +25, le 13 novembre 2019 à Nairobi, une session satellite sur les meilleures pratiques en matière d'autonomisation des filles et des femmes et dividende démographique au Sahel.

Au niveau programmatique, la mise en œuvre du projet entre 2015 et 2019 a permis d'enregistrer des progrès significatifs dans les pays du projet SWEDD et de contribuer à l'évolution positive de certains indicateurs-clés de développement dans ces pays :

### 1. Les progrès remarquables enregistrés dans les pays SWEDD

- La campagne médiatique régionale a permis de toucher plus de 300 millions de personnes à travers la télévision, la radio, les réseaux sociaux. Elle a également mobilisé des célébrités et artistes venant des 6 pays et au-delà.
- 3 372 espaces sûrs pour les filles, fonctionnels et offrent un paquet intégré de services (éducation, alphabétisation, développement des compétences, services de santé y compris la planification familiale, la formation professionnelle et l'accompagnement des initiatives économiques) pour rendre autonomes 116 247 adolescentes déscolarisées, non scolarisées, jeunes filles et jeunes femmes.
- Plus de 100 000 filles dans les pays du projet ont bénéficié d'interventions en matière de scolarisation (aides alimentaires, bourses d'études, transport, soutien familial). Au Mali, par exemple, cette intervention a permis d'augmenter de 30% le taux d'accès des

↑

© Ania Gruca/UNFPA  
Session sur Investir dans les partenariats durables avec les jeunes, en marge de la 52<sup>e</sup> session de la Commission sur la condition de la femme, à New York.



filles ciblées aux écoles secondaires et de réduire de 51 points le taux d'abandon scolaire dans les zones d'intervention passant de 53% avant le projet SWEDD à 2% avec les interventions du projet. En Côte d'Ivoire, 934 espaces sûrs en milieu scolaire ont contribué au maintien de près de 20 000 filles à l'école.

- 1 719 clubs de maris et clubs de futurs maris mis en place au profit de plus de 24 000 garçons et hommes (13 127 hommes et 10 995 garçons) et mettant en œuvre un programme de transformation du genre permettant ainsi de réduire la violence à l'égard des femmes, d'augmenter le nombre de visites prénatales et le partage des tâches ménagères.
- Au Tchad, les groupes économiques de femmes ont bénéficié de capitaux, de formations et d'équipements pour augmenter leurs revenus. Les filles sont formées aux emplois habituellement occupés par des hommes, tels que la plomberie, l'électricité et la mécanique automobile.
- Au Niger, 1 500 jeunes femmes entrepreneures sont en cours de formation dans les filières des métiers traditionnels et non traditionnels.
- En Mauritanie, 100 microentreprises au profit de 1 200 jeunes femmes participantes aux activités des espaces sûrs sont mises en place dans les 4 régions du projet SWEDD.
- Au Mali, le projet a poursuivi l'initiative de recrutement et déploiement de 105 sages-femmes en milieu rural et l'installation des cabinets privés de sages-femmes. Ces initiatives ont permis une augmentation de 8% de l'effectif national de sages-femmes en activité et de 17% de l'effectif des sages-femmes dans les zones d'intervention du SWEDD sur une période de deux (02) ans. Ces deux initiatives ont contribué à une augmentation du nombre de nouvelles utilisatrices des méthodes modernes de planification familiale estimé à 19 000 en 2019.



© Ollivier Girard/UNFPA  
Ouattara Aminata 29,  
pratique la métallurgie,  
Village de Kanadjikilla  
SWEDD Mali





- Le Projet a permis la disponibilité des produits SR au dernier kilomètre dans l'ensemble des pays.
- Le projet a poursuivi la formation des trois (3) Masters en sciences infirmières et obstétricales et son appui aux écoles de formation des sages-femmes avec un accent sur les zones rurales (i.e. en dehors de la capitale), aux sites de stages et au mentorat clinique des sages-femmes.
- Le SWEDD a contribué à renforcer la participation des leaders d'opinion (en particulier les chefs religieux et traditionnels) à travers l'octroi de financements pour la mise en œuvre des activités de sensibilisation, mais aussi à travers leur implication dans le processus de mise en œuvre des sous-projets en faveur des filles et des femmes.
- Le projet a poursuivi, grâce à son partenariat avec le CREFAT/CREG, les formations NTA et démographie, la production des profils DD et l'opérationnalisation des observatoires du DD, le renforcement des capacités nationales sur le DD et le suivi du DDMI et son intégration dans les plans nationaux de développement.

De tels progrès sont la résultante des produits des 19 sous-projets mis en œuvre dans les pays SWEDD avec l'appui technique de l'UNFPA et de l'OOAS. De tels résultats amorcent la transformation de la vie de milliers d'adolescentes, de filles et de femmes et des rapports de genre dans les communautés. Tous ces changements ont contribué à l'évolution positive des indicateurs-clés dans les pays SWEDD.

## 2. Evolution positive des indicateurs-clés dans les pays SWEDD (2015-2019)

Les transformations relevées portent sur l'éducation des filles, la fécondité des adolescentes, la planification familiale, la santé de la mère et de l'enfant, le rapport de dépendance des enfants et le relèvement de l'âge du mariage.

### Taux net de scolarisation des filles à l'école primaire et secondaire

Le taux net moyen de scolarisation à l'école primaire et secondaire dans les pays SWEDD, entre 2015 et 2019, est passé respectivement de 62,83% à 70,17% et de 19% à 28,4%. Ces

résultats font ressortir l'importante contribution du SWEDD en ce qui concerne l'éducation des filles dans sa zone d'intervention. En effet, le taux de rétention scolaire des adolescentes inscrites dans les écoles secondaires des zones d'intervention du projet est de 93,43% contre 70% en 2015.

### Indice synthétique de fécondité (ISF)

Le nombre moyen d'enfants par femme dans les pays SWEDD est en baisse. Il est passé de 6,2 à 5,5 en 4 ans (2015-2019). Le Tchad qui avait l'indice le plus élevé après le Niger, soit 7,1, supérieur à la moyenne régionale, se situe aujourd'hui autour de 5,6, sensiblement égal à la moyenne régionale.

### Taux de prévalence contraceptive moderne

Quant au taux moyen de prévalence contraceptive moderne (TPCm), il a connu une évolution positive de 2015 (9) à 2019 (17,5). Le Tchad, la Mauritanie et le Mali, qui avaient respectivement les taux les plus faibles (2, 5, 7) sont aujourd'hui à 7, 19 et 16.

### Taux de fécondité chez les adolescentes

Le taux moyen de fécondité chez les adolescentes a baissé de 2,83 points entre 2015 (141,83) et 2019 (139).

### Âge moyen du mariage

Le niveau de l'âge moyen du mariage dans les pays SWEDD a connu une légère hausse. Elle passe ainsi de 17,15 (2015) à 17,33 (2019).

### Taux de mortalité maternelle

Le taux moyen de mortalité maternelle dans les pays SWEDD est passé de 606 en 2015 à 558 en 2019.

### Prévalence de la malnutrition: Retard de croissance

La prévalence moyenne de la malnutrition dans les zones d'intervention du SWEDD est passée de 33 (2015) à 29,5 (2019).

### Rapport d'enfants à charge

Le taux de dépendance des enfants à charge a connu une baisse notable entre 2015 (89,4%) et 2019 (86%).

Le SWEDD est devenu une plate-forme pour les décideurs politiques, les chefs religieux et autres leaders d'opinion pour traiter des sujets considérés comme sensibles dans la région.



Cependant, la mise en œuvre du projet SWEDD a été confrontée à quelques contraintes :

- Le retard de la mise à disposition des fonds par les pays au titre de l'année 2019, ce qui a entraîné le démarrage tardif des activités du STR et celles des partenaires de mise en œuvre du projet ;
- L'insuffisance de ressources humaines au STR face à la demande grandissante des besoins d'assistance technique des pays ;
- L'épuisement des ressources financières dans certains pays entraînant le ralentissement, le redimensionnement ou l'arrêt de certaines activités importantes.

Malgré ces contraintes, la mise en œuvre du plan de travail annuel du Secrétariat Technique Régional du SWEDD est globalement satisfaisante. Les activités planifiées pour l'année 2019 ont été entièrement réalisées à 95,40 %.

Au plan financier, le taux d'exécution annuel s'établit à 90,04 %.

Pour 2020, dans l'optique d'améliorer les performances du projet SWEDD, les recommandations suivantes sont formulées :

- Tenir une rencontre d'harmonisation entre l'UNFPA et la Banque mondiale sur le processus d'appui technique et le mode de financement dans le cadre du SWEDD 2 ;
- Accélérer la feuille de route de préparation des pays éligibles au SWEDD 2 : Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie et Tchad ;
- Mettre en place, en accord avec la Banque mondiale, les pays et le secteur privé, un dispositif de financement additionnel d'urgence pour les pays qui ont épuisé leurs ressources en fin de SWEDD 1 ;
- Plaider auprès des pays pour le suivi rigoureux des plans de décaissement et du respect des engagements ;
- Plaider auprès de WCARO pour le renforcement du STR en accélérant le processus de recrutement aux postes clés vacants.

↑

© Ollivier Girard/UNFPA  
Formation des  
cuisinières à l'Institut  
de Formation à  
l'Éducation Féminine  
– Secteur Selmer,  
Quartier Yopougon,  
SWEDD Côte d'Ivoire

## AVANT-PROPOS

Lancé le 2 novembre 2015, le projet SWEDD se concentre sur les zones et territoires confrontés à de multiples fragilités (la prévalence élevée du mariage des enfants, des grossesses précoces, la déscolarisation des filles, la mortalité maternelle, etc.). C'est ainsi qu'il a été initié des interventions ciblant les adolescentes âgées de 10 à 19 ans, visant à (i) améliorer les compétences de vie et les connaissances en santé sexuelle et reproductive; (ii) maintenir les filles à l'école; (iii) accroître les possibilités économiques, en amenant les filles et les femmes à exercer des métiers plus productifs.

L'année 2019 marque la fin de la première phase du projet dans la plupart des pays. Se fondant sur les progrès significatifs engrangés dans le domaine de l'autonomisation des femmes et du dividende démographique, ils ont demandé et obtenu de la Banque mondiale la prorogation de la phase de clôture au 31 décembre 2023, ouvrant ainsi la porte à la deuxième phase.

En quelques années, l'initiative SWEDD s'est imposée comme une meilleure pratique en combinant dans sa théorie de changement, la communication pour un changement social et comportemental, l'investissement dans le maintien des filles à l'école, la promotion de l'entrepreneuriat féminin et la santé de la reproduction dans un environnement socio-culturel favorisé par le partenariat avec les dépositaires des us et coutumes afin de transformer le potentiel démographique en dividende économique.

Les succès de cette phase sont à mettre au crédit des gouvernements, qui ont affiché un engagement soutenu au plus haut niveau, des partenaires techniques et financiers notamment la Banque mondiale, l'OOAS et l'UNFPA pour le soutien financier et la qualité de l'assistance technique et de la collaboration exemplaire autour du Comité régional de pilotage pour la programmation, la planification et la mise en œuvre.

SWEDD 2, tout en se fondant sur les acquis et les leçons apprises de la première phase, bénéficie d'un environnement partenarial enrichi par l'intérêt marqué de l'Union Africaine, des Communautés économiques régionales, du Secteur privé ainsi que de nombreux donateurs.

L'UNFPA et la Banque mondiale ont soutenu les pays membres dans la mise en place d'un important outil d'aide à la décision, un modèle d'impact multi-module pour soutenir les pays dans leur effort d'élaboration des stratégies et choix éclairés pour l'extension temporelle et spatiale du SWEDD.

Nous formulons le vœu que le processus d'appropriation déjà amorcé puisse aboutir à la mobilisation de ressources additionnelles pour l'autonomisation des femmes et la capture du dividende démographique.

### **Mabingué Ngom**

Directeur régional de l'UNFPA  
pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



# INTRODUCTION

## **INTRODUCTION**

La région sahélienne traverse une phase de croissance démographique sans précédent dans aucune autre région du monde. En l'espace de 20 ans, période très courte, la population de cette région pourrait doubler, ce qui la ferait passer, en vase clos, de 80 à 160 millions d'habitants en 2040, présentant ainsi des défis à relever.

Ces constats, renforcés par le faible taux de scolarisation des adolescentes (taux d'achèvement du premier cycle des études secondaires pour les filles de < 40%); les grossesses non désirées et précoces en milieu scolaire; le fort taux de décès maternel pour des raisons liées à la grossesse (105 décès chaque jour), demeurent une situation préoccupante.



C'est ainsi que, pour répondre efficacement et de façon durable à cette situation ou à ces défis, la Banque mondiale (BM), le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) et l'Organisation Ouest-Africaine de la Santé (OOAS) apportent leur appui technique aux pays de la région à travers le projet «Autonomisation des Femmes et Dividende Démographique au Sahel» (SWEDD) dont l'objectif global est d'améliorer le niveau d'autonomisation des femmes et des adolescentes et de leur permettre d'accéder plus facilement aux services de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et nutritionnelle (SRMNIN) de qualité et d'accroître la génération et le partage des connaissances, des capacités et de la coordination régionale.

Initialement mis en œuvre dans six (06) pays (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad) pour une période de 04 ans (avril 2015 – décembre 2018); il a connu une prolongation jusqu'en fin décembre 2019 pour la première phase avec l'intégration du Bénin portant le nombre de pays SWEDD à sept (07).

L'initiative SWEDD (*Autonomisation des Femmes et Dividende Démographique au Sahel*) a été construite sur la base d'un modèle d'appropriation par les pays qui privilégie le faire-faire et le recours aux compétences nationales. En effet, selon le modèle de partenariat mis en œuvre, les pays ont la pleine propriété des ressources nationales et les emploient pour fournir une équipe régionale d'expertise, en utilisant les institutions académiques nationales et en établissant un partenariat avec les institutions locales (les ONGs) associées comme institutions de mise en œuvre de certains programmes.

Le rapport 2019, couvrant la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2019, présente les progrès réalisés au niveau des pays membres et au niveau régional, au double niveau programmatique et financier. Il tire les leçons apprises de quatre années de mise en œuvre et livre les perspectives de prolongation et d'élargissement du SWEDD.



© Ollivier Girard/UNFPA  
Espace sûr du Village  
de Bazé 30 km de  
Yamoussoukro, SWEDD  
en Côte d'Ivoire

© Vincent Tremeau/Banque mondiale  
Jeune fille formée aux métiers  
non traditionnels, SWEDD Tchad





# **1.**

# **PRINCIPALES RÉALISATIONS**

## COMPOSANTE 1

Générer de la demande pour les services de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et nutritionnelle en favorisant les changements sociaux et comportementaux et l'autonomisation des femmes et des filles : Cette composante vise à accroître la demande pour les services de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et nutritionnelle par (i) une meilleure sensibilisation de la population à ces services ainsi que par (ii) le renforcement du statut des filles et des femmes.

## SOUS-COMPOSANTE 1.1

### Renforcement du plaidoyer en faveur du dividende démographique et de la concertation de haut-niveau

C'est un objectif de la stratégie de Communication pour le changement social et de comportement (CCSC) et, à ce titre, une approche déterminante pour amener les décideurs politiques, les leaders religieux et traditionnels, et les acteurs du secteur privé à s'engager en faveur de l'autonomisation des femmes et des filles et à agir pour que le dividende démographique puisse se réaliser.

#### Les rencontres de haut niveau organisées

ont permis d'accroître l'engagement des parties prenantes et l'implication politique des gouvernements, ainsi que la visibilité du SWEDD et des résultats transformateurs dans la sous-région. Ces rencontres ont fait l'objet d'une couverture médiatique importante de la part de la presse écrite, de la télé et aussi au niveau des plateformes digitales telles que la presse en ligne et les réseaux sociaux, ainsi que des campagnes ciblées, notamment sur Twitter.

Selon le rapport médiatique d'Agility, (période du 1er janvier au 5 décembre 2019), 19 524 509 millions de personnes ont été touchées à travers les articles et tweets publiés dans la presse traditionnelle, numérique et les réseaux sociaux. 296 articles ont été publiés dans les médias traditionnels et numériques tels qu'*AllAfrica*, *Le Monde*,

*Relief Web*, *Banque mondiale*, *RFI* et *CNBC Africa* et le projet a été mentionné 1 723 fois sur Twitter. Les articles publiés dans la presse traditionnelle ayant le plus d'impact et la meilleure audience portent sur la table ronde de mobilisation des ressources à Niamey (*AllAfrica*), les clubs des maris au Burkina Faso (*CNBC Africa*), la visite du Directeur régional de WCARO et son plaidoyer pour le SWEDD au Cameroun (*CNBC Africa*). Sur les réseaux sociaux (Twitter) : les publications ayant eu le plus d'impact concernent l'adhésion du Bénin au SWEDD avec un budget de 90 millions USD, la table ronde SWEDD au Niger, et le SWEDD pendant le sommet de Nairobi sur la CIPD25.

- Le lancement du « Rapport de progrès 2018 de l'UNFPA WCA », le 26 janvier 2019. Ce rapport a permis d'avoir une vue d'ensemble des réalisations du SWEDD, notamment les centres d'excellence, la campagne régionale médiatique, les stratégies communautaires « espaces sûrs et clubs des maris », et les observatoires nationaux.
- Le Directeur régional a présenté le 26 janvier 2019 aux Ambassadeurs des missions permanentes africaines auprès de l'ONU à New York et à leurs représentants, les résultats encourageants du projet SWEDD. A cette occasion, il a recueilli leurs avis et suggestions ainsi que leur volonté d'accompagner le projet et de faire adhérer leurs pays.



↳  
© Ania Gruca/  
UNFPA SWEDD  
Evènement sur Investir  
dans le développement  
durable Partenariats  
avec les jeunes

- La session satellite « Investir dans les partenariats durables avec les jeunes », tenue le 14 mars 2019, en marge de la 52<sup>e</sup> session de la Commission sur la condition de la femme, à New York, en présence de nombreux jeunes leaders, des membres d'AfriYAN, partenaire de l'événement, de l'Envoyée spéciale de la jeunesse auprès de l'Union africaine (UA), des représentants de l'UNICEF, de l'UA et du secteur privé.
- La visite de terrain du Directeur régional à Yaoundé et dans l'extrême nord du Cameroun, du 24 au 27 mars 2019, a permis de faire un fort plaidoyer en faveur du SWEDD auprès des hautes autorités du pays pour l'intégration d'un hub régional.
- En marge du Forum Politique de Haut Niveau sur le thème « Le Dividende Démographique Vecteur de Paix et de Sécurité dans le contexte de Crise politique et humanitaire au Sahel », le STR et le Mali ont également organisé une manifestation le 03 avril 2019 à New York. A cette occasion, l'exemple du Mali et des pays SWEDD ont fait l'objet d'une présentation lors de la 52<sup>e</sup> session de la Commission de la population et du développement (CPD) des Nations Unies.
- Le Premier Sommet africain sur les mutilations génitales et le mariage des enfants, organisé du 16 au 18 juin 2019, à Dakar, au Sénégal (appui au comité communication du Sommet) a été un moment de plaidoyer pour un environnement socio-culturel favorable à l'épanouissement des adolescentes.
- Une rencontre ministérielle des pays SWEDD qui a eu lieu le 17 juin 2019 en marge du Sommet, sur le thème : Investir dans l'autonomisation des femmes et le capital humain en tant que stratégie de développement pour la croissance, co-organisée avec la Banque mondiale.
- La Table ronde de mobilisation des ressources tenue le 6 juillet 2019, en marge de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, et sous l'égide du Président Mahamadou ISSOUFOU, et qui a vu la participation des Premières dames du Niger, du Mali, et de la Mauritanie et du Ghana.
- La session satellite sur le Dividende Démographique au Sahel, le 13 novembre 2019, à l'occasion du 25<sup>e</sup> anniversaire de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD) à Nairobi, Kenya. Les résultats dans les pays SWEDD ont été présentés. L'accent a été mis sur les programmes clés conçus pour transformer les normes de genre et les outils démographiques utilisés pour suivre les changements observés dans ces pays et les possibilités de rendre compte du dividende démographique.

© Ollivier Girard/UNFPA  
Table ronde de mobilisation SWEDD en marge du Sommet AU au Niger  
↓





### Production de supports et outils d'information et utilisation des TIC

Pour informer davantage les cibles primaires, en priorité, et les cibles secondaires, des supports de communication ont été produits.

- Pour accompagner l'organisation de la table ronde de juillet, la production de photos et vidéos a été réalisée conjointement avec la Banque mondiale, qui prévoyait aussi une mission photographique et vidéographique. Le consultant du Secrétariat technique régional s'est rendu au Niger, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Mali en mai et juin 2019 pour documenter les réalisations phares du projet et capturer les témoignages des bénéficiaires à travers des photos et des vidéos. Une collègue vidéographe de la Banque mondiale s'est jointe à la mission en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso. La Mauritanie, le

Tchad, le Niger ont été documentés par le consultant de la Banque mondiale en juillet et août. Une campagne réussie sous la forme d'un article immersif (composé des six vidéos, avec six articles et une infographie) lancée le 16 septembre sur les plateformes digitales de la Banque mondiale, et relayée par le STR, les coordinations SWEDD et l'UNFPA, entre autres.

- Des reportages télévisuels réalisés par les équipes de Raceco qui ont été déployés lors de rencontres clés ont permis d'atteindre une large audience, notamment avec l'émission Population d'Afrique, dont le numéro sur les interventions réussies en Côte d'Ivoire a vu la participation de la Vice-présidente du Développement Humain de la Banque mondiale à travers un message vidéo. Nous comptons cette année quatre émissions réalisées et diffusées sur les chaînes Ouest TV et TV5.

↑

© Ollivier Girard/UNFPA  
Jeunes boursières  
SWEDD Mali

- En plus des nombreux articles résultant des couvertures médiatiques susmentionnées et des communiqués de presse publiés, des publi-reportages allant de 2 à 20 pages ont été réalisés et diffusés dans les journaux suivants: Jeune Afrique, RFI en ligne, Afrique Démocratie, The New African, African Banker, le Défi Panafricain. Deux autres publi-reportages paraîtront d'ici à la fin de l'année dans Jeune Afrique et Reflet d'Afrique. Ces magazines sont préparés et distribués lors de forum internationale comme le Sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine ou en encore l'Assemblée générale des Nations Unies.
- Un appel d'offre initié au mois de juin pour la conception de produits multimédia (audio, vidéo, photo essais, articles) et leur diffusion au niveau national (communautaire et local), régional et global a abouti à la contractualisation le 18 décembre 2019 avec une société de production. La campagne se présentera sous la forme de série de messages clés courts donnant la voix aux jeunes et aux couples bénéficiaires des interventions du projet. Les missions media démarreront le 20 janvier 2020 avec la Mauritanie.

### **Contractualisation des temps de diffusion sur les chaînes de la campagne au niveau pays pour la campagne CCSC**

Un contrat de prestation de services a été signé le 12 juillet 2019 entre l'UNFPA et la société "On est Ensemble Production" pour l'insertion de spots dans les programmes Bonne Santé et Maternelles d'Afrique. Rappelons que la série «Banoni» et les courts films réalisés ont touché plus de 300 millions de personnes à travers les chaînes internationales et régionales et les réseaux sociaux. Les diffusions ont commencé fin octobre 2019 sur certaines chaînes nationales (BF1, ORTM, Africable, TV Electron, ORTB), d'autres seront diffusés très bientôt (RTI2) et se poursuivront jusqu'en juillet 2020.

### **Renforcement du partenariat avec les Premières dames et les personnalités du monde de la musique**

Un plaidoyer auprès des sept Premières dames pour leur implication dans les activités d'autonomisation des filles et des femmes a permis la participation de trois d'entre elles, et deux autres se sont fait représenter à la table ronde de mobilisation de ressources de Niamey.

Les publications réalisées en 2019 et le site Internet:

- Sept plaquettes sur les bonnes pratiques du SWEDD (en français; traduction en anglais en cours);
- Transformer le Sahel à travers l'autonomisation des femmes et des jeunes filles. Un recueil d'expériences réussies pour l'atteinte du dividende démographique (en français);
- Les expériences réussies dans la mise en œuvre du projet (2015-2018) (en français et en anglais);
- SWEDD: People-centred and family-based, basée sur l'évaluation de l'assistance du STR (en anglais, traduction en français en cours);
- Une version digitale, résumé du rapport et incluant des vidéos est disponible en anglais;
- Appui à l'élaboration du livre sur les partenariats de l'UNFPA, avec une partie sur le SWEDD;
- Appui à l'élaboration du livre photographique de l'UNFPA WCARO, avec des clichés du SWEDD;
- Le site Internet est mis à jour. Il est prévu de développer une nouvelle plateforme et de proposer le template aux pays afin d'harmoniser les contenus et le branding;
- La plateforme d'échange et gestion des connaissances, en cours d'élaboration par la communication du STR pourra bénéficier du support technique d'un webmaster.



Lors de la remise des clés d'une clinique mobile, une distinction a été remise à la Première Dame de Côte d'Ivoire, le 28 mars 2019 à Abidjan, pour saluer son engagement en faveur des filles et des femmes.

Une collaboration avec la chanteuse Coumba Gawlo et cinq artistes des pays SWEDD - Ouleya Mint Amartichitt de la Mauritanie, Josey de la Côte d'Ivoire, Binta Torodo du Niger, Pamika du Burkina Faso, Assetou Niamé du Mali à l'occasion de la 2<sup>e</sup> édition du Festival du Chant des Linguère (Conférence de presse, Forum, Soirée de gala, et Concert populaire, du 26 au 29 juin 2019 à Dakar, Sénégal) sur le thème « Le dividende démographique, l'autonomisation des femmes et des filles ».

**Appui technique pour la mise en œuvre, le suivi, l'évaluation, et la coordination de la campagne CCSC régionale et des campagnes pays**

L'atelier régional sur l'état de mise en œuvre des campagnes nationales et régionale s'est tenu le 24 février 2019 à Abidjan, en présence de représentants des sept pays. Cet atelier a permis d'identifier les activités de CCSC réussies, les

bonnes pratiques, les forces et les obstacles rencontrés tant au niveau régional qu'à l'échelle des pays. L'atelier a formulé des recommandations et une feuille de route par pays pour consolider les acquis de la campagne. Le suivi des recommandations et de l'état de mise en œuvre de la feuille de route a été réalisé avec les pays suivants: la Côte d'Ivoire, la Mauritanie et le Tchad. L'appui technique du STR est en cours pour renforcer la production de supports de communication dans ces pays.

Le Premier Sommet francophone sur le changement social et de comportement a eu lieu à Abidjan en Côte d'Ivoire du 25 au 28 février 2019. Plusieurs communications portant sur le projet SWEDD ont été présentées lors de ce Sommet. Le STR a présenté en collaboration avec DMI, les résultats de la campagne sur Facebook, qui avait réuni alors plus de 3,3 millions de vues et des milliers de partages. La campagne régionale, à travers sa série «Banoni», a été mise en exergue lors de l'ouverture du Sommet, ainsi que la série «C'est la vie», qualifiée d'outil innovant pour le changement social et de comportement.

Le STR a été invité à faire partie d'un des comités d'organisation pour le Sommet international 2020 sur la CCSC. Deux pays (la Mauritanie et le Tchad)

↑  
© Zogbe/ UNFPA  
Remise d'une clinique mobile à l'Hôpital Mère-Enfant de la Première dame de Côte d'Ivoire



avec l'appui du STR ont partagé des résumés/ propositions sur les bonnes pratiques pour participer au prochain sommet.

Un atelier national de renforcement des capacités des structures nationales impliquées dans la mise en œuvre de la CCSC avec DMI s'est tenu du 14 au 16 mai 2019 à Abidjan, en Côte d'Ivoire, en vue de renforcer les capacités des acteurs impliqués dans la mise en œuvre de la communication pour le changement social et de comportement, de valider le plan opérationnel de communication pour le CSC et le cahier des charges de l'agence de communication AIMAS.

### **Appui technique aux pays pour la segmentation des cibles**

A l'occasion du Sommet francophone pour un changement social et de comportement, une étude sur la segmentation des cibles menée au Niger a été présentée par Camber Collective. Considérée par tous comme une bonne pratique, les échanges entre le STR et les équipes pays ont retenu la pertinence de mener des études similaires dans les différents pays SWEDD sur la segmentation des cibles. Conformément à la recommandation de cette rencontre, le STR a contractualisé avec Camber Collective qui a conduit cette étude dans dix pays (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad). Les résultats ont abouti à l'élaboration d'un Business Case pour la mise à l'échelle des interventions du SWEDD jusqu'en 2023. L'étude de Camber Collective a permis d'estimer l'ampleur du défi, les besoins et le nombre de jeunes filles à cibler. La contextualisation de l'étude et les échanges avec les pays ont permis de disposer des éléments d'orientation pour la phase 2 du SWEDD et surtout d'enrichir la théorie de changement et le business case pour la table ronde de mobilisation de ressources.

↑

© Céline Adotevi/UNFPA  
Présentation de la campagne SWEDD lors de la cérémonie d'ouverture du Sommet francophone de la communication pour le changement social et de comportement, Abidjan, Côte d'Ivoire



**Suivi et évaluation de la mise en œuvre de la stratégie: Réaliser l'enquête de suivi de la campagne et recruter un cabinet pour l'identification et la documentation des bonnes pratiques du SWEDD**

Pour le suivi de la campagne médiatique, les pays SWEDD sont en cours de préparation de leurs enquêtes LQAS. Seuls deux pays (Mauritanie et Niger) ont réalisé l'étude dont les rapports sont disponibles. Les quatre autres pays sont à des étapes différentes du processus.

Le tableau 1 présente les indicateurs de la sous-composante 1.1.

**TABEAU 1: INDICATEURS DE LA SOUS-COMPOSANTE 1.1**

INDICATEURS	CIBLE	RÉSULTAT ATTEINT	COMMENTAIRES
Nombre de pays appuyés pour intégrer des messages sur l'autonomisation des filles et des femmes et le dividende démographique	6	7	Le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Tchad – ont été appuyés pour l'alignement de leurs plans opérationnels et pour le partage des informations sur les meilleures pratiques lors du 1 <sup>er</sup> Sommet de la CCSC
Nombre de médias contractés pour diffuser des messages sur des thèmes de campagne de la CCSC	5	6	Les spots SWEDD font partie d'un paquet comprenant 2 autres émissions sur la santé maternelle et le bien-être diffusées sur les chaînes nationales (ORTM, ORTB, RTI, Electron TV, BFI) et une chaîne régionale (Africable)
Nombre de personnes touchées par les campagnes de la CCSC	295 000	25 225 787	Le Burkina (19 517), le Mali (5 000 000), la Mauritanie (230 000), le Tchad (349 025), le Niger (102 736), STR (19 524 509)
Un plan de travail annuel mis à jour de la CCSC est disponible	Oui	Oui	Un plan de travail a été élaboré et mis en œuvre



## SOUS-COMPOSANTE 1.2

### Appui technique aux pays pour le fonctionnement des espaces sûrs (adaptation et impression des modules, formation sur le site, utilisation des langues locales, équipements, opérationnalisation)

Le STR a mobilisé l'expertise technique pour assurer la phase du déploiement des outils des espaces sûrs (guide d'utilisation du mentor, boîte à image) dans les différents pays, et assurer le suivi de la mise en œuvre dudit programme. Ainsi, quatre missions d'appui ont été organisées au Burkina Faso, au Mali, en Côte d'Ivoire et au Niger.

Des supports pédagogiques sur la santé sexuelle et reproductive et les compétences de vie ont été élaborés au profit des bénéficiaires des espaces sûrs (Cahier de la participante, Livret 1 pour les 09 à 12 ans, Cahier de la participante, Livret 2 pour les 13 à 19 ans, Boîte à images).

Il ressort des rapports des suivis effectués que tous les pays ont mis en œuvre les deux types d'espaces sûrs (espaces sûrs dans les établissements scolaires et espaces sûrs au sein de la communauté) sauf le Niger qui dispose uniquement d'espaces sûrs communautaires. Ces espaces sûrs ont enrôlé globalement plus de 250 000 adolescentes et jeunes femmes âgées de 10 à 24 ans. Certains pays ont privilégié seulement les 10 à 19 ans. Il faut noter une forte implication des leaders traditionnels et religieux au démarrage de ces activités dans tous les pays.

Des dialogues communautaires ont été organisés au sein des communautés pour discuter des thèmes des sessions modulaires afin d'accompagner les filles à travers les théâtres forum, notamment sur le thème du mariage forcé et des pratiques traditionnelles néfastes.

↑

© Ollivier Girard/UNFPA  
Espace sûr - SWEDD  
en Côte d'Ivoire



Pour assurer un suivi régulier, permanent et efficace des sous-projets, une base de données a été réalisée en 2019 et sera opérationnelle en 2020, permettant ainsi au STR d'améliorer l'assistance technique fournie aux pays.

En plus, deux guides pratiques dont un pour les clubs des futurs maris et un autre pour les espaces sûrs ont été élaborés et seront disponibles pour accompagner la mise en œuvre des sous projets.

### **Assistance technique pour la mise en œuvre des activités d'autonomisation, SRAJ et éducation**

A travers l'ONG internationale Promundo, le Secrétariat Technique Régional du SWEDD a appuyé l'opérationnalisation des clubs des maris et clubs des futurs maris dans les pays SWEDD. Ainsi, des curricula ont été développés dans le domaine du

Genre transformationnel. En outre, des formations des formateurs ont été organisées au Mali, en Mauritanie, en Côte d'Ivoire, au Niger au Tchad. Les personnes-ressources telles que les animateurs et les agents de santé ont été formées à l'utilisation du guide et des autres outils et techniques.

Les activités concrètes ont démarré sur le terrain dans seulement quatre pays (Burkina, Côte d'Ivoire, Mali, Niger). Les autres pays (Tchad et Mauritanie) sont au stade des préparatifs pour un démarrage adéquat. Ces clubs des maris et des futurs maris ont enrôlé à ce jour plus de 24 000 garçons et hommes (13 127 hommes et 10 995 garçons).

↑

© Ollivier Girard/UNFPA  
Club des maris -  
SWEDD Burkina Faso



### Assistance technique pour la mise en œuvre des activités d'Autonomisation économique pour les filles

Les projets d'autonomisation économique des filles et des femmes ont démarré dans tous les pays. Celles-ci ont bénéficié d'activités génératrices de revenus, de programmes d'alphabétisation, de formations techniques et professionnelles et en entrepreneuriat notamment dans les domaines considérés comme réservés aux hommes. Certains bénéficiaires ont développé de petites unités de production et de transformation. Des associations et groupements de bénéficiaires issues des formations se développent et soutiennent les initiatives des adolescentes et des jeunes femmes.

En ce qui concerne l'appui technique aux pays pour la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des sous-projets pour l'autonomisation des femmes et des filles, tous les pays sont

passés à la phase d'opérationnalisation avec une diversité de domaines des métiers traditionnellement réservés aux hommes ou des métiers innovants : électricité bâtiment, plomberie, froid et climatisation, machinisme agricole, couverture médiatique, électricité voltaïque, pompistes, construction métallique, électroménager/hôtellerie, mécanique moto, boulangerie/pâtisserie, embouche ovine et bovine, couture, coiffure, aviculture, teinture, savonnerie, pâtisserie et transformation de céréales, maraichage et artisanat.

### Assistance technique pour la mise en œuvre des activités de soutien à la scolarisation et au maintien des filles à l'école

Le volet de la scolarisation et du maintien des filles à l'école a été également opérationnalisé à travers les appuis pour les cours, l'aide financière, les appuis au transport, les cantines, la formation sur la pédagogie sensible au genre, l'éducation et

↑  
© Banque mondiale/  
Vincent Tremeau  
Am Timan, Tchad.  
Nadia Hamid conduit  
un tracteur, après avoir  
été formé par le SWEDD.

la gestion de l'hygiène menstruelle, les émissions radiophoniques, les théâtres forum, les concours.

Au Burkina Faso, les filles ont bénéficié des appuis pour les cours et des kits scolaires, des vélos pour aller à l'école, des cantines, de l'aide financière, de l'appui pour l'hébergement. Les acteurs de l'éducation ont été formés en pédagogie sensible au genre, en gestion hygiénique des menstrues, sur l'approche Safe school, sur les violences basées et sur le genre en milieu scolaire. Les établissements ont été touchés par des activités de sensibilisation pour la scolarisation et le maintien des filles à l'école à travers des émissions radiophoniques, théâtres forum, causeries éducatives, conférences, concours de récitals, actions de plaidoyer communautaire, projections de vidéo etc.

En Mauritanie, les filles ont bénéficié des appuis à la scolarisation à travers des cours de soutien, les transferts monétaires/bourses et les bus de transport.

En Côte d'Ivoire, les jeunes filles scolarisées dont l'âge varie de 10 à 16 ans ont bénéficié des appuis scolaires à travers l'appui alimentaire et il est prévu de toucher chaque année des milliers de filles.

Au Mali, les appuis ont été fournis à travers la stratégie de scolarisation accélérée/passerelle pour les filles, les bourses mamans, les cours de remédiation, les kits scolaires, les kits sanitaires, les appuis en hébergement et le transport avec l'octroi des vélos. Ces soutiens ont engendré une baisse drastique du taux d'abandon des filles qui est actuellement de 2% contre 53% dans les mêmes écoles avant le démarrage des interventions du SWEDD.

Au Niger, l'appui à la scolarisation des filles s'est fait à travers les cours de rattrapage ou à travers des écoles de deuxième chance et les bourses d'étude pour les filles inscrites au cycle secondaire.

Au Tchad, les filles ont bénéficié des centres d'accueil (internat des filles), des cours de soutien à l'éducation de base (français, calcul...), des paiements des frais de scolarité, de la dotation en kits scolaires, en uniformes et des formations en TIC.

© SWEDD Mali –  
Olivier Girard  
↓



**Contractualisation avec des partenaires spécialisés en matière de programmes centrés sur les filles et les hommes et les garçons**

Dans la perspective d'un passage à l'échelle efficace, le STR a développé un partenariat avec le Population Council et Promundo en vue de renforcer les capacités des partenaires de mise en

œuvre dans les pays. Ces structures disposent d'expertises avérées dans le domaine de l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des programmes centrés sur les adolescentes d'une part et d'autre part des programmes visant l'implication des hommes et des garçons.

Les résultats de cette assistance technique sont consignés dans le [tableau ci-dessous](#) :

**TABEAU 2: RÉCAPITULATIF DES RÉSULTATS DES SOUS-PROJETS 1.2**

PAYS	ESPACES SÛRS FONCTIONNELS		CLUBS DES MARIS		CLUBS DES FUTURS MARIS		COMMENTAIRES
	Nbre	Effectif	Nbre	Effectif	Nbre	Effectif	
<b>Burkina Faso</b>	285	18 340	120	1 312	30	280	10 850
<b>Côte d'Ivoire</b>	2 065	50 620	145	2 900	145	2 900	5 292
<b>Mali</b>	137	4 455	75	1 061	75	1 015	2 400
<b>Mauritanie</b>	188	6 000	-	-	06	252	1 200
<b>Niger</b>	300	29 100	400	5 000	723	8 734	1 623
<b>Tchad</b>	397	12 170			En préparation		10 183 (tous appuis confondus)
<b>Total</b>	3 372	120 685	740	10 273	979	13 181	31 548

Le [tableau 3](#) présente les indicateurs de la composante 1.2.

**TABEAU 3: INDICATEURS DE LA SOUS-COMPOSANTE 1.2**

INDICATEURS	CIBLE	RÉSULTAT ATTEINT	COMMENTAIRES
Nombre de jeunes filles (16 à 19 ans) bénéficiant des activités d'autonomisation économique	50 000	145 585	Burkina Faso (34 996); Côte d'Ivoire (50 620) Mali (12 700); Mauritanie (5 099); Niger (30 000); Tchad (12 170)
Rapport de mise en œuvre des clubs des maris et des futurs maris disponible	Oui	Oui	Mission de suivi au Mali, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Niger. Deux missions de démarrage au Bénin.
Nombre d'alliances régionales appuyant les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre dans la mise en œuvre de la feuille de route de l'UA sur le DD	4	7	AfriYAN, Réseau des parlementaires, réseau des religieux, juristes, Premières dames, communicateurs, secteur privé



© SWEDD Mali – Ollivier Girard/UNFPA

## COMPOSANTE 2

Renforcer les capacités régionales pour la mise à disposition des produits de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et nutritionnelle et de personnel sanitaire qualifié : Cette composante devrait permettre de renforcer les capacités régionales en matière de fourniture d'éléments essentiels (produits et personnel qualifié) nécessaires à la prestation de services de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et nutritionnelle.

## SOUS-COMPOSANTE 2.1

### Renforcement des capacités des LNCQM en vue de la certification ISO et de la préqualification OMS

Au cours de l'année 2019, le projet SWEDD a permis de renforcer les activités de réglementation et de régulation pharmaceutique dans les pays membres.

Le processus de renforcement des laboratoires nationaux de contrôle qualité vers le protocole GPLC s'est poursuivi avec le renforcement de capacités des acteurs, l'acquisition d'équipements complémentaires et l'élaboration des normes et procédures.

Les efforts conjugués UNFPA-STR/SWEDD / UGP-OOAS ont permis :

- L'adoption du Common Technical Document ou Document technique commun (CTD) dans quatre pays (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali et Niger avec une volonté manifeste d'adopter le CTD en Mauritanie et au Tchad).
- La tenue régulière des sessions d'homologation dans l'espace UEMOA, à travers

l'appui de l'OOAS et de l'UEMOA (CHRCF), auxquelles participent quatre pays (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali et Niger), une volonté de participation a été exprimée par la Mauritanie et une initiative est en cours de mise en place par l'OCEAC, qui bénéficiera à la Direction de la Pharmacie et des Médicaments (DPM) du Tchad.

- Le renforcement des capacités des acteurs des Institutions Nationales de Régulation Pharmaceutique (INRP) à travers des formations en enregistrement, inspection pharmaceutique et suivi-évaluation des projets.

Les laboratoires nationaux de contrôle qualité ont réalisé des progrès en vue de l'atteinte du protocole GPLC (Contrôle Qualité) ou de l'obtention de l'accréditation ISO 17025/2017.

Les acquis majeurs en matière de renforcement des laboratoires en 2019 ont été enregistrés au Mali, au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire ; pendant que le Tchad inaugurerait son laboratoire de contrôle de médicaments et la Mauritanie poursuivait les études de faisabilité du plan architectural d'un laboratoire moderne de contrôle de médicament.

Dans le cadre du renforcement réglementaire et de la coopération pharmaceutique, le STR a appuyé le processus de mise en place du mécanisme d'achats groupés à travers :

- L'élaboration d'une liste de produits de référence pour les achats potentiels en commun dans les pays SWEDD ;
- L'accord de principe sur le type de dossier d'appel d'offres en deux étapes ;
- L'accord de principe du besoin de la mise en place d'un secrétariat exécutif pour l'appui aux achats groupés ;
- L'engagement de l'UNFPA, de l'OOAS et de l'Association des centrales d'achats de médicaments essentiels (ACAME) à collaborer pour la mise en place et l'exécution des achats en commun ;
- La définition du mode de financement du processus d'achat en commun par les pays SWEDD.



Une analyse de la situation dans les pays SWEDD au premier trimestre 2019 a permis de faire :

- La collecte des données par pays ;
- L'agrégation des données, l'analyse et les conclusions ;
- La confirmation des avantages des achats groupés au niveau des économies d'échelles et de l'amélioration de la disponibilité des produits de santé par ce mécanisme d'achats ;
- L'élaboration de procédures
  - Procédures en deux étapes : préqualification et consultation restreinte
  - Simplification du processus
  - Besoin et rôle du secrétariat exécutif
  - Description en détail des procédures
  - Documentation avec des modèles d'appel d'offres de préqualification et de dossier de consultation restreinte en harmonie avec les règles UEMOA et basés sur les références de l'OMS.

La session du Comité régional de pilotage a permis d'adopter les démarches et la méthodologie à suivre pour l'opérationnalisation du mécanisme d'achats groupés.

## SOUS-COMPOSANTE 2.2

### Renforcement des efforts des pays pour améliorer la performance de leur chaîne d'approvisionnement SRMNIN

La mise en œuvre du plan d'accélération de Nouakchott élaboré en juillet 2018 a connu une réalisation optimale en 2019 avec l'expérimentation des différents modèles de distribution au dernier kilomètre.

Les pays SWEDD ont initié une phase pilote de la stratégie de distribution au dernier kilomètre. La Côte d'Ivoire a achevé sa phase pilote; le Burkina Faso est en phase de démarrage de sa phase pilote matérialisée par la signature de contrat de transport de produits entre le PADS et le prestataire privé; le Mali est en phase test de deux scénarios dans le cadre du projet pilote. Au Tchad, le processus a été retardé par des contraintes budgétaires.

Dans le cadre du processus de renforcement de la composante 2, un accord de partenariat a été signé avec l'ONG française CHMP (Centre Humanitaire des Métiers de la Pharmacie) pour l'appui nécessaire à la mise en œuvre de cette composante.

Après la phase de recrutement et d'évaluation du partenaire, un plan annuel de travail a été

élaboré et validé lors d'un atelier conjoint UNFPA/OOAS/BM/CHMP. Cet atelier a permis aux partenaires d'identifier les points de synergie entre les différentes interventions des projets et programmes de l'UNFPA Supplies, de l'OOAS et de la Banque mondiale afin d'obtenir le maximum d'impact pour une disponibilité optimale des produits SRMNIN au dernier kilomètre de la chaîne d'approvisionnement des pays SWEDD.

La première activité de terrain de CHMP au compte de l'année 2019 a porté sur le suivi de la mise en œuvre du projet SWEDD dans sa composante 2 et la documentation des bonnes pratiques. Cette activité a permis au STR d'avoir un aperçu sur les différents partenaires d'intervention et sur la chaîne d'approvisionnement. En outre, elle a identifié les acquis de mise en œuvre du projet, les forces et les faiblesses ainsi que les besoins prioritaires pour SWEDD 2. À l'issue de cette mission l'effet catalyseur du projet SWEDD associé à l'appui du Fonds mondial pour l'étude pilote de distribution au dernier kilomètre au Burkina Faso est perceptible, avec une option supplémentaire à travers la Centrale d'achat des médicaments essentiel et générique (CAMEG), le renforcement de la Direction de la pharmacie et de la médecine traditionnelle (DPH/MT) au Niger.



### SOUS-COMPOSANTE 2.3

#### Création d'un mécanisme régional informatisé de suivi des niveaux de stock de contraceptifs et autres produits de SRMNIN

La mise en place d'un mécanisme régional de suivi des stocks est basée sur un système d'information en gestion logistique (SIGL) efficace. En 2017 et 2018, le STR et les UGP ont planifié des activités de renforcement de SIGL dans les différents pays membres du projet. Ainsi, des pays comme le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali et le Tchad ont adopté un SIGL intégré dont les résultats n'arrivent toujours pas à fournir des données nationales fiables. Les efforts d'amélioration du SIGL se sont poursuivis en 2019 avec le développement de la plateforme d'un SIGL électronique en Côte d'Ivoire, la mise en œuvre d'une phase pilote d'un e-SIGL intégré au système Endos/ DHIS2 au Burkina Faso.

Afin d'assurer l'effectivité du suivi régional des stocks, le STR a entrepris une démarche auprès de l'OOAS et du projet de chaîne d'approvisionnement en santé mondiale de l'USAID (*Global Health Supply Chain Program*) pour l'accessibilité aux données du PPMR/RSPA. Par ailleurs, le STR a amorcé un processus autonome de collecte de données sur les produits SRMNIN auprès des pays membres du projet afin de rendre effectif le tableau de bord régional 2019 de suivi des stocks. Cette initiative permettra au STR et à WCARO de jouer un rôle central dans la résolution des questions clés sur la disponibilité des pays et le transfert inter pays des stocks.

↑

© Ollivier Girard/UNFPA  
SWEDD Burkina Faso.

## SOUS-COMPOSANTE 2.4

### Appui aux pays SWEDD pour la mise en œuvre de l'approche sur le mentorat clinique des sages-femmes

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité des services de soins de santé maternelle et néonatale en vue de la réduction de la mortalité maternelle et néonatale dans la région, plusieurs pays ont initié le mentorat clinique des sages-femmes comme stratégie novatrice.

Cette stratégie sera étendue à tous les pays du projet. Pour cela, l'UNFPA, en collaboration avec ses partenaires (OMS, UNICEF, SAGO, ICM, FASFAF, JHPIEGO), a développé une série de matériels didactiques au cours d'un atelier national organisé en Mauritanie, sous la présidence du ministre de la santé, comprenant (i) un Curriculum de la formation, (ii) un Guide du Formateur et (iii) un Cahier de l'Apprenant.

Pour sa mise en œuvre, l'EN3S de Nouakchott a été identifiée comme Centre régional d'Excellence.

Afin de permettre un démarrage des enseignements au premier trimestre 2020, un atelier d'élaboration/validation du plan d'action budgétisé de mise en œuvre du mentorat a été organisé du 18 au 23 novembre 2019 à Nouadhibou, Mauritanie. Cet atelier a été rehaussé par la présence de Dr Natalia KANEM, Directrice exécutive de l'UNFPA et de M. Mabingué NGOM, Directeur régional de l'UNFPA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

### Appui au développement et au fonctionnement du E-learning dans les institutions de formation des sages-femmes

En collaboration avec l'OOAS, le projet a soutenu l'installation de plateformes E-learning au niveau des trois Centres d'Excellence. Ces centres doivent maintenant être interconnectés (activité prévue pour 2020) pour servir de plateforme à une communauté de pratiques et permettre des échanges entre les centres d'excellence.



### Renforcement des capacités des écoles de formation et des sites de stages (développer un outil harmonisé d'évaluation des capacités des sites de stage)

Dans le cadre de la mise en œuvre du pipeline rural, les projets ont soutenu :

- La formation de base et l'équipement des écoles au Mali (Ecoles de Mopti et de Gao), en Côte d'Ivoire (Aboisso, Korhogo, Bouaké et Daloa), au Burkina Faso (6 écoles publiques et 7 privées), en Mauritanie (les écoles de Ros-

↑

© Ollivier Girard/UNFPA  
SWEDD Mali.

so, de Sélibabi, de Néma et de Kaédi) au Niger (Zinder) et au Tchad (5 écoles publiques);

- La formation continue des enseignants/formateurs.

En ce qui concerne le déploiement du personnel, il est à noter que les personnels formés dans les écoles de Gao et de Mopti sont pour la plupart déployés dans ces régions où, pour des raisons d'insécurité, les diplômés des autres régions refusent de se rendre.

Sur la base des expériences de la Côte d'Ivoire, le projet a développé un outil harmonisé d'évaluation des sites de stage en milieu rural et urbain. Le Bénin devrait expérimenter cet outil avec l'appui de l'UNFPA d'ici à 2020. Cet outil complète les efforts des gouvernements avec l'appui de l'UNFPA pour le développement d'un réseau de maternités SONU avec toutes les fonctions signalétiques et qui permette une meilleure prise en charge des patientes mais aussi un lieu d'apprentissage et de formation pré-emploi et de formation continue dans le cadre du mentorat clinique des sages-femmes. À ce jour, la Bénin, la Côte d'Ivoire, le Tchad et le Niger ont terminé leurs enquêtes SONU. Le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Tchad ont clairement identifié leurs réseaux respectifs de maternités SONU où il faudra investir.

### Appui aux centres d'excellence (équipements, matériel pédagogique, informatique et bureautique, missions de suivi et renforcement des capacités)

En collaboration avec l'OOAS, le projet a soutenu l'acquisition d'équipements complémentaires. Il s'agit entre autres d'équipements devant servir dans les laboratoires de compétences (modèles anatomiques essentiellement); une enveloppe complémentaire de 100 000 \$ a été allouée à deux centres d'excellence (Côte d'Ivoire et Mali) pour les équipements sus-cités.

Les indicateurs de la sous-composante 2.4 sont présentés dans le [tableau 4](#).

TABLEAU 4: INDICATEURS DE LA SOUS-COMPOSANTE 2.4

INDICATEURS	CIBLE	RÉSULTAT ATTEINT	COMMENTAIRES
Nombre d'institutions ayant reçu un appui pour la mise en œuvre de E-learning	3	4	ENSP/DZ Niamey, INFAS (Abidjan) et INFSS (Bamako) ont reçu un appui E-learning Appui en cours pour EN3S de Nouakchott
Nombre de centres d'excellence ayant reçu un appui additionnel (Équipements, Matériels pédagogiques et informatiques et de TIC, missions de suivi et de renforcement des capacités)	2	3	Niger (ENSP/DZ), Abidjan (INFAS) et INFSS (Bamako) En plus, des fonds additionnels de l'OOAS octroyés à Abidjan et Bamako
Nombre de pays qui ont adopté le programme de formation des sages-femmes basé sur les standards internationaux	7	12	Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Guinée, Togo, Benin, Ghana

### COMPOSANTE 3

Renforcer l'engagement politique et la capacité d'élaboration des politiques liées au dividende démographique et à la mise en œuvre du projet. Cette composante devrait permettre de renforcer la sensibilisation et l'engagement politique en matière de SRMNIN aux niveaux régional et national. Cet objectif est atteint à travers : (i) l'appui à la création d'un mécanisme de suivi et de responsabilisation régionale sur le dividende démographique, (ii) l'appui à la création de réseaux régionaux avec les parlementaires, les chefs religieux et traditionnels, et les organisations de la société civile.



### SOUS-COMPOSANTE 3.1

#### Partenariat avec les réseaux des leaders religieux et traditionnels

La Mauritanie a organisé à Nouakchott, en collaboration avec la Banque mondiale, l'UNFPA et le Centre Islamique International pour la Recherche et les Études en Population de l'Université al-Azhar du Caire, du 12 au 15 février 2019, deux ateliers régionaux en vue de renforcer l'environnement socioculturel et religieux favorable à la promotion de l'autonomisation des filles et des femmes. Des équipes du Burkina Faso, du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Tchad, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et des observateurs du Sénégal ont pris part à ces deux ateliers. Les participants à ces deux ateliers constituaient un groupe de 121 leaders religieux, juristes, parlementaires, avocats, professeurs/chercheurs, OSC impliqués dans les réformes juridiques ayant pour but de promouvoir l'autonomisation des femmes et des filles.

Ces deux ateliers ont permis de:

- élaborer un compendium de textes juridiques et réglementaires sur le mariage d'enfants, les mutilations génitales féminines et la scolarisation des filles;
- développer, en collaboration avec le Centre Islamique International pour la Recherche et

les Études en Population de l'Université al-Azhar, un curriculum de formation des imams et directeurs des écoles coraniques, basé sur le Coran et les Hadiths, portant sur les thématiques du mariage d'enfants, des mutilations génitales féminines et de la scolarisation des filles;

- organiser une formation de formateurs de leaders religieux sur ledit curriculum et;
- organiser une session de partage d'expériences entre juristes, parlementaires, et leaders religieux et associatifs sur les cadres juridiques et réglementaires en faveur de l'autonomisation des filles et des femmes dans les pays du Sahel.

À l'issue de cette rencontre, chaque pays a élaboré un plan d'action intégrant les activités relatives à la partie religieuse et celles relatives à la partie juridique. Ces plans d'actions incluent des activités de sensibilisation à mener lors des cultes et des prêches et ont bénéficié d'un financement du SWEDD.

Une cartographie des acteurs religieux a été réalisée pour chaque pays. Dans cette cartographie, il figure une analyse du paysage religieux avec l'historique des confréries et leur répartition géo-

↑

© Banque mondiale/  
Vincent Tremeau  
SWEDD Mauritanie -  
sensibilisation par les  
leaders religieux.



graphique. Il y figure également un aperçu des acteurs, leurs organisations et associations, ainsi que leurs listes et les rôles joués dans les questions de SR, de dividende démographique, de genre et de VBG.

Avec la mobilisation de ces ressources sur les leaders religieux, les organisations religieuses, le SWEDD dispose d'une plate-forme pour les décideurs politiques, les chefs religieux et autres leaders d'opinion clés pour traiter de sujets considérés comme sensibles dans la région.

### Partenariat avec les réseaux et associations des jeunes

L'accompagnement du réseau AfriYAN s'est matérialisé par le recrutement d'un consultant chargé d'aider à la rédaction du plan d'action du réseau et de documenter les grandes réalisations d'AfriYAN de 2016 à 2018. Les conclusions de ce rapport sont en cours de mise en œuvre pour la redynamisation du réseau.

AfriYAN a co-organisé, le 14 mars 2019, une session satellite en marge de la 63<sup>e</sup> Commission de la condition de la femme à New York, avec la Coalition Régionale des Organisations de la Société Civile pour la promotion de la Planification Familiale

(CROSCPF) en partenariat avec l'UNFPA, sur les partenariats stratégiques et durables sur le thème « Investir dans les partenariats durables avec les jeunes ».

Dans le cadre de la célébration des 25 ans de la CIPD, AfriYAN, en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA WCA-RO/CO), a organisé les 25H de Dakar au monument de la Renaissance Africaine le 7 août pour amplifier la voix de la jeunesse africaine en route vers le sommet de Nairobi sur la CIPD25. Cette rencontre régionale a été rehaussée par la présence effective de Dr Natalia KANEM, Directrice exécutive de l'UNFPA.

Le SWEDD a également appuyé la participation des jeunes d'AfriYAN au sommet de Nairobi sur la CIPD25, organisé du 12 au 14 novembre 2019 conjointement par les gouvernements du Kenya et du Danemark et l'UNFPA. La conférence, sous forme de plate-forme inclusive, devait permettre de prendre des engagements mondiaux pour mettre en œuvre les tâches non-achevées de la CIPD. Ces jeunes ont participé très activement à la session parallèle organisée par le SWEDD sur le dividende démographique.

↑

© Ania Gruca/UNFPA  
SWEDD  
Jeune leader d'AfriYAN,  
la 52<sup>ème</sup> session de  
la Commission sur la  
condition de la femme,  
NYC.



### Suivi des engagements de la table ronde de mobilisation des ressources

Une table ronde de mobilisation des ressources a été organisée à Niamey le 6 juillet 2019, en marge du Sommet de l'Union africaine.

Elle a été l'occasion de relever avec force la portée, la pertinence du Projet et l'ampleur des acquis enregistrés au bénéfice des adolescentes, des filles et des femmes du Sahel. Les participants ont apprécié l'extension géographique et temporelle du Projet SWEDD. Ils ont pris des engagements précis pour l'accompagnement du projet dans sa nouvelle phase. (Cf. rapport de la table ronde).

Une bonne pratique à relever est le fait d'organiser systématiquement une phase préparatoire englobant la réalisation de plusieurs activités dont une cartographie des donateurs potentiels, l'élaboration du Business Case, une concertation pré table ronde avec les partenaires potentiels, un plaidoyer auprès du Chef de l'Etat du Niger, pays hôte de la table ronde, et une campagne promotionnelle avec la production des supports.

L'une des concrétisations de cette table ronde est la signature autour de la Présidente du Comité du Pilotage, le 26 novembre 2019 à Katiola d'un MOU tripartite CRP-CCR - UEMOA - UNFPA. Il s'agit de mettre en place une plateforme SWEDD - CCR qui vise l'indépendance économique des femmes et l'accroissement de leur niveau de capital humain en vue d'accélérer la transition démographique et la capture du dividende démographique. (Cf. MOU).

Des projets de MOU sont en discussion avec Ecobank, la BOAD, Merck for Mothers, iCivil, SolarPak, FAFEDE pour le maintien des filles à l'école et l'autonomisation des filles et des femmes.

Une entente globale sur le principe que le secteur privé apporte sa contribution pour mettre en œuvre, en partage de coûts, un sous-projet sur la promotion du leadership entrepreneurial féminin en vue de capturer le dividende démographique dans le Sahel pour 5 ans.

La manifestation de cette volonté s'est traduite par la signature d'un accord tripartite au niveau communautaire.

↑

© Ollivier Girard/UNFPA  
Président Issoufou du Niger lors de la Table ronde de mobilisation des ressources SWEDD



Tous les Présidents des Chambres Consulaires des pays membres de l'UEMOA sont sensibilisés au projet SWEDD et sont tous prêts à participer à des échanges de partenariat.

Les indicateurs de la sous-composante 3.1 sont présentés dans le [tableau 5](#).

**TABEAU 5 : INDICATEURS DE LA SOUS-COMPOSANTE 3.1**

INDICATEURS	CIBLE	RÉSULTAT ATTEINT	COMMENTAIRES
Nombre de pays disposant d'une feuille de route pour investir dans la jeunesse	2	7	Mauritanie, Côte d'Ivoire, Mali, Tchad, Burkina Faso, Niger, Bénin.
Une feuille de route sur l'amélioration de la législation et des lois sur l'autonomisation des filles et des femmes est disponible	Oui	Oui	Chaque pays a développé un plan d'action lors de l'atelier de Nouakchott, en février 2019
Nombre de pays SWEDD dont les réseaux religieux sont renforcés sur les thèmes de l'autonomisation des femmes	7	8	Tous les pays SWEDD en plus du Sénégal sont formés sur les thématiques de l'autonomisation des femmes.
Nombre d'alliances régionales soutenant les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre dans la mise en œuvre de l'Union africaine	3	7	AfriYAN, Réseau des parlementaires, réseau des religieux, juristes, Premières dames, communicateurs, secteur privé.
Recrutement d'une structure pour la mobilisation des ressources	Oui	Oui	GBCHealth, ACT consulting et consultant individuel Christophe Tozo.
Nombre de road shows organisés pour la mobilisation des ressources	2	5	Cinq road-shows organisés en Côte d'Ivoire, au Mali, au Togo, au Bénin, et au Niger.
Appui à l'actualisation du plan annuel de travail d'AfriYAN et d'une feuille de route	Oui	Oui	Plan d'action disponible.
Nombre de pays appuyés pour la mise en place d'un réseau AfriYAN	1	1	Mauritanie



↑

© Ollivier Girard/UNFPA  
SWEDD Mali

### SOUS-COMPOSANTE 3.2

#### Renforcement des capacités, conférences et partages d'expériences

Les experts des pays SWEDD ont bénéficié d'une formation sur les méthodologies d'agrégation du DDMI régional pour l'espace SWEDD lors de la première consultation régionale sur le DD organisée à la Somone, au Sénégal, du 28 au 30 octobre 2019.

Du 21 au 26 octobre 2019, un renforcement de capacités des experts sur la maîtrise et la prise en main de la méthodologie du DDMI et sur l'analyse de tous les aspects de cet indice de suivi du DD.

Le CREG a organisé avec le soutien de l'UNFPA une Conférence internationale NTA Africa sur le thème: «Dynamiques de Population et Développement: la contribution des NTA à l'agenda 2063», du 28 au 30 Octobre 2019 à la Somone, au Sénégal.

L'UNFPA et les chercheurs du CREG-CREFAT ont participé à la conférence de l'UAPS-UEPA à Entebbe, Ouganda, du 18 au 22 Novembre 2019. Cette rencontre a été l'occasion d'échanger avec les experts des autres régions et continents et surtout de mettre en valeur les progrès réalisés à travers le projet SWEDD en Afrique de l'Ouest et du Centre.

Au total, plus de 395 experts ont été formés au niveau des 9 pays qui ont mis en place le DDMI comme outil de monitoring du DD dans la région WCARO.

Une (01) session de formation des formateurs sur l'utilisation du guide de programmation sur le DD a été organisée à Nouakchott en février 2019 (50 experts formés).

Dans la poursuite de l'atteinte des objectifs de développement durable, le CREG-CREFAT a éla-



↑  
© Olivier Girard/UNFPA  
SWEDD Mali

boré l'indice genre du dividende démographique (GDDI) pour la prise en compte de la dimension genre et plus spécifiquement des contributions des femmes au processus de capture du DD. Cet indice est déjà calibré pour le Niger, le Sénégal et l'Afrique du Sud; il est en cours de calibrage pour le Bénin, le Nigéria et l'Ouganda.

Au Niger, par exemple, alors que le GDDI est de 37,5% chez les hommes, il est de 34,7% chez les femmes; au Sénégal, les hommes affichent un GDDI de 49,8% alors que cet indice est de 25,9% chez les femmes. Ces résultats témoignent de l'existence d'inégalités très prononcées selon le genre, et mettent également en évidence l'importance de l'autonomisation économique des femmes et filles, et la nécessité d'investir dans le capital humain de ces dernières. Il s'agit en somme du renforcement des actions du projet SWEDD dans ces régions et au-delà pour l'équité de genre.

### Évaluation de l'intégration du DD dans les référentiels de développement des pays

Suivant les étapes du guide programmatique du DD, une mission dans les pays SWEDD a été effectuée pour évaluer le niveau de prise en compte du DD dans les plans nationaux de développement. Les experts du CREG-CREFAT ont rencontré à ce propos plusieurs décideurs politiques de pays SWEDD tels que le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie et le Niger.

Le document de référence produit à cet effet montre que la plupart des pays ont pris en compte les questions de DD dans leur Plan national de développement (PND), mais à des niveaux différents. Les résultats de la mise en œuvre du DD dans les PND mettent en évidence que les pays consultés ont intégré au moins 80% des aspects du DD dans les PND. Toutefois, il s'avère important d'accompagner les pays dans le suivi et la

programmation du DD dans les budgets et programmes des pays. Cette mission a permis aux pays d'analyser leur plan de développement en vue d'apprécier non seulement la prise en compte du dividende démographique dans les référentiels de développement mais aussi d'assurer une budgétisation et une programmation du développement durable dans les budgets SWEDD (budget sensible au dividende démographique).

**Mise en place de l'observatoire régional sur le DD (expertise technique pour l'acquisition et la mise en place du serveur, interconnexion avec les six observatoires nationaux)**

Une expertise technique pour la rédaction d'un cahier des charges pour l'opérationnalisation de l'Observatoire Régional du Dividende Démographique (ORDD) a été sollicitée sous la supervision du SWEDD. Tout au long du processus, de riches échanges ont été menés avec le CREFAT et les ONDD. Les grandes lignes de ce cahier des charges ont été partagées avec l'ensemble des pays lors de la « Consultation Régionale sur l'Observatoire Régionale du Dividende Démographique » tenue à la Somone, au Sénégal, du 21 au 26 octobre 2019, permettant ainsi de montrer l'architecture fonctionnelle, applicative, technique et organisationnelle de l'ORDD, ainsi que la gestion des interactions avec les ONDD pour plus d'efficacité dans le suivi du DDMI. Il a également été question de la validation de la méthodologie d'estimation des indicateurs régionaux de suivi du DD (ou DDMI régional) ainsi que de celle du rapport de l'observatoire Régional sur le suivi du DD dans la zone SWEDD. On retient en synthèse que la zone SWEDD n'exploite pas encore son potentiel de DD avec un DDMI de 39% et un ratio de soutien de 39%.

Deux rapports de l'ORDD ont été produits et sont disponibles.

Les efforts constants de l'UNFPA et du CREG-CREFAT ont permis la mise en place d'Observatoires du dividende démographique dans neuf (9) pays, soit les sept pays SWEDD, la Guinée et le Sénégal. Sous l'impulsion de l'UNFPA, certains pays tels que la République Démocratique du Congo et le Togo ont entamé des formations visant la mise en place de leur observatoire.

Le tableau ci-dessous présente les résultats du DDMI en Afrique de l'Ouest et du Centre.

**TABEAU 6 : RÉSULTATS DU DDMI EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE**

PAYS	DDMI NATIONAL	DDMI RÉGION
Bénin	37,2%	Littoral (61,5%) Collines (25,9%)
Burkina Faso	37,9%	Centre (51,3%) Hauts Bassins (50,3%) Sahel (28,3%)
Côte d'Ivoire	44,7%	Abidjan (58,8%) Sud-Ouest (56,5%) Sud (55,4%) Nord (36,5%)
Guinée	30,4%	Conakry (54,8%) Kindia (7,3%)
Mali	30,4%	Bamako (54,8%)
Mauritanie	46,4%	Nouakchott (69,3%) Dakhlet Nouadhibou (63,1%) Tirs-Ezemour (58%) Adrar (52,6%) Guidimagha (23,1%)
Niger	37%	Niamey 74,2% Dosso (21,3%)
Sénégal	41,5%	Saint-Louis (55,3%) Dakar (53%) Kédougou (28,7%)
Tchad	30,4%	Sud-Ouest 43,8% Grand Kanem 6,8%

Ces résultats ont permis de diagnostiquer les zones ou régions à risques dans la capture du DD et d'effectuer le Gap Analysis aux niveaux national et infranational afin d'identifier les secteurs défaillants.

En résumé, la mise en œuvre du PTA UNFPA – CREG/CREFAT a permis de: (i) stabiliser la méthode de calcul des indicateurs de l'observatoire régional, (ii) élaborer le rapport régional de l'ob-

servatoire, (iii) apporter une assistance technique aux différents pays pour assurer le fonctionnement des observatoires, (iv) faire un diagnostic de la prise en compte du DD dans les PND des pays SWEDD.

Le [tableau 7](#) présente les résultats clés de la sous-composante 3.2.

TABLEAU 7: **INDICATEURS DE LA SOUS-COMPOSANTE 3.2**

INDICATEURS	CIBLE	RÉSULTAT ATTEINT	COMMENTAIRES
Nombre de pays dotés d'un observatoire fonctionnel du dividende démographique et faisant partie du réseau d'observatoires régionaux	6	8	Les pays SWEDD et le Sénégal.
Nombre de pays appuyés pour mettre en place un observatoire du dividende démographique	2	7	Les pays SWEDD.
Nombre d'experts formés sur le guide de programmation DD	40	50	Rapport de formation disponible.
Nombre d'experts formés sur la méthode de Géolocalisation GEMS	40	43	Formation conjointe UNFPA-Banque mondiale organisée en septembre 2019 à Abidjan avec la participation des experts des pays SWEDD (40 et 3 partenaires). Rapport de formation disponible.

### SOUS-COMPOSANTE 3.3

#### Organisation du suivi régulier (réunions de coordination, conférences téléphoniques, revues périodiques, etc.) de la performance du projet avec les UGP

Des réunions régulières de suivi auprès des pays sont organisées avec l'appui des différents points focaux du STR pour les différentes composantes. Une revue trimestrielle de la mise en œuvre du projet par pays a également été organisée.

Le STR a reçu et facilité une mission d'imprégnation sur le dividende démographique et le projet SWEDD du gouvernement haïtien au Sénégal et en Côte d'Ivoire.

Dans le cadre du renforcement des capacités sur le modèle d'impact (étude Camber), le STR a organisé une rencontre d'appropriation à Dakar le 17 juin 2019. Cette mission s'est poursuivie par des sessions éclatées avec les pays par conférence téléphonique et au cours des missions de préparation (Côte d'Ivoire, Cameroun, Guinée).

### Organisation des réunions des instances de coordination du projet (CRP, réunion avec les coordonnateurs)

La 4<sup>e</sup> session ordinaire du Comité régional de pilotage a eu lieu à Abidjan du 29 au 30 mars 2019. Cette session a été précédée par la réunion des coordonnateurs du projet tenue du 26 au 28 mars 2019.

Ces 2 rencontres ont permis de: (i) faire le bilan de l'année 2018 et présenter les plans de travail 2019; (ii) valider le rapport du STR et les actions prioritaires pour accompagner l'extension temporelle et spatiale du SWEDD à l'horizon 2023; (iii) adopter une feuille de route pour la participation de toutes les parties prenantes au processus de mobilisations des ressources qui connaîtra son aboutissement par la tenue de la table ronde de mobilisation des ressources prévue en 2019 en marge du sommet de l'Union Africaine; (iv) procéder au renouvellement des instances du CRP conformément au manuel de procédures. Ainsi, Madame Mariatou KONÉ, Ministre de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté de Côte d'Ivoire a été élue Présidente du Comité Régional de Pilotage et le Professeur Claudine LOUGUÉ-SORGHO, Ministre de la San-

té du Burkina Faso en qualité de Vice-Présidente; (v) valider le rapport d'évaluation technique et financier du STR.

Les Partenaires du SWEDD ont distingué le Président sortant du CRP, Monsieur Adama Tiémoko DIARRA, Ministre de l'Aménagement du Territoire et de la Population du Mali, et SE Mme Dominique OUATTARA, Première dame de Côte d'Ivoire, pour leur contribution exceptionnelle à la promotion de l'autonomisation de la fille et de la femme sur le continent.

### Appui financier pour la mise en œuvre des plans de travail conjoints des bureaux pays

Quatre (4) PTA conjoints sur six (6) ont été revus, validés et financés. Il s'agit du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Mauritanie et du Niger. Parmi ces quatre pays, trois ont reçu des fonds pour leur mise en œuvre.

© Zogbe/UNFPA  
2019 Comité régional de pilotage, Côte d'Ivoire  
⌵





### Mise en place d'un groupe consultatif de champions du secteur privé autour du DD (au niveau régional et pays)

Le SWEDD, en partenariat avec GBCHHealth, a élaboré une cartographie des champions du secteur privé (banques de développement, établissements financiers, start-up, chambres consulaires, patronat, sociétés de téléphonie, industries pharmaceutiques). Des mémorandums d'entente sont signés ou en cours de discussion en vue de la participation effective du secteur privé dans l'autonomisation des filles et des femmes, notamment par le maintien des filles à l'école, l'entrepreneuriat féminin, les compétences de vie et la SR.

### Organisation d'une table ronde des bailleurs du secteur privé pour la mobilisation de ressources additionnelles au profit du DD en lien avec la feuille de route de l'Union africaine

Une table ronde de mobilisation des ressources pour la mise à l'échelle du projet SWEDD a été organisée à Niamey le 6 juillet 2019 sous l'égide de Son Excellence Mahamadou ISSOUFOU, Président de la République du Niger. Placée sous le thème « Investir dans l'autonomisation des femmes et le capital humain en tant que stratégie de développement pour la croissance », la table ronde a réuni plus de 150 personnalités et a servi de tribune pour positionner la question de l'autonomisation de la femme et du dividende démographique au cœur de l'agenda de développement du continent africain.

Au nombre des personnalités de haut niveau, elle comptait quatre (4) Premières dames (Niger, Mali, Mauritanie, Ghana); le Premier ministre du Niger; 15 ministres et secrétaires d'Etat; la Directrice exécutive de l'UNFPA, Dr Natalia KANEM; la Re-

↑  
© Ollivier Girard/  
UNFPA SWEDD  
Président Issoufou du  
Niger, Ministre de la  
SCSLP de Côte d'Ivoire,  
Présidente du CRP du  
SWEDD, et Directrice  
exécutive de l'UNFPA  
lors de la table ronde  
de mobilisation de  
ressources du SWEDD  
au Niger.

présentante Résidente de la Banque mondiale au Niger, Mme Joëlle DEHASSE; M. Mabingué NGOM, le Directeur régional de l'UNFPA WCA-RO et le Directeur général de l'OOAS, M. Stanley OKOLO.

La table ronde a permis de faire les constats ci-après :

- Les entreprises considèrent que c'est le meilleur projet à fort impact dans lequel elles investir dans le cadre de leur politique RSE, qui est devenue une exigence pour le développement durable;
- Le leadership entrepreneurial sera renforcé au niveau des femmes des pays SWEDD où le partenariat est engagé;
- Même à la fin du projet, le secteur privé travaillera à la pérennisation du projet afin d'en faire une des bonnes pratiques en matière de PPP;
- Le nombre de femmes chefs d'entreprise sera accru d'ici 2025 d'au moins 15 %.
- L'utilisation des services et produits de la SRM-NIN sera accrue dans les entreprises.

### **Renforcement des capacités nationales pour l'application de l'approche modélisée des techniques d'estimation à petite échelle**

Quarante-cinq (45) cadres nationaux provenant des instituts nationaux de statistiques, des instituts régionaux de recherche et des chargés de suivi-évaluation de l'UNFPA de 13 pays de la région ont été formés sur les techniques des indicateurs à petite échelle à Abidjan, en Côte d'Ivoire, du 10 au 14 juin 2019. Cette formation a permis de développer les capacités nationales pour l'application de l'approche dans la perspective de faire des estimations à l'échelle locale (province, district, municipalité) pour les indicateurs relatifs au dividende démographique.

### **Renforcement des capacités des partenaires sur l'utilisation de l'outil de géolocalisation des interventions (outil GEMS): session de formation des unités de gestion SWEDD, mise en réseau des utilisateurs de la plateforme GEMS, formation des formateurs en GEMS**

Quarante-trois (43) cadres nationaux issus des structures impliquées dans la mise en œuvre des activités du projet SWEDD dans six (06) pays SWEDD (le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Mauritanie, le Niger, le Tchad) ont été formés, à Abidjan, en Côte d'Ivoire, du 02 au 05 septembre 2019, sur l'outil GEMS. Ils sont capables de: (i) utiliser l'outil KoBoToolBox: créer un compte, remplir un questionnaire, créer et gérer une plateforme de données; (ii) créer un questionnaire finalisé pour collecter des données de base: conception et déploiement de questionnaires numériques, collecte de données sur le terrain, cartographie et analyse des données collectées avec l'application. Par ailleurs, une feuille de route par pays a été développée, présentant les étapes principales à suivre pour opérationnaliser l'utilisation de l'outil KoBoToolBox au niveau des six pays. Au niveau régional, une feuille de route comprenant quatre actions principales a également été développée.

### **Appui aux pays pour le SWEDD 2**

Pour répondre aux manifestations d'intérêt de plusieurs pays d'adhérer au SWEDD, à l'instar du Bénin qui a fait son adhésion au projet en décembre 2018, le STR a élaboré un guide pour la préparation des pays candidats à l'initiative SWEDD et apporté un appui direct au Cameroun, au Togo, à la Guinée Conakry, à la Gambie, au Sénégal et à Madagascar. Un tel cheminement devrait être normé et les pays accompagnés pour leur faciliter la compréhension des différentes étapes pour être admis dans le réseau des pays SWEDD.

Dans cette même perspective visant à orienter la mise en œuvre et les résultats du SWEDD 2, une étude de segmentation des cibles a été réalisée. Un modèle d'impact a été développé pour accompagner les pays dans la planification du SWEDD 2. L'étude a concerné, outre les 7 pays actuels du SWEDD 1, la Guinée, le Cameroun et le Sénégal. Le processus de transfert des com-



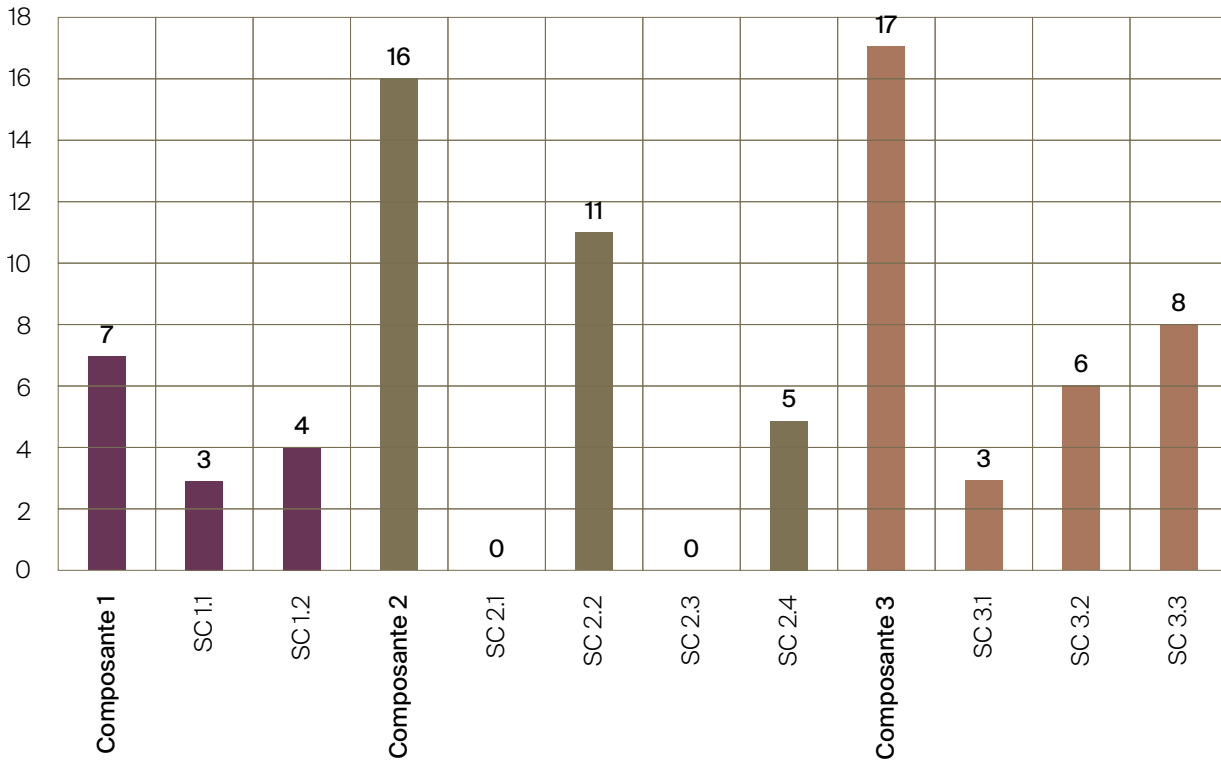
pétences a démarré par le bureau de pays de l'UNFPA en Côte d'Ivoire. Un webinaire d'orientation a été organisé par le cabinet Camber à l'intention des pays. Une formation, en salle, des formateurs est prévue au 1<sup>er</sup> trimestre 2020.

### Assistances techniques aux pays SWEDD

En 2019, le STR a mobilisé 40 fois une expertise technique au profit des pays SWEDD.

Le graphique ci-dessous nous montre le détail des missions par composante et sous-composante.

GRAPHIQUE 1: RÉPARTITION DES MISSIONS D'APPUI TECHNIQUE PAR COMPOSANTE ET SOUS-COMPOSANTE AU PROFIT DES PAYS SWEDD



### Coordination du projet au niveau régional

En ce qui concerne la coordination régionale du projet, un rapport financier par pays pour la période de 2015 à 2019 a été élaboré et une demande de décaissement de la quatrième tranche a été introduite auprès des pays. Par ailleurs, conformément aux recommandations de la troisième session du Comité régional de pilotage, l'évaluation technique et financière du Secrétariat Technique Régional a été réalisée. Le rapport de cette évaluation est disponible et un plan d'action pour la mise en œuvre des recommandations de cette évaluation a été élaboré et est en cours de mise en œuvre.

Aussi, en vue de combler la vacance des postes de Spécialiste de Suivi-Évaluation et de Spécialiste en Jeunes et Genre, pour lesquels le proces-

sus de recrutement est en cours, du personnel a été mobilisé à travers des mises à disposition. En outre, un consultant a été recruté pour la révision du manuel opérationnel régional du SWEDD.

La coordination régionale du projet a été également assurée à travers les rencontres de plaidoyer et de mobilisation de ressources qui ont permis de placer la question du DD au cœur de l'agenda de développement du pays. C'est ainsi qu'après l'annonce de l'adhésion du Bénin, le STR a apporté son appui au pays pour la préparation de la convention qui est en attente de signature.

Le STR a élaboré et soumis les rapports programmatiques et financiers des T1, T2, T3, T4 et un rapport annuel.

© Vincent Tremeau/Banque mondiale  
Jeune fille formée au métier  
non traditionnel, SWEDD Tchad



**2.**

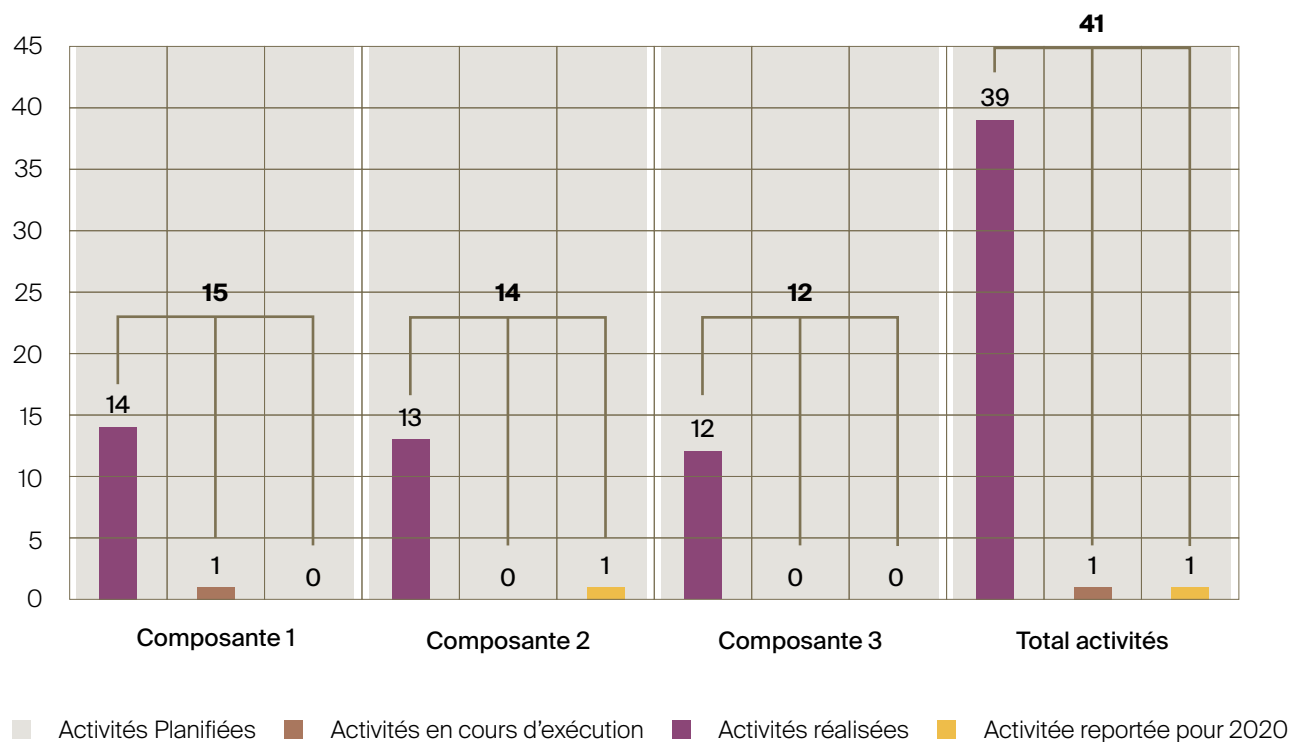
**EXÉCUTION**

**PROGRAMMATIQUE**

Au terme de l'année 2019, le niveau d'exécution physique global des activités planifiées est de 95,40%. Certaines activités sont toujours en cours de réalisation du fait de la complexité du processus de contractualisation avec les chaînes de diffusion. L'activité liée à la documentation du pipeline rural est reportée à 2020 du fait de la non-disponibilité à temps des ressources

techniques identifiées. Le graphique suivant présente le niveau d'exécution physique annuel des activités planifiées par composante.

GRAPHIQUE 2: **NIVEAU D'EXÉCUTION PHYSIQUE ANNUEL DES ACTIVITÉS PLANIFIÉES PAR COMPOSANTE**  
(SOURCE: STR - SWEDD)



Le tableau 8 présente la répartition du niveau d'exécution annuel des activités planifiées par sous-composante.

TABLEAU 8: **RÉPARTITION DU NIVEAU D'EXÉCUTION DES ACTIVITÉS PLANIFIÉES PAR SOUS-COMPOSANTE**  
(SOURCE: STR - SWEDD)

	ACTIVITÉS PLANIFIÉES	ACTIVITÉS RÉALISÉES	ACTIVITÉS EN COURS D'EXÉCUTION	ACTIVITÉ REPORTÉE À 2020	TAUX D'EXÉCUTION PROGRAMMATIQUE
<b>Composante 1</b>	<b>15</b>	<b>14</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>93,33%</b>
SC1.1	11	10	1	0	90,91%
SC1.2	4	4	0	0	100%
<b>Composante 2</b>	<b>14</b>	<b>13</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>92,86%</b>
SC2.1	4	4	0	0	100%
SC2.2	2	2	0	0	100%
SC2.3	2	2	0	0	100%
SC2.4	6	5	0	1	83,33%
<b>Composante 3</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>100%</b>
SC3.1	4	4	0	0	100%
SC3.2	3	3	0	0	100%
SC3.3	5	5	0	0	100%
<b>TOTAL</b>	<b>41</b>	<b>39</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>95,40%</b>

© Vincent Tremeau/Banque mondiale  
Jeune fille formée au métier  
non traditionnel, SWEDD Tchad



**3.**

**EXÉCUTION  
FINANCIÈRE**

Cette section du rapport présente le bilan financier 2019 de l'Assistance Technique apportée par le Secrétariat Technique Régional en vue de sa contribution à la réussite du projet SWEDD dans les sept (7) pays.

Elle présente successivement les contributions versées par les pays au STR, la planification des allocations budgétaires en début d'année, le niveau d'exécution des dépenses, la répartition des dépenses en fonction des rubriques ou des catégories de dépenses, la répartition des dé-

penses des pays en fonction des composantes et sous-composantes, l'efficacité de la gestion des ressources, la comparaison des montants payés par les pays et des montants prévus dans les conventions avec la planification budgétaire du STR pour l'année 2020.

Ce rapport de fin d'année traduisant les dépenses sur l'année 2019 est à titre intérimaire. Un rapport financier définitif sera partagé après les écritures de clôture de compte de l'exercice 2019.

### 3.1 Montants des contributions versées par les pays au STR

Les différents montants versés par chacun des six (6) pays du projet SWEDD au STR à la date du 12 décembre 2019 sont présentés dans le tableau suivant.

TABLEAU 9: PAIEMENT DES CONTRIBUTIONS DES PAYS EN 2019

PAYS	MONTANTS ATTENDUS POUR LA PREMIÈRE TRANCHE (2019)	MONTANTS PAYÉS	PROPORTION DES MONTANTS PAYÉS	DATES DES PAIEMENTS
<b>Burkina Faso</b>	904 000	904 000	100 %	23 octobre 2019
<b>Côte d'Ivoire</b>	780 000	780 000	100 %	04 avril 2019
<b>Mali</b>	1 040 000	119 931	11,53 %	12 décembre 2019
<b>Mauritanie</b>	390 000	390 000	100 %	03 septembre 2019
<b>Niger</b>	1 391 000	1 391 000	100 %	13 juin 2019
<b>Tchad</b>	694 200	0	0 %	
<b>Total</b>	<b>5 199 200</b>	<b>3 584 931</b>	<b>68,95 %</b>	

Le cumul des contributions versées par les pays s'élève, à la date du 12 décembre, à 3 584 931 USD contre 5 199 200 USD attendus. Ce qui représente 68,95 % des fonds attendus au titre de la quatrième tranche. Le non recouvrement des contributions hypothèque la poursuite normale des activités et des performances du projet.



### 3.2. Planification des allocations budgétaires

Les 5 225 933,14 USD planifiés en début d'année se composent des reliquats des montants non dépensés en 2018 qui s'élève à 628 816 USD et des fonds reçus des pays en 2019.

Le tableau ci-après met en exergue les montants budgétaires alloués et les proportions des sous composantes en fonction de leur composante.

TABLEAU 10: **PLANIFICATION DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES DE L'ANNÉE 2019**

COMPOSANTES	MONTANTS ALLOUÉS 2019	PROPORTION DES MONTANTS ALLOUÉS PAR RAPPORT À LA COMPOSANTE
SC 1.1	659 555,87	41,73 %
SC 1.2	921 091,58	58,27 %
<b>Composante 1</b>	<b>1 580 647,45</b>	<b>100,00 %</b>
SC 2.1	64 034,15	09,16 %
SC 2.2	445 621,78	63,76 %
SC 2.3	30 000,00	04,29 %
SC 2.4	159 260,39	22,79 %
<b>Composante 2</b>	<b>698 916,31</b>	<b>100,00 %</b>
SC 3.1	867 272,07	29,44 %
SC 3.2	651 659,59	22,12 %
SC 3.3	1 427 437,72	48,45 %
<b>Composante 3</b>	<b>2 946 369,38</b>	<b>100,00 %</b>
<b>Total</b>	<b>5 225 933,14</b>	-

Les ressources budgétaires allouées à la sous-composante **1.2** sont de **921 091,58 USD** soit plus de 58 % de la composante 1 contre **659 555,87 USD** pour la sous-composante 1.1.

Pour la sous-composante **2.2**, avec des ressources allouées de **445 621,78 USD**, elle occupe une part importante de la composante 2 avec 63 %.

Concernant la composante 3, la sous-composante **3.3**, avec une allocation budgétaire de **1 427 437,72 USD** soit plus de 48 %, supporte l'essentiel des charges du personnel et de fonctionnement du STR.

### 3.3. Niveau d'exécution des ressources financières par rapport aux montants alloués

Les dépenses effectuées pour l'assistance technique aux pays SWEDD en 2019 par composante et sous-composante ainsi que leur niveau d'exécution par rapport aux montants alloués sont indiqués dans le tableau ci-dessous.

TABLEAU 11 : DÉPENSES EFFECTUÉES PAR RAPPORT AUX MONTANTS ALLOUÉS PAR COMPOSANTE ET SOUS-COMPOSANTE 2019

COMPOSANTES	MONTANTS ALLOUÉS 2019	DÉPENSES EFFECTUÉES 2019	PROPORTION DES DÉPENSES
SC 1.1	659 555,87	480 335,59	72,83%
SC 1.2	921 091,58	820 299,33	89,06%
<b>Composante 1</b>	<b>1 580 647,45</b>	<b>1 300 634,92</b>	<b>82,29%</b>
SC 2.1	64 034,15	43 369,00	67,73%
SC 2.2	445 621,78	427 759,25	95,99%
SC 2.3	30 000,00	15 153,55	50,51%
SC 2.4	159 260,39	171 503,16	107,69%
<b>Composante 2</b>	<b>698 916,31</b>	<b>657 784,96</b>	<b>94,11%</b>
SC 3.1	867 272,07	855 127,01	98,60%
SC 3.2	651 659,59	596 739,65	91,57%
SC 3.3	1 427 437,72	1 225 970,30	85,89%
<b>Composante 3</b>	<b>2 946 369,38</b>	<b>2 677 836,97</b>	<b>90,89%</b>
<b>Total</b>	<b>5 225 933,14</b>	<b>4 636 256,85</b>	<b>88,72%</b>

Le niveau global d'exécution financière des dépenses est de 4 636 256,85 USD soit 88,72% ; ce taux mettant en exergue l'efficacité du STR au regard du niveau d'exécution programmatique (95,40%).

La composante 1, dont les dépenses s'élèvent à plus de 1 300 634,92 USD, représente **82,29%** du montant alloué. Pour ce qui est de la composante 2, les dépenses sont de 657 784,96 USD, soit **94,11%** du montant alloué. Enfin, les dépenses sont estimées à 2 677 836,97, soit **90,89%** du montant planifié.

### 3.4. Répartition des dépenses par rubrique et par composante

Les dépenses effectuées par rubrique en fonction des composantes sont présentées dans le tableau ci-dessous extrait du modèle de la convention entre les pays et l'UNFPA.

TABLEAU 12: **RÉPARTITION DES DÉPENSES PAR RUBRIQUE EN FONCTION DES COMPOSANTES 2019**

N°	RUBRIQUES	COMPOSANTE 1	COMPOSANTE 2	COMPOSANTE 3	TOTAL
1.	Coûts et autres frais du personnel	546383,8633	-	220 271,56	766 655,42
2.	Fournitures, produits, matériel	-	7 240,75	94 121,54	101 362,29
3.	Équipement Véhicules et Mobilier	-	121,56	5 189,12	5 310,68
4.	Services contractuels	393 435,21	110 644,35	1 151 678,59	1 655 758,15
5.	Voyage	98 072,70	101 399,28	413 348,17	612 820,15
6.	Transferts et Subventions à des homologues	262 569,90	160 109,31	96 567,03	519 246,24
7.	Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	173,25	6627,71	76 829,61	83 630,57
8.	Coûts d'appui indirects	-	271642	619 831,35	891 473,35
9.	<b>Total</b>	<b>1 300 634,92</b>	<b>657 784,96</b>	<b>2 677 836,97</b>	<b>4 636 256,85</b>

La lecture de ce tableau fait ressortir les catégories de dépenses effectuées par le STR. On note que les services contractuels ont utilisé plus de ressources, à l'image du volume d'assistance technique réalisé au cours de l'année. Le transfert aux homologues constitue le montant des PTA conjoints entre les bureaux de pays de l'UNFPA et les pays SWEDD, envoyé par le STR pour la mise en œuvre des activités programmées.

### 3.5. Répartition des dépenses par pays et par sous-composante

La répartition des dépenses 2019 par pays en fonction des composantes et sous-composantes se présente comme suit.

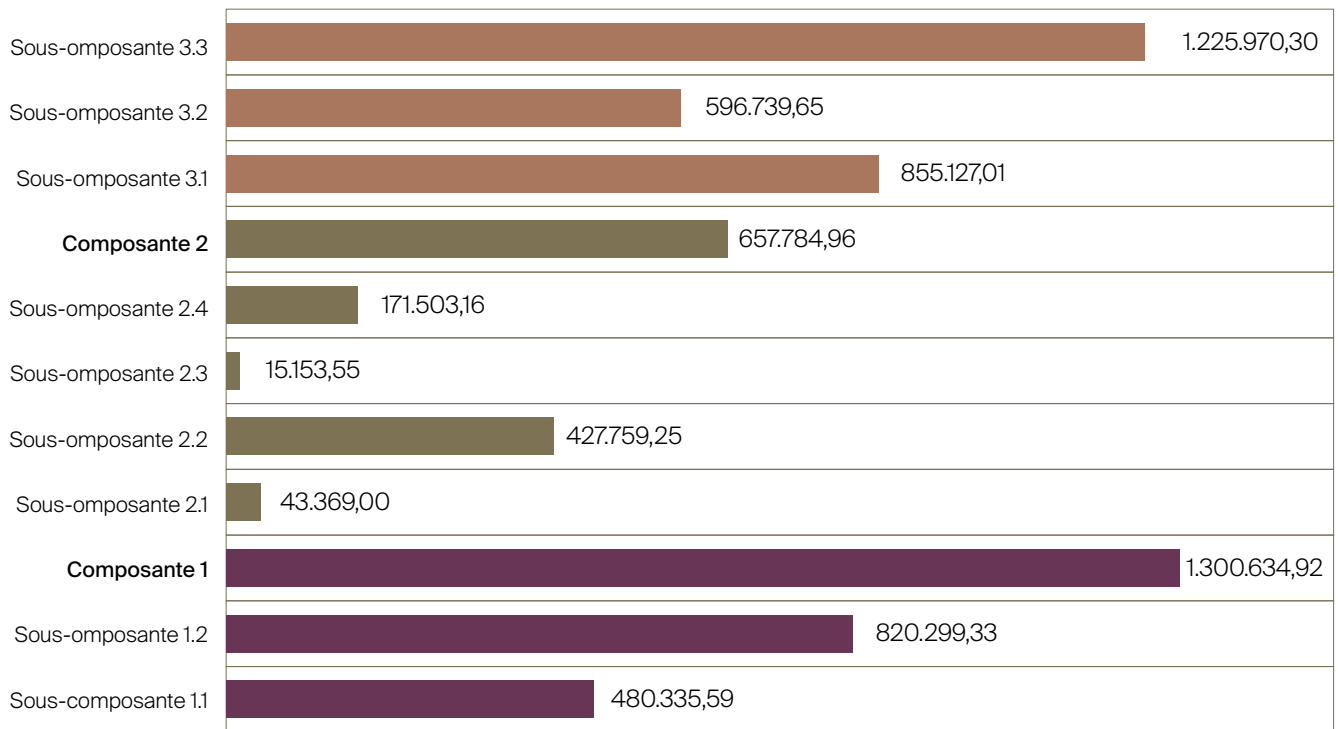
TABLEAU 13 : DÉPENSES PAR PAYS EN FONCTION DES COMPOSANTES ET SOUS-COMPOSANTES

PAYS	BURKINA FASO	CÔTE D'IVOIRE	MALI	MAURITANIE	NIGER	TCHAD	TOTAL	PROPORTION DÉPENSES/ COMPOSANTE
SC 1.1	109331,458	111649,955	87940,93	25981,27	128960,77	16471,2067	480335,591	37%
SC 1.2	247599,839	178207,128	112288,85	49713,22	176137,46	56352,8367	820299,334	63%
<b>Composante 1</b>	<b>356931,298</b>	<b>289857,083</b>	<b>200229,78</b>	<b>75694,49</b>	<b>305098,23</b>	<b>72824,0433</b>	<b>1300634,92</b>	<b>100%</b>
SC 2.1	16770,14	5886,94989	8206,19	-	12505,72	-	43368,9999	06,59%
SC 2.2	169807,395	8484,72989	6128,08	24731	218608,05	-	427759,255	65,03%
SC 2.3	4108,4	2273,81	675,62	268,35	7391,3	436,07	15153,55	02,30%
SC 2.4	42894,0671	54204,5386	5049,89	125,73	69024,62	204,31	171503,156	26,07%
<b>Composante 2</b>	<b>233580,002</b>	<b>70850,0284</b>	<b>20059,78</b>	<b>25125,08</b>	<b>307529,69</b>	<b>640,38</b>	<b>657784,96</b>	<b>100%</b>
SC 3.1	260223,02	125395,57	157152,91	8192,22	290922,09	13241,2	855127,01	31,99%
SC 3.2	100880,721	82202,6798	57715,49	37290,43	318166,78	483,55	596739,651	22,28%
SC 3.3	308276,389	247212,889	211310,19	89444,19	343923,81	25802,8367	1225970,3	45,78%
<b>Composante 3</b>	<b>669380,13</b>	<b>454811,138</b>	<b>426178,59</b>	<b>134926,84</b>	<b>953012,68</b>	<b>39527,5867</b>	<b>2677836,97</b>	<b>100%</b>
<b>Total</b>	<b>1259891,43</b>	<b>815518,25</b>	<b>646468,15</b>	<b>235746,41</b>	<b>1565640,6</b>	<b>112992,01</b>	<b>4636256,85</b>	<b>-</b>

### 3.6. Représentation des dépenses par composante et sous-composante en 2019

Le graphique ci-dessous illustre la répartition des dépenses par composante et sous-composante.

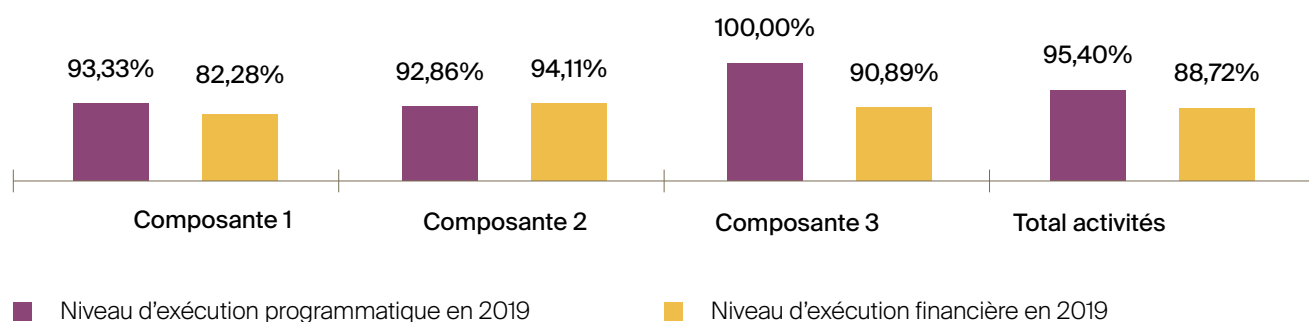
GRAPHIQUE 3: RÉPARTITION DES DÉPENSES PAR COMPOSANTE ET SOUS-COMPOSANTE



### 3.7. Efficience de la gestion des ressources de l'assistance technique régionale

Lorsque qu'on met en relation les niveaux d'exécution des activités planifiées dans le PTA régional de l'année 2019 avec les proportions d'exécution financière (dépenses effectuées vs montants alloués), on obtient les ratios d'exécution budgétaires des activités programmatiques de l'assistance technique régionale apportée par le STR dans le graphique suivant.

GRAPHIQUE 4: NIVEAU D'EXÉCUTION PROGRAMMATIQUE VS NIVEAU D'EXÉCUTION FINANCIÈRE PAR COMPOSANTE



Le graphique indique clairement que, pour chaque composante, le niveau d'exécution programmatique de l'assistance technique est supérieur au pourcentage d'exécution financière des ressources. Ainsi, pour un niveau d'exécution global des activités programmatiques de 95.40 %, l'on a une proportion des ressources dépensées de 88,72% pour l'année 2019. On peut globalement, de ce fait, affirmer qu'il y a une gestion efficiente des ressources financières allouées au STR pour l'assistance technique régionale aux pays SWEDD.

Mieux, lorsqu'on observe les ratios d'exécution des réalisations programmatiques des sous-composantes comparativement à leurs pourcentages de dépenses (voir ci-dessous), il ressort aussi que le STR affiche un bon rapport coût/efficacité.

### 3.8. Comparaison des montants payés et des montants prévus dans les accords de conventions

Cette partie établit la comparaison année par année entre les montants versés par les pays et les montants prévus dans les conventions.

TABLEAU 14: COMPARAISON ENTRE LES MONTANTS PAYÉS ET LES MONTANTS PRÉVUS DANS LES CONVENTIONS

ANNÉE CONCERNÉE	MONTANTS/ PROPORTION	BURKINA FASO	CÔTE D'IVOIRE	MALI	MAURITANIE	NIGER	TCHAD	TOTAL
<b>Année 1 (2015)</b>	Montant convention	0	0	0	0	0	983 875	983 875
	Montant payé	0	0	0	0	0	694 200 (Novembre 2015)	694 200
	Proportion reçue	0%	0%	0%	0%	0%	71%	71%
<b>Année 2 (2016)</b>	Montant convention	1 286 605	1 136 281	1 523 250	572 960	2 043 430	0	6 562 526
	Montant payé	904 000	780 000	1 040 000	390 000	1 391 000	0	4 505 000
	Proportion reçue	70%	69%	68%	68%	68%	0	69%
<b>Année 3 (2017)</b>	Montant convention	1 141 203	1 008 540	1 332 990	504 536	1 812 498	872 685	6 672 452
	Montant payé	904 000	780 000	1 040 000	390 000	1 391 000	694 200	5 199 200
	Proportion reçue	79%	77%	78%	77%	77%	80%	78%
<b>Année 4 (2018)</b>	Montant convention	960 208	846 204	1 129 655	419 362	1 517 036	734 277	5 606 742
	Montant payé	904 000	780 000	1 040 000	390 000	1 391 000	694 200	5 199 200
	Proportion reçue	94%	92%	92%	93%	92%	95%	93%
<b>Année 5 (2019)</b>	Montant convention	978 453	908 976	1 214 105	453 142	1 639 043	789 169	5 982 888
	Montant payé	904 000	780 000	119 931	390 000	1 391 000	0	3 584 931
	Proportion reçue	92%	86%	10%	86%	85%	0%	60%
<b>Total</b>	Montant global convention	4 366 469	3 900 001	5 200 000	1 950 000	7 012 007	3 380 006	25 808 483
	Montant global payé	3 616 000	3 120 000	3 239 931	1 560 000	5 564 000	2 082 600	19 182 531
	Proportion reçue	83%	80%	62%	80%	79%	62%	74%
	Montant restant à payer par rapport aux accords des conventions	750 469	780 001	1 960 069	390 000	1 448 007	1 297 406	6 625 952

Bien que le projet ait officiellement démarré en 2015, il n'y a que le Tchad qui s'est acquitté de sa contribution versée en novembre.

Le plan de décaissement en fonction des conventions n'a pas été suivi tel que prévu. Contrairement au schéma initial de quatre dé-

caissements au titre de la convention, cinq (5) paiements à raison d'un versement de 20% du montant global sont effectués chaque année par pays, ce qui entraîne un décalage entre l'exécution effective et les accords mentionnés dans les conventions. Le montant total restant à payer par rapport aux conventions est de 6 625 952 USD.

### 3.9. Planification budgétaire pour l'année 2020

Le montant global des prévisions budgétaires par composante et sous-composante est estimé à 5 867 667 USD présentés dans le tableau suivant suit :

TABLEAU 15: **PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR L'ANNÉE 2020**

COMPOSANTES	MONTANTS ALLOUÉS	PROPORTION D'ALLOCATION DE LA SOUS-COMPOSANTE PAR RAPPORT À LA COMPOSANTE
SC 1.1	545 332	30,33%
SC 1.2	1 252 587	69,67%
<b>Composante 1</b>	<b>1 797 919</b>	<b>100%</b>
SC 2.1	80 000	7,34%
SC 2.2	180 000	16,51%
SC 2.3	250 000	22,94%
SC 2.4	580 000	53,21%
<b>Composante 2</b>	<b>1 090 000</b>	<b>100%</b>
SC 3.1	350 000	11,75%
SC 3.2	310 000	10,40%
SC 3.3	2 319 748	77,85%
<b>Composante 3</b>	<b>2 979 748</b>	<b>100%</b>
<b>Total</b>	<b>5 867 667</b>	<b>-</b>

La composante 3 représente la part la plus importante (51%), suivie par la composante 1 (31%) et la composante 2 (18%).







© Vincent Tremeau/Banque mondiale  
Jeune fille formée au métier  
non traditionnel, SWEDD Tchad

# **4. PRIORITÉS POUR 2020**



© Ollivier Girard/UNFPA  
SWEDD Niger

Pour 2020, les priorités du STR consistent à :

- Appuyer les pays pour le suivi-évaluation des campagnes de CCSC et la documentation des bonnes pratiques.
- Accompagner les pays pour le passage à l'échelle des espaces sûrs, des clubs des maris et des futurs maris; ainsi que les activités d'éducation et d'autonomisation économique sur la base du modèle d'impact.
- Renforcer l'environnement socioculturel (leaders religieux, communautaires, jeunes, associations de femmes, de mise en œuvre des interventions SRMNIN.
- Appuyer les pays SWEDD pour rendre disponibles et accessibles les produits SRMNIN de qualité au dernier kilomètre.
- Renforcer le partenariat avec les institutions sous-régionales (OOAS, ACAME) pour rendre effectifs les achats groupés.
- Appuyer les établissements de formation des sages-femmes y compris les 3 centres d'excellence.
- Poursuivre le renforcement des observatoires nationaux en vue de leur interconnexion.
- Accompagner les pays dans l'élaboration de leur programme pour SWEDD 2.

## **CONCLUSION**

En 2019, malgré les contraintes, la mise en œuvre du projet « Autonomisation des Femmes et Dividende Démographique au Sahel » a permis d'enregistrer des résultats fort encourageants. Il a été entre autres marqué par des événements majeurs à savoir la tenue de la quatrième session ordinaire du Comité régional de pilotage ; la table ronde de mobilisation des ressources ; la signature du MOU tripartite entre le CRP, la CCR-UEMOA et l'UNFPA et le Sommet de Nairobi CIPD +25. La confirmation des engagements par les états membres, les partenaires de mise en œuvre (Banque mondiale, UNFPA, OOAS) et l'intérêt de plus en plus marqué du secteur privé sont des éléments qui plaident fortement en faveur de l'extension temporelle et spatiale de l'initiative SWEDD.

Le STR a anticipé sur la phase 2 du SWEDD en apportant un appui de qualité aux pays membres actuels et potentiels pour la quantification des besoins et l'exploration du potentiel de changement de comportement à travers le développement d'un modèle d'impact multi-module. L'accélération de la phase de préparation du SWEDD 2 ainsi que la mise en place de solutions immédiates pour faire face aux contraintes budgétaires dans les pays membres garantiront la continuité harmonieuse des interventions et l'atteinte de l'objectif de développement.



# ANNEXES

## ANNEXE 1: Cadre de résultats

INDICATEUR DE DÉVELOPPEMENT		Référence
IODP#1: Taux de rétention scolaire des adolescentes inscrites dans les écoles secondaires dans les zones d'intervention du projet		70%
IODP#2: Pourcentage d'adolescentes, de femmes et d'hommes bénéficiaires des interventions dans les espaces sûrs et les écoles de maris et futurs maris qui ont de bonnes connaissances sur les conséquences néfastes des mariages et grossesses précoces ainsi que des avantages de l'espacement des naissances		32%
IODP#3: Nombre de pays dotés d'un modèle de distribution fonctionnel selon une checklist des produits SRMNIN au dernier kilomètre		0
IODP#4: Nombre de sages-femmes dans les zones d'intervention du projet ayant complété leur formation de base par des sessions de formation continue de courte durée dans le cadre de l'assurance qualité des services de santé de la reproduction (la PCIME, l'Approche Genre, la Gestion de l'Hygiène Menstruelle, les SONU, la PF y compris la PF du post-partum)		0
IODP#5: Nombre de pays dotés d'un observatoire de dividende démographique qui soit fonctionnel		0
INDICATEURS DE RÉSULTATS INTERMÉDIAIRES		Référence
Composante 1: Améliorer la demande régionale pour les services de santé reproductive, maternelle, néonatale et infantile et renforcer le niveau d'autonomisation des femmes et des adolescentes	IRI#1: Nombre d'adolescentes ayant bénéficié d'au moins une des interventions relatives à la scolarisation (services de transport, hébergement, nourriture, fournitures scolaires, cours supplémentaires, (UCT) ou (CCT))	0
	IRI#2: Pourcentage d'adolescentes et d'hommes bénéficiaires des interventions dans les espaces sûrs et les écoles de maris et futurs maris ayant complété la formation dans les espaces sûrs et les écoles de maris et futurs maris	0
	IRI#3: Nombre d'adolescentes, de jeunes filles et de femmes ayant bénéficié d'interventions de support économique (formation professionnelle, crédit, subvention d'actif productif)	0
Composante 2: Renforcer les capacités régionales pour la mise à disposition des produits de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et nutritionnelle et de personnel sanitaire	IRI#4: Nombre de laboratoires ayant atteint la conformité au protocole GPCL	0
	IRI#5: Nombre d'étudiants inscrits dans les centres régionaux (pour la formation comme formateur sages-femmes)	0
	IRI#6: Conclusion d'un contrat-cadre 7régional pour l'achat des produits de santé reproductive, maternelle, néonatale et infantile (SRMNIN)	0
Composante 3: Favoriser l'engagement politique et renforcer la capacité d'élaboration des politiques et de mise en œuvre du projet	IRI#7: Nombre de pays ayant développé une stratégie nationale ou locale qui intègre le Dividende Démographique	0
	IRI#8: Nombre de leaders communautaires et religieux engagés dans les interventions sur le Dividende Démographique et la SRMNIN	0



Cible 2019	Objectif Régional en fin d'exercice (2023)	Résultat atteint	Valeurs atteintes par pays (2019)					
			BFA	CI	MLI	MRT	NGR	TCHD
<b>80%</b>	85%	<b>93,43%</b>	96%	96,4%	98%	96%	75%	99,2%
<b>77%</b>	85%	<b>83,94%</b>	99,7%	ND	82,5%	80%	87,5%	70%
<b>5</b>	7	<b>4</b>	1	1	1	0	0	1
<b>2 091</b>	6 491	<b>5 942</b>	3 379	144	1 859	0	470	90
<b>7</b>	7	<b>6</b>	1	1	1	1	1	1

Cible 2019	Objectif Régional en fin d'exercice (2023)	Résultat atteint	Valeurs atteintes par pays (2019)					
			BFA	CI	MLI	MRT	NGR	TCHD
<b>69 034</b>	131 865	<b>120 952</b>	39 684	18 006	25 219	6 000	22 043	10 000
<b>75%</b>	80%	<b>76,06%</b>	95,46%	ND	95%	80%	57,86%	52%
<b>20 790</b>	56 760	<b>15 800</b>	2 411	775	2 791	1 200	1 623	7 000
<b>1</b>	1	<b>2</b>	0	1	0	0	1	0
<b>252</b>	378	<b>128</b>	18	20	21	6	42	21
<b>1</b>	1	<b>1</b>						
<b>7</b>	7	<b>6</b>	1	1	1	1	1	1
<b>2 620</b>	5 860	<b>6 338</b>	1 831	253	684	400	1 860	1 310

## ANNEXE 2: Matrice de suivi des activités du STR

N°	ACTIVITÉS	SOUS ACTIVITÉS	RESPONSABLE	ÉTAT DE RÉALISATION	COMMENTAIRES
<b>Composante 1: Générer de la demande pour les services de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et nutritionnelle (SRMNIN), en favorisant les changements sociaux et comportementaux et l'autonomisation des femmes et des filles.</b>					
SC 1.1 - Campagne médiatique régionale.					
Pourcentage du public test qui se souvient d'avoir vu ou entendu un message spécifique lié à la campagne (Référence=0% ; Cible= 70%)					
Pourcentage du public test qui a des connaissances améliorées en santé reproductive, maternelle, néonatale et infantile (Référence=25,5% ; Cible=42%)					
Nombre d'adolescents, de femmes et d'hommes ayant bénéficié des interventions CCSC (Référence=0 ; Cible=3 500 000)					
1	Alignement des sous-composantes du SWEDD avec la CCSC	Renouveler le contrat avec DMI pour l'appui technique aux pays dans la mise en œuvre, le suivi, l'évaluation, et la coordination de la campagne régionale	Spécialiste en Communication	x	
2		Apporter un appui technique pour la mise en œuvre, le suivi, l'évaluation, et la coordination de la campagne régionale	Spécialiste en Communication	x	
3	Mise en œuvre de la stratégie CCSC	Recruter une agence de production pour la réalisation de supports de communication et leur diffusion.	Spécialiste en Communication	x	
4		Contracter des temps de diffusion sur les chaînes de télévision, les radios, la presse écrite et les médias sociaux dans le cadre de la campagne au niveau pays	Spécialiste en Communication	x	
5		Assurer le suivi des diffusions des spots sur sept chaînes nationales des pays SWEDD et une chaîne régionale	Spécialiste en Communication	x	
6		Mobiliser les personnalités de haut niveau, leaders religieux, Premières dames, parlementaires, artistes, jeunes, réseaux de femmes, acteurs, sportifs, médias et autres leaders d'opinion autour de la campagne pour le changement social et de comportement	Spécialiste en Communication	x	
7		Apporter un appui technique aux pays pour la segmentation de l'audience	Spécialiste en Communication	x	

8	Suivi et évaluation de la mise en œuvre de la stratégie	Réaliser l'enquête de suivi de la campagne (outils de suivi, trackers et enquêtes d'exposition)	Spécialiste en Communication	x	
9		Recruter des consultants/cabinets nationaux pour le suivi-évaluation de la campagne CCSC	Spécialiste en Communication	x	TdR élaborés, validés et partagés avec les pays demandeurs
10		Recruter un cabinet pour l'identification et la documentation des bonnes pratiques du SWEDD	Spécialiste en Communication	x	
11	Coordination régionale de la sous-composante 1.1	Assurer la coordination de la sous-composante au niveau régional	Spécialiste en Communication	x	

SC 1.2 - Assistance technique aux pays dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des programmes pays pour l'autonomisation des femmes et des filles

Nombre de filles ayant bénéficié des interventions relatives à la scolarisation (services de transport, hébergement, nourriture, fournitures scolaires, cours supplémentaires, UCT ou CCT) (Référence=0; Cible=57 700)

Nombre d'expériences menées au niveau national (volet 1.2) et ayant été évaluées par les pairs d'autres pays (Référence=0; Cible=06)

12	Appui à la mise en œuvre des projets de la 1.2	Recruter une expertise technique pour la mise en œuvre des activités d'autonomisation et genre transformatif	Spécialiste en « Jeunes et Genre »	x	L'ONG Promundo a été recruté
13		Apporter un appui technique aux pays pour le fonctionnement des espaces sûrs (adaptation et impression des modules, formation sur le site, utilisation des langues locales, équipements) et des clubs des maris et des futurs maris en vue de l'amélioration de la qualité des services	Spécialiste en « Jeunes et Genre » / Chargé de Programme	x	Les missions de supervision du fonctionnement des espaces sûrs et des clubs des maris ont été effectuées au Burkina Faso, au Mali, en Côte d'Ivoire et au Niger
14		Recruter un partenaire pour la coordination de la sous-composante au niveau régional (revue des performances des ONG en ce qui concerne la mise en œuvre des sous-projets de la composante 1.2)	Spécialiste en « Jeunes et Genre »	x	Population Council a été recruté comme partenaire d'exécution
15		Apporter un appui financier pour la mise en œuvre de la composante 1.2 pays (Assistance technique, Oversight, Renforcement des capacités)	Spécialiste en « Jeunes et Genre » / Chargé des Finances	x	

**Composante 2: Renforcer les capacités régionales pour mettre à disposition des produits et des personnels qualifiés de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et nutritionnelle.**

SC 2-1: Harmoniser l'enregistrement et le contrôle qualité des produits nutritionnels et de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile (SRMINN)

Nombre de pays ayant adopté une réglementation sur les médicaments compatible avec les directives de l'OOAS/l'UEMOA (Référence=0; Cible 2017=04)

Nombre de personnels ayant été formés en réglementation des médicaments (Référence=0; Cible=61)

Nombre de laboratoires ayant atteint la conformité au protocole GPCL (Référence=0; Cible 2017=01)

16	Harmonisation et renforcement des systèmes de réglementation des produits de la SRMINN	Apporter un appui technique au STR pour finaliser le processus de mise en place du mécanisme d'achats groupés (point de la situation, plan d'assistance)	Spécialiste en Santé Reproductive et Chaîne d'Approvisionnement	x
17		Apporter un appui technique aux institutions nationales de réglementation pharmaceutique pour la mise en œuvre de leur plan de travail conjointement avec l'OOAS	Spécialiste en Santé Reproductive et Chaîne d'Approvisionnement	x
18		Apporter un appui technique aux laboratoires nationaux de contrôle qualité pour atteindre le protocole de conformité GPCL conjointement avec l'OOAS	Spécialiste en Santé Reproductive et Chaîne d'Approvisionnement	x
19		Apporter une assistance technique et financière aux pays SWEDD pour l'enregistrement des produits (logiciel d'enregistrement, procédures d'enregistrement, enregistrement des produits non encore enregistrés) et renforcement des capacités des LNCQM en vue de la certification ISO et de la préqualification OMS	Spécialiste en Santé Reproductive et Chaîne d'Approvisionnement	x

SC 2-2: Renforcer les efforts des pays pour améliorer la performance de leur chaîne d'approvisionnement SRMINN

Nombre de pays dotés d'un système fonctionnel d'information de gestion de la logistique (SIGL) (Référence=0; Cible 2017=04)

Nombre de produits contraceptifs préqualifiés enregistrés dans les 6 pays (Référence=0; Cible 2017= 15)

20	Appui technique et financier pour les propositions des pays sur les systèmes de distribution (y compris les zones transfrontalières)	Fournir une assistance technique aux pays SWEDD pour l'opérationnalisation de la distribution au dernier kilomètre	Spécialiste en Santé Reproductive et Chaîne d'Approvisionnement	x
21		Apporter un appui technique aux pays SWEDD pour la planification et la mise en œuvre conjointe SWEDD, Muskoka, UNFPA Supplies	Spécialiste en Santé Reproductive et Chaîne d'Approvisionnement	x

SC 2-3: Créer un monitoring régional des stocks de produits contraceptifs

22	Disponibilité d'un tableau de bord régulièrement actualisé sur les produits SRMNIN	Recrutement d'une assistance technique pour la mise en place de la plateforme régionale de suivi des stocks et l'appui à la mise en œuvre de la composante 2 (plans d'accélération et plans d'action du Bénin)	Spécialiste en Santé Reproductive et Chaîne d'Approvisionnement	x	
23		Appuyer les pays dans la mise en place et l'utilisation de la plateforme de suivi des stocks (Mettre en œuvre le plan d'opérationnalisation de la plateforme de surveillance des stocks des produits SRMINN)	Spécialiste en Santé Reproductive et Chaîne d'Approvisionnement	x	

SC 2.4. Renforcer les capacités régionales pour améliorer la disponibilité et la qualité des agents de santé ayant des compétences de sage-femme dans les zones rurales du Sahel.

Nombre de personnes ayant été formées en nouvelles compétences relatives à la profession de sages-femmes/santé reproductive, maternelle, néonatale et infantile et nutritionnelle (à travers des programmes de formation courts ou longs) (Référence=0; Cible 2017=0)

24	Renforcement de la qualité de la pratique des sages-femmes	Apporter un appui aux pays SWEDD pour la mise en œuvre de l'approche de mentorat clinique des sages-femmes et l'opérationnalisation du pipeline rural (Ateliers nationaux et Appui à la l'ENSP de Mauritanie)	Spécialiste en Renforcement du Système de Santé	x	
25	Renforcement des capacités des institutions de formation des sages-femmes, y compris les sites d'apprentissage pratique	Apporter un appui au développement et au fonctionnement du E-learning dans les institutions de formation des sages-femmes	Spécialiste en Renforcement du Système de Santé	x	
26		Renforcer les capacités des sites de stages (développer un outil harmonisé d'évaluation des capacités des sites de stage)	Spécialiste en Renforcement du Système de Santé	x	
27		Apporter un appui aux Centres d'Excellence (équipements, matériel pédagogique, informatique et bureautique, missions de suivi et renforcement des capacités)	Spécialiste en Renforcement du Système de Santé	x	
28	Évaluation du pipeline rural	Évaluer le pipeline rural	Spécialiste en Renforcement du Système de Santé	x	Non-disponibilité à temps des ressources techniques identifiées.

29	Appui à la profession de sage-femme (Ordres et Associations)	Apporter un appui au fonctionnement des ordres et associations des sages-femmes et soutenir la participation des sages-femmes aux rencontres scientifiques internationales	Spécialiste en Renforcement du Système de Santé	x
----	--	--	---	---

### Composante 3: Promotion de l'engagement politique et des capacités d'élaboration des politiques

SC 3.1: Créer un mécanisme régional de suivi et de responsabilisation sur le dividende démographique.

Nombre de réunions régionales de haut niveau tenues pour évaluer les politiques, l'engagement financier et les résultats liés au dividende démographique (Référence=0; Cible=06)

30	Renforcement des capacités des réseaux et associations sur le Dividende Démographique	Apporter un appui technique et financier aux réseaux (Afr'iYAN des jeunes, parlementaires, leaders religieux et traditionnels et communautaires journalistes...) pour la mise en œuvre de leurs plans d'action	Coordinateur STR/ Spécialiste en « Jeunes et Genre »	x
31	Organisation des événements de haut niveau sur le DD	Organiser une réunion régionale de haut niveau pour évaluer les politiques, l'engagement financier et les résultats liés au dividende démographique	Coordinateur STR	x
32	Renforcement du Partenariat Public Privé autour du DD	Mettre en place un groupe consultatif de champions du secteur privé (aux niveaux régional et pays)	Coordinateur STR/ Chargé de Programme	x
33		Organiser une table ronde des bailleurs du secteur privé pour la mobilisation de ressources additionnelles pour l'autonomisation de la femme.	Coordinateur STR/ Chargé de Programme	x

SC 3.2: Élaboration de politiques et renforcement des capacités d'analyse des pays sur les questions de DD.

Nombre de personnes formées en analyse démographique/de la population au niveau régional (Référence=0; Cible=265)

34	Appui à la mise en place et au fonctionnement des observatoires pour le suivi du DD	Recruter une expertise technique pour l'analyse des données des observatoires en vue du dialogue politique	Spécialiste en Suivi-Évaluation	x
----	---	--	---------------------------------	---

35	Recruter un cabinet pour l'assistance technique au fonctionnement des observatoires DD et la production des rapports annuels des observatoires de DD et l'intégration aux institutions de formation	Spécialiste en Suivi-Évaluation	x
36	Mettre en place l'observatoire régional sur le DD (recruter un consultant pour l'acquisition et mise en place du serveur, interconnexion avec les six observatoires nationaux)	Spécialiste en Suivi-Évaluation	x

### SC3.3 Renforcer les capacités de mise en œuvre du projet.

Nombre d'évaluations d'impact régionales achevées (liées à l'autonomisation des filles et à l'impact démographique) (Référence=0; Cible=06)

Nombre de réunions du CRP tenues: (Référence=0; Cible=02)

Niveau d'exécution programmatique du projet: (Référence=0; Cible=80%)

37	Coordonner et Renforcer des capacités de mise en œuvre du projet	Organiser le suivi régulier (réunions de coordination, conférences téléphoniques, revues périodiques, etc.) des performances du projet avec les UGP	Coordinateur STR	x
38		Organiser les réunions des instances de coordination du projet (CRP, réunion avec les coordonnateurs)	Coordinateur STR	x
39		Participer aux rencontres régionales et internationales, visites de partage d'expérience	Coordinateur STR	x
40		Apporter un appui financier pour la mise en œuvre des plans de travail conjoint des bureaux pays (Assistance technique, Oversight, Renforcement des capacités)	Chargé des Finances	x
41		Assurer la coordination du projet au niveau régional	Coordinateur STR	x

- x Activité réalisée
- x Activité en cours d'exécution
- x Activité reportée à 2020

### ANNEXE 3 : Contrats de prestation 2019 au profit des pays SWEDD

NUMÉRO DE CONTRAT	PRESTATION	FOURNISSEUR	MONTANT	PÉRIODE DU CONTRAT	
UNFPA/WCARO/ PSC/17/001	Appui à UNFPA WCARO pour développer, tester et imprimer un guide de programmation du DD et renforcer les capacités régionales et des pays	ICON-INSTITUT Public Sector GmbH	418 973 USD	31 mai 2017	31 mai 2019
UNFPA/WCARO/ PSC/19/001	L'ÉVALUATION TECHNIQUE ET FINANCIÈRE DU STR SWEDD	Consortium ICI Santé	91 236,12 USD	28 fév. 2019	30 juin 2019
UNFPA/WCARO/ PSC/19/003	Appui à la promotion et à la vulgarisation du modèle d'opérationnalisation du DD en milieu urbain populaire dans les 06 pays du projet SWEDD et au-delà	Semaco Technologies	74 200 USD	1 avril 2019	En cours
UNFPA/WCARO/ PSC/19/004	Appuyer le STR/SWEDD dans la mise en œuvre des activités clés de la feuille de route pour une mobilisation effective des ressources 2018-2019	Africa Consulting & Trading (ACT SA)	90 250 USD	20 mars 2019	31 oct. 2019
UNFPA/WCARO/ PSC/19/005	ASSISTANCE TECHNIQUE POUR SWEDD 2 MODÉLISATION DE L'IMPACT - Phase I	Camber Collective	96 580 USD	16 mai 2019	30 juin 2019
UNFPA/WCARO/ PSC/19/005 - Avenant 1	ASSISTANCE TECHNIQUE POUR SWEDD 2 MODÉLISATION DE L'IMPACT - Phase I	Camber Collective	(Prolongation sans coût supplémentaire de la phase 1)	1 juillet 2019	15 août 2019
UNFPA/WCARO/ PSC/19/005 - Avenant 2	ASSISTANCE TECHNIQUE POUR SWEDD 2 MODÉLISATION DE L'IMPACT - Phase 2	Camber Collective	88 117 USD	16 août 2019	30 novembre 2019
UNFPA/WCARO/ PSC/19/007	Services d'hébergement du site web du SWEDD	AK Project	141 000 XOF	12 juin 2019	11 juin 2019
UNFPA/WCARO/ PSC/19/009	Dossier spécial Dividende Démographique	IC Publications	45 000 USD	28 juin 2019	31 octobre 2019
UNFPA/WCARO/ PSC/19/013	Diffusion des messages SWEDD à travers les spots de sensibilisation de la série Banoni sur les chaînes nationales	On Est Ensemble Productions	57 908 USD	12 juillet 2019	31 juillet 2020
UNFPA/WCARO/ PSC/19/027	Produit multimédia et diffusion pour SWEDD	House of Podcasts	95 225 USD	À confirmer	31 déc. 2020



## ANNEXE 4: Accords à long terme établis par le STR/Opérations de WCARO et mis au profit du bureau pays UNFPA/SWEDD

Numéro d'Accord à long terme *(UNFPA/WCARO/LTA/YY/NNN)	Services	Fournisseur	Date de début	Date d'expiration
UNFPA/WCARO/LTA/18/001	Services de conception graphique	LS graphic design	25/06/2018	24/06/2020
UNFPA/WCARO/LTA/18/002	Services de conception graphique	Paprika	25/06/2018	24/06/2020
UNFPA/WCARO/LTA/18/003	Services de traduction	Intertranslations SA	11/07/2018	10/07/2020
UNFPA/WCARO/LTA/18/004	Services de traduction	Strategic Agenda	11/07/2018	10/07/2020
UNFPA/WCARO/LTA/18/005	Services de traduction	CPSL	11/07/2018	10/07/2020
UNFPA/WCARO/LTA/18/006	Services de traduction	Oneliner Translations	11/07/2018	10/07/2020
UNFPA/WCARO/LTA/18/007	Services de veille médiatique	Agility PR	01/08/2018	31/07/2020
UNFPA/WCARO/LTA/19/001	Services de production télévisuelle pour Population d'Afrique	RACECO Groupe	1/07/2019	30/06/2020
UNFPA/WCARO/LTA/19/002	Services de gestion événementielle (Lot 1)	ALBG Communication	01/07/2019	30/06/2021
UNFPA/WCARO/LTA/19/003	Services de gestion numérique (Lot 2)	AK Project	01/07/2019	30/06/2021
UNFPA/WCARO/LTA/19/004	Services de gestion numérique (Lot 2)	RDM (Ringier Digital Marketing)	01/07/2019	30/06/2021
UNFPA/WCARO/LTA/19/005	Services de gestion numérique (Lot 2)	Ocean Ogilvy Senegal	01/07/2019	30/06/2021

## ANNEXE 5: Partenaires d'exécution en 2019

IFP No.	Titre	Partenaire
UNFPA/WCARO/IFP/18/001	SWEDD Composante 2	CHMP
UNFPA/WCARO/IFP/18/002	SWEDD Composante 1.2	Population Council
UNFPA/WCARO/IFP/	SWEDD Composante 3.1	GBCHealth
UNFPA/WCARO/IFP/	SWEDD Composante 3.2	CREFAT-CREG

## ANNEXE 6 : Rapport financier consolidé

### ÉTAT RÉCAPITULATIF DES CONTRIBUTIONS DE FONDS POUR LA PÉRIODE DE NOVEMBRE 2015 À AVRIL 2019

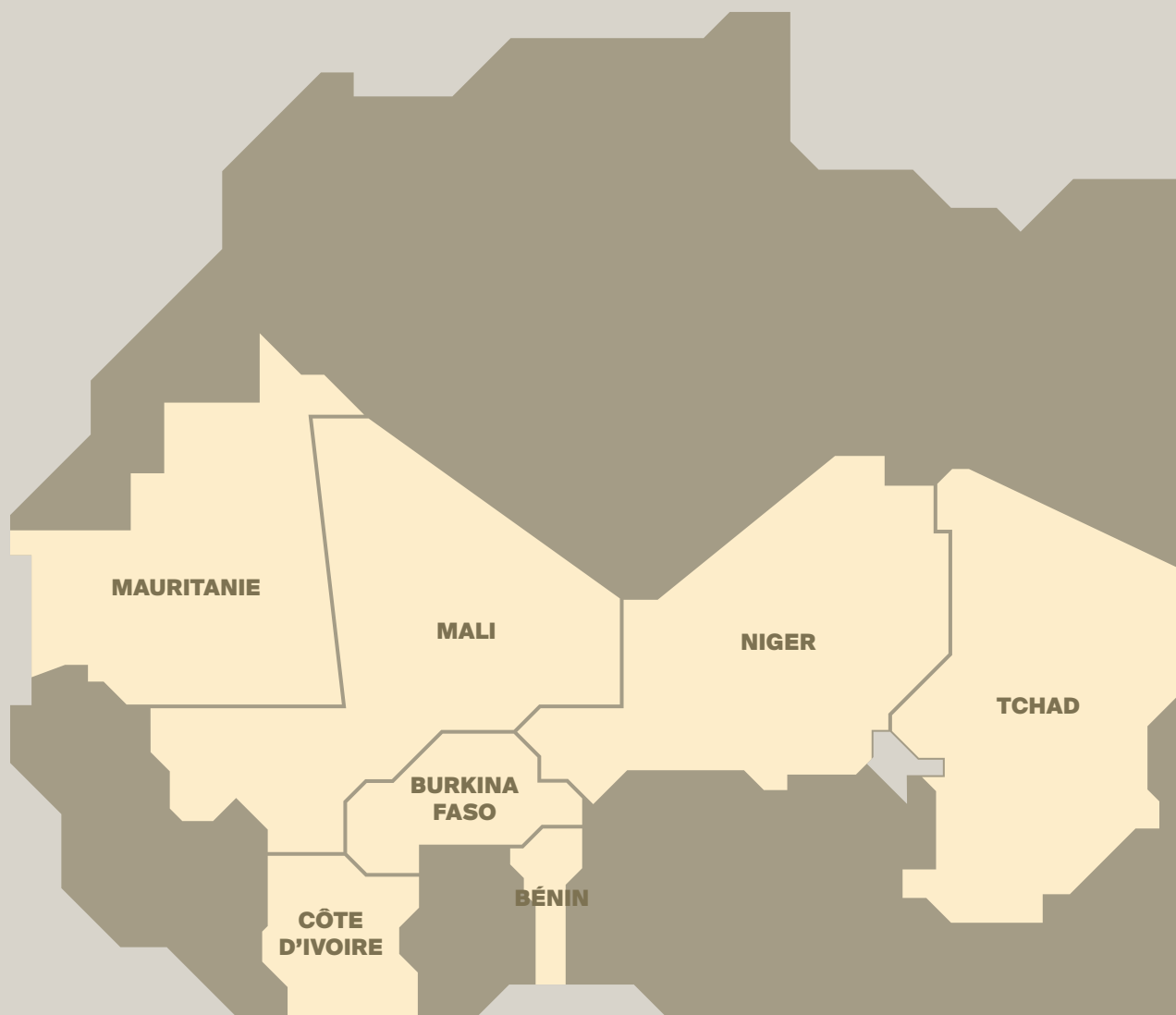
Les décaissements correspondent aux dépenses effectuées dans le cadre de l'exécution des rubriques budgétaires prévues dans le cadre du financement global.

**Le total des paiements reçu par l'UNFPA**, à la date du 18 avril 2019, pour cette première phase du Projet SWEDD de la part des pays bénéficiaires (hormis le Bénin) est de **16 377 600 USD**. Il est réparti comme suit :

<b>Subvention reçue</b> (montants versés exprimés en dollars US)						
EXERCICE	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Mali	Mauritanie	Niger	Tchad
2015 <sup>1</sup>	0	0	0	0	0	694 200
2016	904 000	780 000	1 040 000	390 000	1 391 000	
2017	904 000	780 000	1 040 000	390 000	1 391 000	694 200
2018	904 000	780 000	1 040 000	390 000	1 391 000	694 200
2019		780 000				
Total pays	2 712 000	3 120 000	3 120 000	1 170 000	4 173 000	2 082 600

1 La contribution de 694 200 USD en 2015 du Tchad a permis de financer certaines activités conformément au plan de financement dans les pays au titre de la gestion (cf. tableau affectation des dépenses).

**ANNEXE 7: Rapports des pays**





**COMPOSANTE 1**

**Sous-composante 1-1: Communication pour le changement de comportement**

---

PRINCIPALES  
RÉALISATIONS

- 05 microprogrammes sur la problématique du mariage d'enfants produits en français et en 05 langues nationales (30 microprogrammes dont la diffusion va commencer au moment du lancement de la campagne);
- Film documentaire sur les femmes entrepreneurs modèles produit et doublé en 03 langues nationales (mooré, dioula et fulfulde);
- 94 communicateurs traditionnels ont vu leurs connaissances renforcées sur les différentes thématiques du projet SWEDD;
- Microprogrammes radio sur la PF diffusés 500 fois sur 10 radios communautaires des régions du Nord, des Hauts Bassins et du Sahel;
- Film sur le mariage d'enfants réalisé et en voie de diffusion;
- Spots radios sur la PF diffusés 1050 fois sur la RTB radio (50 fois) et sur 10 radios communautaires des régions du Nord, des Hauts Bassins et du Sahel;
- Spots TV sur la PF diffusés 100 fois sur la RTB Télé et des TV privés (BF1, 3TV)
- Spots radios sur le mariage d'enfants diffusés 1000 fois sur des radios communautaires dans les régions de la BMH; HBS, Centre Est, Sahel et Est;
- Microprogrammes sur le mariage d'enfants diffusés 300 fois sur 10 radios communautaires dans les régions de la BMH, HBS, Centre Est, Sahel et Est;
- Campagne « zéro mariage d'enfants » lancée le 03 mai 2019 à Dédougou sous la présidence de Madame le Ministre en charge de la femme;
- 803 leaders touchés par le plaidoyer « grand public » organisé lors de la campagne « zéro mariage d'enfants »;
- 2397 femmes soumises au dépistage des lésions précancéreuses du col de l'utérus (24 cas suspects) et des pathologies du sein (06 cas de nodules) lors de la campagne « zéro mariage d'enfants »;
- 403 femmes ont bénéficié de méthodes contraceptives modernes dont 178 nouvelles utilisatrices lors de la campagne « zéro mariage d'enfants »;
- 24 cas de polypes du col et 131 cas d'infections sexuellement transmissibles ont été dépistés et traités lors de la campagne « zéro mariage d'enfants »;
- 107 articles produits et diffusés à travers les 16 médias engagés (Radio, TV, presse écrite et presse en ligne);
- 569 personnes interviewées dont 510 au niveau communautaire;
- 16 717 personnes touchées par l'animation grand public dont 4895 enfants de moins de 15 ans, 4680 adolescents et jeunes de 15 à 35 ans, 3925 femmes, 3050 hommes, 100 autorités et responsables d'associations et 67 de la sécurité;
- 2963 condoms masculins et 95 condoms féminins distribués lors de la campagne « zéro mariage d'enfants »;
- 04 personnes de la DPES ont eu leurs compétences renforcées dans le domaine du changement social et comportemental;
- 250 leaders coutumiers et religieux touchés sur la problématique de la scolarisation et du maintien des filles à l'école à travers des rencontres de plaidoyer.
- 24 314 personnes touchées par des projections de films suivies de débats sur les thématiques du projet SWEDD;
- 400 chefs de terre touchées par des rencontres de plaidoyers sur la problématique de l'autonomisation économique des femmes;
- 13 coordinations régionales des communicateurs traditionnels et communautaires mises en place.

---

CONTRAINTES ET  
DIFFICULTÉS

- L'insécurité dans certaines régions qui n'a pas permis d'y dérouler l'ensemble des activités (Campagne « Zéro mariage d'enfants », ciné-débats)
- La faible représentativité des services déconcentrés du ministère en charge de la femme n'a pas permis une bonne circulation de l'information dans certaines communes visitées par la caravane « zéro mariage d'enfants »
- Les conflits d'agenda n'ayant pas permis à certains partenaires d'exécution de réaliser certaines activités sous leur responsabilité

---

RECOMMANDATIONS

**Délocaliser les activités vers d'autres régions SWEDD**

**Mettre à contribution les structures déconcentrées du ministère de la Santé pour atteindre les objectifs.**

**Mener des concertations internes afin d'harmoniser au mieux les agendas.**

---

**Sous-composante 1-2: Autonomisation des filles et des femmes**

---

PRINCIPALES  
RÉALISATIONS

**Sous-projet « École de maris et futurs époux »**

- 3 rencontres bilans tenues avec les services techniques et administratifs auxquelles au total 124 responsables de services techniques administratifs ont pris part ;
  - 06 rencontres de bilan tenues avec les OBC auxquelles 30 facilitateurs, 16 animateurs et 03 responsables d'OBC ont pris part ;
  - 67 agents de santé ont été orientés sur la stratégie « école de maris et futurs époux »
  - 58 agents de santé (23 femmes et 35 hommes) ont été formés sur la SR, le genre, les droits et les compétences de vie, etc. ;
  - 600 bancs ont été confectionnés et mis à la disposition des clubs
  - Plus de 2500 t-shirts et 600 casquettes produits en prélude aux journées de certification des maris modèles ;
  - 2005 séances ont été animées au profit des maris soit 606 séances à Gorom-Gorom, 756 séances à Yako et 643 séances à Houndé ;
  - 15 836 participants au total soit une moyenne de 12 maris ont pris aux séances d'animation ;
  - 433 séances ont été animées au profit des futurs époux au cours du semestre, soit 131 séances à Gorom-Gorom, 148 séances à Yako et 154 séances à Houndé et 2854 participants au total y ont pris part ;
  - 161 séances ont été animées par les agents de santé au profit des maris et 45 séances au profit des futurs maris ;
  - 48 animateurs ont été formés pour la réalisation des causeries éducatives en faveur des épouses des membres (25 hommes et 23 femmes ont été formés et équipés en guides d'animation et boîtes à images pour la réalisation des causeries) ;
  - 3 sessions de formation des agents de santé en animation des clubs et suivi où 35 hommes et 23 femmes ont été formés pour appuyer l'animation des clubs de maris et de futurs époux sur des thèmes ;
  - 39 facilitateurs et 09 membres des OBC issus des 3 districts sanitaires ont été formés sur la démarche de mobilisation sociale ;
  - 120 rencontres communautaires de bilan et de partage des acquis des animations des clubs des maris ont été tenues et 6921 participants ont pris part à ces rencontres (les membres des clubs, leurs amis de choix, les leaders communautaires)
  - 19 théâtres forum, 23 séances de projection de films, 984 séances d'animation ont été réalisés au profit des épouses des membres des clubs et au total 15424 femmes en ont bénéficié ;
  - 1735 maris ont été certifiés pour la participation aux séances et l'engagement pris comme agents de changement ;
  - 380 futurs époux ont été certifiés.
  - 03 agents de la DSF ont été formés en DIU SSR
-

- 03 agents de la DSF ont été formés en DIU suivi évaluation SR
- 2040 séances animées avec les maris et 960 avec leurs épouses
- 450 séances animées avec les futurs maris;
- 7823 acteurs secondaires ont été touchés par les différentes rencontres d'information sur le sous-projet. Il s'agit de responsables des directions centrales, régionales de départements ministériels, de responsables et représentants des services techniques déconcentrés, d'élus locaux, de responsables des districts sanitaires, de responsables de médias locaux, de représentants d'associations locales, de leaders communautaires, etc.

**Les résultats des certifications sont les suivants :**

**HOUNDE**

- 513 maris certifiés sur 541 inscrits au départ dans les 40 clubs, ce qui représente un taux d'achèvement de 94,82% ;
- 90 futurs maris certifiés sur 109 inscrits dans les 10 clubs au départ, ce qui représente un taux d'achèvement de 82,57% ;

**YAKO**

- 555 maris certifiés sur 555 inscrits dans les 40 clubs au départ, ce qui représente un taux d'achèvement de 100% ;
- 96 futurs maris certifiés sur 120 inscrits dans les 10 clubs au départ, ce qui représente un taux d'achèvement de 80% ;

**GOROM-GOROM**

- 587 maris certifiés sur 593 inscrits dans les 40 clubs au départ ; ce qui représente un taux d'achèvement de 98,99% ;
- 116 futurs maris certifiés sur 132 inscrits dans les 10 clubs au départ ce qui représente un taux d'achèvement de 87,88%.

**Au total,**

- 97,98% des hommes bénéficiant des interventions dans les clubs des maris ont complété leur formation
- 83,65% des futurs époux bénéficiant des interventions dans les clubs de futurs époux (adolescentes et jeunes de 15 à 24 ans) ont complété leur formation sur les compétences de vie courante ;
- 240 boîtes à images ont été distribuées aux clubs des maris pour la mise en œuvre de leur plan d'action ;
- 275 femmes et 170 hommes ont déjà reçu leurs crédits pour le premier placement pour la mise en œuvre des activités génératrices de revenus ;
- 160 mentors de clubs soit 02 mentors par club dans les districts de Yako et Houndé ont été formés ;
- 1689 maris se sont inscrits comme membres des clubs des maris ;
- 361 jeunes se sont inscrits comme membres des clubs de futurs époux.

**CONTRAINTES ET DIFFICULTÉS**

Les principales contraintes rencontrées au cours de la mise en œuvre de la stratégie sont :

- Le changement d'approche (école des maris à club des maris) qui a eu pour conséquences :
  - la rallonge de la durée des interventions ;
  - l'augmentation du temps de formation des facilitateurs (2 semaines) contre 5 jours dans l'ancienne approche ;
  - l'utilisation de la nouvelle approche s'accompagne d'un certain type d'équipements que le budget n'avait pas prévu (guides d'animation, vannelette, images, etc.) ;
  - l'animation des espaces sûrs par binômes au lieu d'un coach comme dans l'ancienne approche ;
- Augmentation du nombre d'encadreurs ;
- Augmentation du nombre de participants

**PRINCIPALES RÉALISATIONS**

**Sous-projet « Entreprendre au féminin »**

- 61 focus groups réalisés à l'Est et dans la Boucle du Mouhoun (les adolescentes se sont exprimées sur la situation économique et ont fait des propositions [formation, équipements, coaching, sensibilisation]).
- 47 émissions ont été réalisées en 5 langues (français, san, dioula, gourmantché, mooré) dans les 11 provinces des régions (Boucle du Mouhoun et l'Est)

- 12 théâtres forum ont été réalisés dans les provinces de la Boucle du Mouhoun et de l'Est
- 33 séances de sensibilisation ont été réalisées au profit des groupes communautaires pour une réduction des pratiques socioculturelles néfastes (rapt de filles, mariages précoces et/ou forcés, excision, etc.) et l'autonomisation économique de la femme dans la Boucle du Mouhoun et l'Est
- 100 associations féminines ont participé aux échanges sur la vulgarisation des documents sur la sécurisation foncière dans la ZIP
- 18 ateliers de plaidoyers ont été menés auprès des propriétaires terriens, leaders coutumiers et religieux pour faciliter l'accès des femmes à la terre et à la propriété foncière dans la ZIP
- 300 leaders d'opinion et des membres d'associations féminines ont été formés en culture entrepreneuriale
- 120 adolescentes, 80 jeunes femmes et autres 80 acteurs clés de la chaîne de la gestion foncière ont été formés sur le thème « genre et foncier rural »
- 2 384 adolescentes des espaces sûrs des régions de la Boucle du Mouhoun et de l'Est ont été formées en techniques de production, de transformation, de conservation et de commercialisation;
- 640 adolescentes et 320 jeunes femmes de la ZIP ont été formées sur les opportunités de financement des activités;
- 90 adolescentes issues des sites d'orpaillage de la ZIP ont été formées en AGR;
- 210 adolescentes ont été formées dans les filières de formation dans les centres de formation professionnelle;
- 60 adolescentes de la ZIP ont bénéficié d'une formation professionnelle innovante (maçonnerie, mécanique auto, mécanique deux roues, soudure, électricités);
- 60 adolescentes de la ZIP ont été identifiées pour bénéficier de la formation professionnelle innovante (maçonnerie, mécanique auto, mécanique deux roues, soudure, électricité) rentrée scolaire en octobre 2019;
- 51 femmes dont 16 jeunes femmes de la ZIP ont participé à la FIMO, 05 jeunes femmes à la foire de Dakar, 20 jeunes femmes à la SARA, 10 jeunes femmes à la FIL;
- 800 femmes entrepreneures ont participé aux 48H d'opportunités d'affaires et de financement de l'entrepreneuriat féminin à Ouaga et à Bobo;
- 150 femmes ont été formées en finance digitale et inclusive;
- 300 brochures ont été produits sur les produits innovants qui servent de documents de plaidoyer pour l'écoulement de ces produits;
- 150 adolescentes ont participé à la rencontre d'échange avec les femmes entrepreneures modèles de leur domaine et bénéficié de coaching de ces femmes dans leur région respective;
- 210 adolescentes de la ZIP ont été identifiées et formées en métiers;
- 2 554 adolescentes et des jeunes femmes ont bénéficié de formations en entrepreneuriat.

#### CONTRAINTES ET DIFFICULTÉS

- insuffisance de la dotation en carburant pour le suivi des activités au niveau déconcentré;
- difficulté de mobilisation des adolescentes en raison de l'installation de la saison hivernale ou de l'insécurité;
- découragement et déplacement de certaines adolescentes dû à la lenteur de démarrage de certaines activités;
- réticence voire refus de certains parents et époux de faire participer leurs filles ou épouses aux activités;
- insuffisance et mauvais état des moyens roulants disponibles,
- absence de centres de formation ou d'ateliers d'apprentissage dans certains villages;
- absence de tuteur en cas de déplacement des adolescentes en ville;
- confusion entre le sous-projet entreprendre au féminin et soukabè rewlé qui intervient sur les mêmes cibles dans la Boucle du Mouhoun et l'Est;
- non recrutement de la structure financière chargée d'opérationnaliser le financement des activités des jeunes femmes et des adolescentes;
- la lourdeur dans le processus d'acquisition des unités de transformation et des autres kits d'installation.

---

PRINCIPALES  
RÉALISATIONS

**Sous-projet « Promotion de l'éducation des filles »**

- 4 centres jeunes qui offrent les services adaptés aux besoins des adolescents et jeunes ont été mis en place et sont tous fonctionnels ;
- 152 animateurs et animatrices ont été formés sur la SSRJ et le dialogue parent sur la sexualité ;
- 27 154 parents d'élèves et élèves ont été sensibilisés sur la scolarisation et le maintien des filles à l'école à travers des émissions radiophoniques, théâtres forum, causeries éducatives, conférences, concours de récitals, actions de plaidoyer communautaire, projections de vidéo ;
- 1300 filles ont été formées en compétences de vie courante et sur le développement de l'estime de soi ;
- 16 mentors (8 femmes et 8 hommes) ont été formés pour l'animation des centres jeunes sur la SSRAJ dans les 4 régions ;
- 982 088 personnes (dont 515 470 femmes et 466 618 hommes) ont été touchées par les actions de sensibilisation et de communication pour le changement social et de comportement ;
- 830 filles scolarisées victimes ou à risque de mariage d'enfants identifiées par le ministère de la Femme, de la Solidarité nationale, de la Famille et de l'Action humanitaire (MFSNFAH) ont reçu un appui financier pour leur maintien à l'école ;
- 220 acteurs de l'éducation ont été formés sur la pédagogie sensible au genre
- 262 élèves filles-mères ont été identifiées et appuyées pour leur retour en classe ;
- 100 encadreurs ont été formés sur l'approche Safe School ;
- 200 acteurs de l'éducation ont été formés sur les violences basées sur le genre en milieu scolaire ;
- 196 acteurs de l'éducation ont été formés sur les violences basées sur le genre en milieu scolaire ;
- 12 530 filles ont bénéficié d'un appui du projet notamment les subventions à la cantine, à l'hébergement, les bons scolaires, pour la poursuite de leur scolarité ;
- 90 acteurs de l'éducation ont été formés sur la gestion hygiénique des menstrues (GHM) ;
- 27 154 filles de la ZIP touchées par les activités de communication pour le changement social et de comportement ;
- 1879 filles bénéficiaires des cours d'appui sur 6 482 filles bénéficiaires ont été admises au BEPC soit un taux de succès de 29% contre un taux national des filles de 22,61% ;
- 8353 filles ont bénéficié de cours d'appui et de vacances.

---

CONTRAINTES ET  
DIFFICULTÉS

- La principale difficulté demeure la question sécuritaire qui constitue une entrave majeure car elle soulève un défi pour la mise en œuvre du sous-projet dans certaines zones à haut risque ;
- La remontée tardive des pièces justificatives par les structures déconcentrées du Ministère en charge de la femme ;

---

PRINCIPALES  
RÉALISATIONS

**Sous-projet « Lutte contre mariage d'enfants »**

- 04 réunions trimestrielles ont été tenues par l'équipe de projet ;
- 84 participants provenant de 42 OBC ont pris part à l'atelier d'appropriation ayant permis d'identifier les zones à haut risque ;
- 193 espaces sûrs ont été mis en place et équipés ;
- 386 mentors ont été identifiées, enrôlées et formées sur l'animation des espaces sûrs ;
- 310 mentors ont bénéficié de ressources financières pour réaliser des activités génératrices de revenus (AGR) et d'entrepreneuriat féminin/AGR ;
- 2212 adolescentes ont été formées en compétences de vie courante, en SSR, en capacités financières ;
- 2245 jeunes femmes formées en compétences de vie courante, en SSR, en capacités financières ;
- 210 membres d'OBC formés sur la mobilisation sociale, les SSR, les droits humains et les normes sociales ;
- 370 relais (ASBC) formés sur le mariage d'enfants, les pratiques traditionnelles néfastes, les droits humains, le civisme ;
- 888 leaders communautaires (coutumiers, imam, CVD) ont été formés sur le mariage d'enfants/ forcé, les pratiques traditionnelles néfastes et les droits humains ;
- 946 leaders coutumiers et religieux ont été touchés par les 10 plaidoyers à grande échelle dans les cours royales ;



- 772 leaders d'opinion (communautaires, religieux et coutumiers) se sont engagés à lutter contre le mariage des enfants;
- 5 135 000 personnes dont 2 371 550 femmes ont été touchées par la diffusion des spots des 10 radios locales sur la problématique du mariage d'enfants;
- 34 297 personnes ont été touchées, soit 17 808 femmes et adolescentes et 16 489 adolescents et hommes par les 129 théâtres forum;
- 7494 parents d'adolescentes dont 3 736 femmes et 3 758 hommes ont été touchés par les causeries éducatives sur le mariage d'enfants dans les régions suivantes : Sahel, Est, Boucle du Mouhoun, Centre-Est et Hauts Bassins;
- 3 747 personnes touchées par les causeries éducatives;
- 521 ménages ont bénéficié de dialogues en famille et 5 546 personnes ont été touchées dont 2 583 femmes;
- 430 familles d'adolescentes à risque de mariage d'enfants ont été identifiées;
- 469 ménages sur les 521 ont déclaré vouloir abandonner le mariage d'enfants;
- 84 membres d'OBC ont été outillés pour encadrer les mentors pour l'usage du curriculum;
- 63 formateurs ont été formés sur le curriculum (le livret 1) et les documents pédagogiques (cahier de participants, livret 1 et livret 2, boîte à image);
- 171 acteurs clés formés sur l'approche dialogue en famille et en communauté;
- 2 213 adolescentes et 2 245 jeunes femmes ont bénéficié des paquets d'intervention dans les espaces sûrs;
- 2 552 femmes ont bénéficié de formation en métier dans les espaces sûrs;
- 04 bonnes pratiques ont été identifiées;
- 30 récits de vie ont été collectés;
- 117 personnes ont participé aux 5 ateliers de dissémination.

---

## COMPOSANTE 2

### Sous-composante 2-1: Harmonisation de l'enregistrement des médicaments et du contrôle qualité

---

#### PRINCIPALES RÉALISATIONS

#### **Volet de contrôle qualité**

- Deux (02) agents du Laboratoire national de santé publique (LNSP) ont été formés en audit qualité au niveau de l'AFNOR;
  - Deux (2) agents du LNSP ont été formés en essais de dissolution des produits pharmaceutiques;
  - Élaboration des documents qualité obligatoires au niveau de la DCM/PNA qui serviront de preuves lors des audits;
  - Acquisition de matériel informatique pour loger le LIMS (Laboratory Information Management System) en concertation avec les partenaires techniques (CHMP, OOAS);
  - Meilleure expertise sur les DM soumis au Contrôle qualité. Formation sur les Dispositifs médicaux;
  - Contribution à la reprise de l'essai de dissolution, paramètre inclus dans le périmètre d'accréditation (l'essai n'était pas effectif plus d'un an du fait d'une panne du dissolutest mais aussi de l'absence de formation des agents (02) dans le service);
  - 701 échantillons de médicaments ont été contrôlés dans le cadre du contrôle de qualité des médicaments;
  - Conduite des tests avec les monographies en vigueur grâce à l'acquisition de la Ph. Eur. (10.0)
-

---

CONTRAINTES ET DIFFICULTÉS	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Retard dans l'élaboration des procédures transversales au niveau du LNSP;</li> <li>• Difficultés d'obtention de sites de formation/stage;</li> <li>• Difficultés dans l'exécution du PPM depuis 2018 (représente la grosse part financière) – Procédures nationales de recrutement des prestataires étrangers à l'origine des taux d'exécution faible</li> </ul>
----------------------------	---

---

RECOMMANDATIONS	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Prévoir une ligne budgétaire spécifique au processus d'accréditation de la DCM/PNA</li> <li>• Mettre à disposition les documents qualité transversaux exigés par les normes</li> <li>• Assurer la qualification à temps de tous les équipements critiques de la DCM/PNA</li> </ul>
-----------------	---

---

PRINCIPALES RÉALISATIONS	<p><b>Volet réglementation</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Deux mille huit cent soixante-seize (2876) dossiers de demande d'homologation de produits de santé ont été traités;</li> <li>• 1013 Autorisations de mise sur le marché (AMM) des produits de santé ont été délivrées;</li> <li>• 69 échantillons ont été prélevés sur 70 prévus pour le contrôle qualité;</li> <li>• 65 experts et personnes-ressources ont été formés en évaluation des dossiers de demande d'AMM;</li> <li>• 02 outils d'aide à la prescription médicale ont été élaborés (la Nomenclature nationale des produits pharmaceutiques 2019 et la table d'équivalence thérapeutique)</li> <li>• 01 outil d'aide à l'évaluation des dossiers de demande d'homologation des produits de santé a été élaboré: procédure (guide) d'évaluation des dossiers d'AMM des Biosimilaires;</li> <li>• 30 officines pharmaceutiques; 04 établissements pharmaceutiques et 01 établissement de préparation ont été inspectés;</li> <li>• 03 pharmaciens ont été formés en réglementation pharmaceutique et en contrôle qualité des produits de santé à l'Université Joseph KI-ZERBO;</li> <li>• 4 missions d'enseignement réalisées pour la formation des pharmaciens spécialistes (Masters) en réglementation pharmaceutiques et en contrôle de qualité des produits de santé au Département des sciences pharmaceutiques de l'UFR/SDS de l'Université Joseph KI-ZERBO;</li> <li>• L'organisation d'une session du comité d'assurance qualité;</li> <li>• Deux (2) sites d'essais cliniques ont bénéficié d'un suivi réglementaire;</li> <li>• La révision des processus qualité de l'ANRP;</li> </ul>
--------------------------	--

---

CONTRAINTES ET DIFFICULTÉS	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les contraintes majeures qui ont affecté la mise en œuvre des activités au cours de cette année sont essentiellement les insuffisances dans la planification des activités et les difficultés liées au déblocage des ressources; mais également quelques difficultés telles que le retard constaté pour la mise en place des organes de gouvernance de l'ANRP.</li> <li>• Aussi la validation de l'avant-projet de loi spécifique sur les faux médicaments qui n'est pas encore effective.</li> </ul>
----------------------------	--

---

RECOMMANDATIONS	<p>Veillez au respect des délais impartis pour la justification des ressources débloquées;</p>
-----------------	--

---

---

## Sous-composante 2-2: Amélioration de la chaîne d'approvisionnement

---

### PRINCIPALES RÉALISATIONS

- 240 gérants (DMEG et associations ABBEF, PROMACO, MSI) ont été formés sur l'outil retenu pour la transmission des données;
- Tenue des rencontres d'orientation des conseils municipaux sur le manuel de référence des postes de la chaîne d'approvisionnement;
- Révision du circuit de distribution des produits et guide d'approvisionnement pour prendre en compte le transfert des compétences aux collectivités locales;
- Identification de la stratégie innovante de gestion des DRD;
- Élaboration de cahiers de charges pour la distribution des produits au dernier km avec les options CAMEG et de renforcement des capacités des DS;
- Réalisation d'une supervision sur la mise en œuvre du projet dans les zones d'intervention;
- Formation de trois (3) personnes de l'équipe de projet sur la gestion;
- 32 PEP et pharmaciens formés sur les systèmes d'information (SIGL) et l'outil retenu pour la transmission des données;
- 49 agents de santé formés sur l'outil retenu pour la transmission des données.

### CONTRAINTES ET DIFFICULTÉS

- Suspension de la stratégie FBR-Chaine d'approvisionnement
- Retard dans le démarrage des activités de la Direction;
- Retard observé dans le processus de recrutement des consultants;
- Retard des processus de passation de marché (distribution au dernier km, élaboration des normes de construction et d'entreposage);
- Mouvement d'humeur ayant entravé la réalisation des activités de supervision et de validation trimestrielle de données dans les sites pilotes;
- Le contexte sécuritaire de certains DS pilotes entrave l'exécution et le suivi des activités.

### RECOMMANDATIONS

- Accélérer le processus d'acquisition des biens et services au profit de la DCAPS et des sites pilotes du projet

---

## Sous-composante 2-4: Renforcement des capacités des écoles de formation

---

### PRINCIPALES RÉALISATIONS

- Les syllabi de cours du deuxième semestre des curricula de formation en licence en sciences infirmières et obstétricales ont été élaborés et transmis à l'OOAS;
- Les carnets de stage de S2, S3, S4, S5 et S6 des curricula de formation en licence en sciences infirmières et obstétricales ont été élaborés et transmis à l'OOAS;
- Vingt-cinq (25) superviseurs cliniques ont été formés en techniques d'encadrement alors que la cible trimestrielle est de cinquante (50);
- Cinquante (50) enseignants permanents des écoles rurales publiques et privées de formation de sages-femmes ont été formés en pédagogie/SR;
- 50 enseignants permanents et superviseurs cliniques ont été formés sur l'Approche par les compétences;
- 10 coordonnateurs de la filière sages-femmes des 10 écoles publiques et privées bénéficiaires du projet SWEDD en Techniques de simulation dans le centre de simulation de l'UM6SS de Casablanca au Maroc;
- des manuels de formation d'enseignements modulaire SONU/PF aux SFME 3<sup>e</sup> année ont été relus;
- les fiches de postes des sages-femmes et maïeuticiens ont été élaborées;
- 600 sages-femmes de 6 directions régionales de la santé (ZIP/Mentorat) ont été orientées sur le code de déontologie des sages-femmes et les documents normatifs de l'ICM;
- 741 élèves sages-femmes de dix (10) écoles rurales publiques et privées de santé ont bénéficié de l'enseignement modulaire des SONU/PF;
- 50 mentors de la région du Centre-est et du Centre-nord ont été formés sur les techniques de mentorat en SRMNEAN.
- la révision des modules de formation et des fiches d'apprentissage sur le mentorat en SRMNEAN et les compétences essentielles de la sage-femme.

---

CONTRAINTES ET DIFFICULTÉS	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mouvement d'humeur / grève des syndicats empêchant la réalisation de certaines activités;</li> <li>• Indisponibilité des participants, notamment les professeurs titulaires de médecine;</li> <li>• Non disponibilité des élèves sur les terrains de stage pour le suivi post-formation des enseignants en nouvelles techniques d'encadrement.</li> <li>• Implication insuffisante des structures membres du sous-comité;</li> <li>• Absence/dotation insuffisante en consommables médicaux.</li> </ul>
----------------------------	--

---

RECOMMANDATIONS	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer la collaboration avec les autres membres du comité à travers les contacts et les correspondances administratives</li> <li>• Plaidoyer pour la prise en compte des consommables médicaux lors de la budgétisation</li> </ul>
-----------------	--

---

## COMPOSANTE 3

### Sous-composante 3-1: Renforcement de l'engagement politique

---

PRINCIPALES RÉALISATIONS	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 321 leaders (imams, prêcheurs et responsables de structures islamiques) ont été formés sur les thématiques du SWEDD dans 4 chefs lieu de région;</li> <li>• 229 leaders religieux, des leaders de femmes et 10 autorités administratives ont participé à un plaidoyer pour le maintien des filles à l'école;</li> <li>• 848 leaders ont bénéficié d'un plaidoyer pour l'abandon du mariage d'enfants;</li> <li>• 30 904 personnes ont bénéficié d'une sensibilisation sur le mariage d'enfants.</li> </ul>
--------------------------	---

---

CONTRAINTES ET DIFFICULTÉS	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Conflit de calendrier avec d'autres projets et avec le planning des autres partenaires</li> </ul>
----------------------------	--

---

### Sous-composante 3-2: Élaboration de politiques et renforcement des capacités d'analyse des pays sur les questions de DD

---

PRINCIPALES RÉALISATIONS	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 60 maires ont été formés sur les enjeux de la capture du dividende démographique;</li> <li>• 15 cadres de l'administration publique ont été formés sur la méthode des comptes nationaux de transfert du temps (NTTA);</li> <li>• 2 étudiants ont bénéficié d'une bourse du projet SWEDD pour suivre la formation en Master à l'IFORD à Yaoundé option démographie;</li> <li>• 2 étudiants ont bénéficié d'une bourse du projet SWEDD pour suivre la formation à l'ENSEA à Abidjan option Ingénieurs des travaux statistiques;</li> <li>• 2 étudiants ont bénéficié d'une bourse du projet SWEDD pour suivre la formation à l'ENSEA à Abidjan et l'ENSAE à Dakar option Ingénieurs statisticiens économistes;</li> <li>• 4 cadres des structures de mise en œuvre du projet ont bénéficié d'une bourse du projet SWEDD pour suivre la formation en master population-santé à l'ISSP à Ouagadougou.</li> </ul>
--------------------------	---

---



## COMPOSANTE 1

## Sous-composante 1-1: Communication pour le changement de comportement

PRINCIPALES RÉALISATIONS	<ul style="list-style-type: none"> <li>Finalisation de 03 TDR (Mission de partage d'expérience au Bénin, Mission de partage d'expérience au Burkina, Mission d'imprégnation du Projet SWEDD), pour le Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté en vue de la transmission à la Banque mondiale pour ANO.</li> <li>Formation de 38 participants provenant des ministères, des organisations non gouvernementales et organisations de la société civile structures nationales sur la CCSC par le cabinet DMI, du mardi 14 au jeudi 16 mai 2019 à Abidjan.</li> <li>Finalisation du recrutement de l'AIMAS comme agence de communication pour appuyer la campagne médiatique au niveau national. Le contrat a débuté le <b>mardi 15 octobre 2019</b> pour une durée à ne pas excéder treize (13) mois.</li> </ul>
CONTRAINTE ET DIFFICULTÉS	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ressources limitées obligeant à réduire le volume des activités de cette sous-composante;</li> <li>Contraintes de temps dû à l'agenda chargé des acteurs du ministère de tutelle. Les trois (3) TDR ont été replanifiés à plusieurs reprises.</li> </ul>

## Sous-composante 1-2: Autonomisation des filles et des femmes

RECOMMANDATIONS	<p><b>Activité Connexe</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Organisation d'une mission de contrôle de la qualité des données dans les bases d'IRC (Abidjan, Yamoussoukro, Korhogo Boundiali Ferke, Odienné, Man); les antennes de l'AIBEF de Katiola et AIMAS à Daloa du 21 au mardi 29 octobre 2019.</li> <li>Participation à la mission d'appui technique du professeur FALL au développement des espaces sûrs dans les pays du projet SWEDD.</li> <li>Participation à l'atelier de formation du staff des ONGs et du ministère sur la Méthode de Géo-capacitation du portefeuille/Geo-Enabling for Monitoring and Supervision (GEMS), à Yamoussoukro les 18 et 19 octobre 2019.</li> <li>Organisation d'une réunion de Coordination avec les ONG et ministères impliqués dans la mise en œuvre du projet le mardi 05 novembre 2019. Cette réunion de coordination a permis de tirer quelques leçons apprises de la mise en œuvre des projets afin d'améliorer les interventions des ONG dans le cadre d'une bonne collaboration avec les acteurs au niveau décentralisé.</li> <li>Organisation d'une réunion de préparation de la 2e phase du Projet SWEDD le jeudi 07 novembre 2019 à la salle Comoé de la Banque mondiale avec la TTL.</li> <li>Participation à la mission de la Directrice des Opérations de la Banque mondiale du 04 au 05 décembre 2019 pour la visite des espaces sûrs à Daloa et Man.</li> <li>Organisation de la mission de supervision et d'évaluation de la qualité des interventions programmatiques et fiduciaires des sous-projets de la composante 1.2 (genre, éducation et sante) du 26 novembre au 05 décembre 2019.</li> </ul> <p><b>Genre</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Organisation de la formation des mentors des ES communautaires dans le département de Tengrela du 21 au 28 février 2019, 43 mentors féminins formés.</li> <li>Organisation de la formation des mentors des ES communautaires dans la région du Tchologo du 02 au 09 mars et du 11 au 18 mars 2019. 108 mentors formés au cours de ces sessions.</li> <li>Organisation de la formation des mentors masculins dans la région de la Marahoué du 26 au 28 février 2019, 10 mentors masculins formés.</li> <li>Formation de 25 acteurs du MFFE et de l'UCP à l'utilisation de la base de données de suivi des activités du ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, du 6 au 8 juin 2019 à Yamoussoukro. La base de données est fonctionnelle.</li> </ul>
-----------------	---

- Mise à niveau du pool national de 25 formateurs sur l'utilisation des outils pédagogiques de formation révisées et harmonisées des clubs de maris et des clubs de futurs maris (CDM/CDFM) par Promundo les 08 et 09 avril 2019 à Abidjan.
- Formation de 131 mentors masculins sur les croyances et comportements, le genre, les VBG, les droits des femmes et des enfants, l'hygiène et la santé sexuelle et de la reproduction du 25 au 09 mai 2019 en 6 sessions.
- Organisation de l'atelier d'information des préfets dans les zones d'intervention du projet SWEDD les 23 et 24 mai 2019 à Abidjan. 12 Préfets, 10 Secrétaires Généraux, et 11 DR MFPEs ont été orientés sur le projet SWEDD. A l'issue du plaidoyer, le corps préfectoral s'est engagé à accompagner le projet SWEDD pour l'atteinte des objectifs.
- Participation à l'atelier d'échanges et de partages d'expériences sur les cadres juridiques et législatifs relatifs à l'autonomisation des femmes et des filles dans les pays bénéficiaires du projet pour l'autonomisation des femmes et le dividende démographique au Sahel (SWEDD) du 12 au 15 février 2018 à Nouakchott, en Mauritanie. Un plan d'action juridique est disponible.
- Participation de six (06) personnes à l'atelier de formation de formateurs pour les leaders religieux de confession musulmane du Sahel, des pays membres du SWEDD sur les thématiques de lutte contre le mariage d'enfants, la promotion de l'éducation des filles, l'autonomisation des femmes et l'espacement des naissances, du 12 au 15 février 2018 à Nouakchott, en Mauritanie.
- Participation de quatre (04) personnes à l'atelier de Formation des formateurs nationaux sur le Guide de programmation sur le Dividende Démographique, du 19 au 22 février 2019 à Nouakchott, en Mauritanie.
- Acquisition de matériel didactique destiné à 10 chefs-lieux de régions dont Abidjan, Bouaflé (MARAHOUÉ), Man (TONKPI), Toubá (BAFING), Korhogo (PORO), Boundiali (BAGOUÉ), Ferkessédougou (TCHOLOGO), Odienné (KABADOUGOU) et Minignan (FOLON).
- Organisation de l'atelier de formation des mentors masculins du mercredi 21 août au jeudi 29 août 2019 et du lundi 02 au jeudi 04 septembre 2019. 108 mentors masculins ont été formés.
- Organisation de l'atelier d'élaboration du recueil de textes juridiques et d'adaptation des messages le lundi 02 et le mardi 03 septembre 2019 à Abidjan.
- Organisation de missions de suivi et de supervision par le ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant dans les 10 régions du MFFE du 14 au 31 octobre 2019

### **Santé**

- Organisation d'une mission de supervision post-formation des 75 prestataires de santé formés en SAAJ/Réo du 07 au 15 janvier 2019.
- Organisation de 02 consultations foraines dans les localités de Loubonou et de Katiola du lundi 18 au jeudi 21 novembre 2019. (En attente du rapport).
- Organisation de la cérémonie de remise de 20 motos pour le suivi terrain des activités du projet le mardi 01 octobre 2019 à 14 h en vue de renforcer les capacités des agents de la santé pour une meilleure supervision des activités en direction des populations cibles du projet.
- Organisation d'une mission de suivi post-formation des prestataires formés en SAAJ/Réo du lundi 09 au vendredi 13 décembre 2019 en vue du renforcement de leurs capacités.
- Organisation d'une formation de 24 prestataires de santé en SAAJ/REO du lundi 02 au vendredi 06 décembre 2019 à Yamoussoukro en vue de rendre les services de santé conviviaux.

### **Éducation**

- Organisation d'une mission (conjointe UCP et MEN) de contrôle des activités d'appui alimentaire dans le DREN de Bondoukou le jeudi 31 janvier 2019.
- Suivi de l'appui alimentaire mené par les ONG ONEF et CSAS.
- Organisation d'une mission d'information et de préparation des acteurs locaux en vue de l'installation de 934 espaces sûrs en milieu scolaire au profit de 28 000 filles de la 6e à la 3e dans les 12 DREN du Projet, du 14 janvier au 22 janvier 2019, en collaboration avec le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle.
- Formation de 468 Mentors féminins des espaces sûrs en milieu scolaire du 12 avril 2019 au 28 mai 2019 en 19 sessions.

- Ouverture de 562 espaces sûrs fonctionnels avec la participation de 15 736 filles aux animations par les ONG IRC et AIBEF.
- Organisation du Festival National des Arts et Culture en Milieu Scolaire (FENACMIS) dans le cadre de l'éducation sexuelle complète et l'autonomisation de la jeune fille du 14 au 20 juillet 2019 à Agboville, 664 adolescents dont 333 filles ont été sensibilisés sur les thématiques relatives aux grossesses en milieu scolaire, à l'information en matière de Santé Sexuelle, Santé de la Reproduction et VIH.
- Réalisation d'une mission de clôture des contrats avec les ONG ONEF et CSAS du 07 au 14 octobre 2019 dans le cadre de l'appui alimentaire; on note que 2000 filles ont bénéficié d'un appui alimentaire et 88 % d'entre elles ont été admises en classe supérieure.

CONTRAINTES ET  
DIFFICULTÉS

Pas de contrainte pour la période.

## COMPOSANTE 2

### Sous-composante 2-1: Harmonisation de l'enregistrement des médicaments et le contrôle qualité

PRINCIPALES  
RÉALISATIONS

- Organisation de la restitution du stage pratique en inspection pharmaceutique, le lundi 13 mai 2019 à la salle de conférence de la Direction de la Pharmacie du Médicament et des Laboratoires;
- Organisation d'un atelier de restitution de la LNME et du matériel biomédical aux acteurs du MSHP, le jeudi 20 juin 2019 à la salle de conférence de l'UFR de Sciences Pharmaceutiques et Biologiques;
- Organisation d'un atelier de restitution, de formation et de validation du référentiel sur l'inspection pharmaceutique du 24 au 28 juin 2019 à Bassam;
- Appui à la formation d'un technicien du LNSP au contrôle de qualité de base prévu du 25 novembre au 29 novembre à 2019 à l'USP du Ghana.

CONTRAINTES ET  
DIFFICULTÉS

Pas de contrainte pour la période

### Sous-composante 2-2: Amélioration de la chaîne d'approvisionnement

PRINCIPALES  
RÉALISATIONS

- Reproduction de 1000 exemplaires du manuel SIGL;
- Recrutement d'un consultant pour l'automatisation du SIGL intégré, signature du contrat le 21 février 2019;
- Démarrage effective de la distribution des produits de santé des districts vers les ESPC « modèle basé sur le district » le 01 avril 2019;
- Organisation de la première réunion semestrielle de présentation du bilan des activités des comités techniques et de la CNCAM-CI de l'an 2019, le jeudi 27 juin à Abidjan;
- Organisation d'un atelier d'élaboration et de validation du cahier des charges pour l'automatisation du SIGL intégré du 15 au 19 juillet 2019;
- Formation de 18 acteurs aux techniques d'andragogie et aux métiers de la chaîne d'approvisionnement du 02 au 14 septembre 2019 à Yamoussoukro, à l'hôtel AHO;
- Organisation de la première réunion du comité de suivi du plan d'action le vendredi 17 mai 2019 à Korhogo. Elle a permis de faire le bilan de suivi des activités (Chaîne d'approvisionnement) dans le cadre du projet SWEDD au 1er trimestre 2019;
- Organisation des réunions de bilan sur la distribution au dernier km « Modèle basé sur le PPP » du 5 au 7 novembre dans les districts de Korhogo, Odienné et Boundiali;

- Organisation des réunions de bilan sur la distribution au dernier km «Modèle basé sur le district» le mardi 22 octobre 2019 à Bouaflé et le jeudi 25 octobre 2019 à Bondoukou;
- Organisation de la réunion trimestrielle du comité de suivi du plan d'action le mercredi 13 novembre 2019;
- Organisation d'un atelier de conceptualisation du SIGL intégré du lundi 11 au vendredi 15 novembre 2019 à Bassam. Cet atelier a permis aux différents acteurs (DIIS, PNDAP, PNLS, PNSME, NPSP) d'automatiser le nouveau système d'information et de gestion intégré à travers la validation et conceptualisation du cahier des charges et le paramétrage des applications pour l'automatisation du SIGL intégré;
- Organisation de la 2<sup>e</sup> réunion du CNCAM le mardi 10 décembre 2019.

CONTRAINTES ET  
DIFFICULTÉS

Pas de contrainte pour la période

### Sous-composante 2-3: Monitoring régional des stocks de produits contraceptifs

PRINCIPALES  
RÉALISATIONS

Niveau Régional

### Sous-composante 2-4: Renforcement des capacités des écoles de formation

PRINCIPALES  
RÉALISATIONS

- Acquisition de **deux (02) cars de 32 places** pour l'INFAS pour le transport des étudiants;
- Participation d'une délégation de (07 personnes) à l'atelier bilan des institutions de formation des infirmiers et sages-femmes des pays SWEDD du 21 au 23 janvier à Niamey, au Niger;
- Démarrage du Master en Pédagogie des Sciences de la Santé à l'INFAS d'Abidjan (Côte d'Ivoire) le lundi 21 janvier 2019;
- Lancement du Master en Pédagogie des Sciences de la Santé le samedi 29 mars 2019 en collaboration avec l'UNFPA et l'OOAS;
- Formation de **25 encadreurs de terrain (Tuteurs de Stage)** en technique d'encadrement clinique et en SONUC du 18 au 26 février 2019;
- Élaboration en cours des TDR des réunions de Coordination au niveau central;
- Suivi de l'organisation du Master au niveau du centre d'excellence.

## COMPOSANTE 3

### Sous-composante 3-1: Renforcement de l'engagement politique

PRINCIPALES  
RÉALISATIONS

Fonds logés à l'UNFPA dans le cadre l'appui technique au titre de l'année 2019.

### Sous-composante 3-2: Élaboration de politiques et renforcement des capacités d'analyse des pays sur les questions de DD

PRINCIPALES  
RÉALISATIONS

Élaboration des profils de 11 régions statistiques de la CI, du 20 au 25 mai 2019 au Sénégal avec l'appui du CREFAT.

CONTRAINTES ET  
DIFFICULTÉS

Difficulté de collaboration avec l'ONP chargé de mettre en œuvre cette sous-composante.



---

### Sous-composante 3-3: Renforcement des capacités de mise en œuvre

---

PRINCIPALES  
RÉALISATIONS

- Organisation de la session du 3<sup>e</sup> Comité technique de pilotage, le jeudi 14 février 2019;
  - Organisation de la 2<sup>e</sup> Session du Comité national de pilotage le jeudi 21 mars 2019;
  - Participation aux phases préparatoires et à l'organisation du Comité Régional de Pilotage 2019;
  - Participation à la rencontre annuelle des coordonnateurs du Projet SWEDD, du 26 au 28 mars 2019;
  - Participation au Comité régional de pilotage du Projet SWEDD les 29 et 30 mars 2019;
  - Organisation d'un atelier d'adaptation des outils de collecte de données des espaces sûrs et clubs de maris du 05 au 07 mars 2019;
  - Organisation d'une mission d'inventaire et d'immatriculation des immobilisations du lundi 11 au samedi 16 mars 2019;
  - Supervision de la gestion financière du Projet SWEDD du 12 au 20 mars 2019 par la Banque mondiale;
  - Revue des processus de passation des marchés du Projet SWEDD le 29 mars 2019 par la Banque mondiale;
  - Mission d'audit du cabinet «Ingénierie Access Consulting» du 03 au 30 avril 2019. Cette mission de certification des dépenses du projet SWEDD couvre l'année 2018;
  - Participation du staff de l'UCP (Responsable Suivi-Évaluation et Assistant Suivi-Évaluation) à l'atelier de formation régional sur les Estimations à petite échelle du 10 au 14 juin 2019 à Abidjan;
  - Participation de trois (03) personnes à la rencontre ministérielle à huis clos sur le thème « Investir dans l'autonomisation des femmes et le capital humain en tant que stratégie de développement pour la croissance ». Cette rencontre s'est tenue le lundi 17 juin 2019 à Dakar au Sénégal;
  - Organisation d'une mission préparatoire relative à la table ronde de mobilisation des ressources du Projet SWEDD, le lundi 06 mai 2019 au Niger, avec le Ministre du Tutelle, Présidente du CRP;
  - Participation à la mission de suivi des activités de l'INFAS (centre d'excellence de formation en sciences infirmières et obstétricales), les 27 et 28 juin 2019 dans le cadre des activités de l'OOAS;
  - Recrutement effectif des trois superviseurs pour renforcer les capacités programmatiques de l'UCP;
  - Renforcement des capacités de la Responsable administrative et financière de l'UCP du 01 au 05 juillet 2019 à Lomé, au Togo;
  - Participation du staff S&E de l'UCP du 2 au 5 septembre 2019 à la formation du GEMS à Abidjan;
  - Participation à la Table ronde de mobilisation des ressources du Projet SWEDD le 06 juillet 2019 au Niger;
  - Organisation de l'atelier de révision du manuel de procédures du projet SWEDD du mercredi 18 au vendredi 20 septembre 2019 à Bassam;
  - Suivi des activités des ONG et des ministères impliqués dans la mise en œuvre du projet SWEDD;
  - Organisation de l'atelier de bilan 2019 suivi de l'élaboration du plan de travail annuel (PTA) 2020 du Projet SWEDD du 18 au 20 novembre 2019.
-



## COMPOSANTE 1

## Sous-composante 1-1: Communication pour le changement de comportement

PRINCIPALES  
RÉALISATIONS

- la réalisation d'actions de communication, d'information et de sensibilisation en marge du Festival sur le Niger – Édition 2019, qui a permis : (i) de toucher 17 909 personnes à travers les conférences, les animations de masse et de stands, les causeries dans les *grins*, dans les ménages, dans les écoles et sur les marchés, portant sur les thématiques de la santé de la reproduction des adolescents et jeunes pendant les 8 jours du festival ; (ii) de recruter 1 814 nouvelles utilisatrices de méthodes de contraception modernes ;
- la poursuite de la diffusion en boucle de 24 014 spots et messages sur les thématiques de la SRMNIN, des VBG, des mariages d'enfants, de l'autonomisation de la femme sur 44 radios à raison de 3 à 7 fois par jour et par radio ; et le suivi journalier de cette diffusion à travers des trackers recrutés à cet effet ;
- la diffusion digitale de messages de sensibilisation pour la promotion du maintien des filles à l'école, de la santé maternelle et infantile, de la lutte contre le mariage des enfants sur les médias en ligne comme *malijet*, *maliweb*, *kunafoni*, *Dépêches du Mali* et les réseaux sociaux ;
- la conception et l'affichage de 8 panneaux de sensibilisation sur la SR/PF, le maintien des filles à l'école et la lutte contre le mariage d'enfants ;
- la production de 4 spots TV et de 4 spots d'animation sur les thématiques de la SRMNIN, de la scolarisation des filles, de la lutte contre le mariage des enfants, des VBG dans le cadre de la mise en œuvre de la Campagne médiatique nationale ;
- la participation de 6 leaders religieux musulmans à l'atelier de formation sur *Islam, santé de la reproduction, autonomisation des femmes et dividende démographique* (Nouakchott, Mauritanie) ;
- l'élaboration et la validation d'un guide du formateur en plaidoyer pour la promotion de la SRMNIN, de la scolarisation et du maintien des filles à l'école et de la lutte contre les VBG y compris le mariage des enfants ;
- l'élaboration d'un guide de formation et d'animation adaptés aux modules de l'Université al-Azhar (Égypte) sur les thématiques de la SRMNIN, des VBG, de la santé sexuelle et reproductive ;
- la formation de formateurs au profit de 40 leaders religieux sur les modules de l'Université al-Azhar adaptés au contexte malien ;
- l'appui technique et financier à l'organisation du congrès annuel de l'Organisation de la Jeunesse Musulmane d'Afrique de l'Ouest (OJEMAO) sur le sous-thème : « *Islam, mariage d'enfants, planification familiale et engagement de la jeunesse dans la capture du dividende démographique dans les pays membres de l'OJEMAO* », ayant mobilisé plus de 200 participants ;
- l'organisation de 4 fora régionaux pour la promotion de l'autonomisation des femmes, la scolarisation des filles et leur maintien à l'école, la santé de la reproduction des jeunes et le dividende démographique dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso et Ségou avec la participation de plus de 1 200 personnes ;
- la formation de 308 leaders religieux de Bamako, Kayes, Koulikoro, Sikasso, Kéniéba, Dioila, Bougouni, San, Ségou en techniques de communication et de plaidoyer en faveur de la scolarisation des filles, de l'autonomisation des femmes, de la santé de la reproduction ;
- Participation au congrès de l'organisation de la jeunesse musulmane d'Afrique de l'Ouest (OJMAO) sur le sous thème : « **Islam, Mariage d'enfants, planification familiale et engagement de la Jeunesse dans la capture du dividende démographique dans les pays membres de l'OJEMAO** », qui regroupe plus d'une vingtaine d'associations musulmanes des jeunes **du Benin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée Conakry, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Togo**. Un panel de haut niveau a été tenu sur le thème **Islam, Mariage d'enfants, planification familiale et engagement de la Jeunesse dans la capture du dividende démographique dans les pays membres de l'OJEMAO** ;
- l'organisation et la tenue de 11 tables rondes et émissions radios dont 3 à Bamako et 8 en régions ayant touché plus de 32 000 personnes sur les thématiques de la SRMNIN, du mariage d'enfants, du maintien des filles à l'école et des violences basées sur le genre ;

- l'organisation de sessions de plaidoyer dans les régions de Kayes, Sikasso, Ségou et Mopti avec les leaders religieux sur les thématiques de la planification familiale, de la lutte contre le mariage des enfants, de la promotion de l'autonomisation avec des engagements pris;
- l'organisation de missions de sensibilisation et de mobilisation par les leaders religieux avec l'appui des ONG de mise en œuvre, touchant plus de 610 leaders religieux et chefs traditionnels dans les régions de Kayes, Sikasso, Mopti et Ségou;
- l'appui à l'organisation de la Journée Mondiale de la Population – Édition 2019 sur le thème «*Dividende démographique: de la vulnérabilité à l'autonomisation des femmes via la planification familiale*» avec la mobilisation de l'UNFPA et d'autres partenaires au développement, d'organisations de la société civile y compris des jeunes et de près de 26 000 personnes.
- l'appui à l'organisation du forum annuel de la jeune fille – Édition 2019, organisé par le Réseau National de la Jeunesse du Mali (RENAJEM) avec des communications sur le SWEDD et les piliers du dividende démographique auprès d'un public de plus de 9 000 personnes;
- l'organisation de la seconde édition des camps de basket-ball avec la Fondation Hamchetou BA-MAÏGA pour la promotion de l'inclusion des personnes déficientes mentales par le sport, la formation des jeunes sur les compétences de vie, le leadership et l'enseignement des techniques de base du basket-ball avec plus de 500 participants;
- l'organisation à Koulikoro des activités sportives du projet pilote «*musow an khataa*» initié par l'Association «*n'tola sarama*» en faisant recours au sport féminin comme stratégie de communication pour toucher et favoriser le changement social et de comportement auprès de 1 000 personnes, principalement des jeunes filles;
- le sponsoring des émissions radiophoniques interactives *musoya* et *muso tiécirilen* visant à promouvoir l'autonomisation de la femme par celles qui se sont illustrées dans leurs domaines respectifs dans le cadre de la CCSC cette activité a permis de toucher un public de 13 269 personnes et d'obtenir 30 857 abonnements sur la page de l'émission (dont 70% de femmes);
- la participation de 8 membres du comité CCSC au sommet francophone sur le changement social et comportemental sur le thème «*surmonter les obstacles en santé reproductive, maternelle, néonatale et infantile et de nutrition*» qui a permis d'apprendre des bonnes pratiques et des initiatives en cours en matière de changements social en Afrique francophone;
- l'appui à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une stratégie *zéro grossesse en milieu scolaire* au niveau des 75 écoles d'intervention du SWEDD.

**Malgré un contexte socio-culturel et religieux complexe au Mali, le projet SWEDD a aujourd'hui un engagement plus marqué des leaders religieux, politiques et chefs coutumiers en faveur de la promotion de la SRMNIN, du renforcement de l'autonomisation de la femme, de la promotion de la scolarisation des filles et de la lutte contre les VBG, en particulier le mariage des enfants.**

CONTRAINTES ET  
DIFFICULTÉS

La situation socio sécuritaire du pays.

### Sous-composante 1-2: Autonomisation des filles et des femmes

PRINCIPALES  
RÉALISATIONS

#### Scolarisation des filles à travers la SSAP

- le recrutement et la formation d'une deuxième cohorte de 3 622 apprenants inscrits dans les 125 centres SSAP avec 90,74% déclarés néo-alphabètes à la fin de la phase en langue nationale
- le transfert de 3 231 apprenants admis au test final à l'école fondamentale pour l'année scolaire 2019-2020 dans les classes de 2e, 3e et 4e années qui ont pu reprendre le chemin de l'école;
- le suivi des 3 000 apprenants de la première cohorte des enfants transférés à l'école classique avec un taux de passage en classe supérieure de 85% après les évaluations de fin d'année.

---

### **Stratégie de maintien des filles à l'école**

- l'assignation de bourses mamans (5 000F CFA / par mois et par fille) à 2 528 mamans de filles vulnérables inscrites au fondamental; le taux d'absence des filles dont les mamans bénéficient de bourses mamans a été évalué à 0,36 %;
- l'organisation de cours de remédiation scolaires dans les écoles d'intervention du projet SWEDD auprès de 8 461 filles et 2 100 garçons en 2018-2019 et 8 702 filles en 2019-2020 avec un taux de régularité aux cours évalué à 92 %;
- la poursuite des appuis à l'hébergement (vivres et frais de condiments) favorisant ainsi le maintien de 812 filles vulnérables à l'école;
- l'octroi de subventions d'entretien à 900 filles vulnérables ayant bénéficié de vélos en 2018 et de pécules pour le repas de midi avec pour effet, un taux de rétention de 99,97 % (soit 03 cas d'abandon parmi les 900 bénéficiaires);
- la dotation de 3 200 filles vulnérables du fondamental 2 en kits scolaires et de 4 200 filles vulnérables en kits hygiéniques pour la gestion des menstrues avec une réduction de 98 % des absences pendant la période des menstrues;
- l'installation de plateformes click info-ado pour le démarrage des espaces sûrs dans les 75 écoles d'intervention du SWEDD et la formation de 150 enseignants et conseillers pédagogiques sur l'animation de la plateforme;
- la réalisation d'une analyse situationnelle sur les grossesses en milieu scolaire dans les 75 écoles d'intervention du SWEDD, qui a permis de dénombrier plus de 140 cas de grossesses;
- la mise en œuvre de l'Initiative zéro grossesse en milieu scolaire avec la participation de plus de 21 000 personnes et 3 200 filles et parents engagés publiquement pour la scolarisation des filles.

### **Effets et impacts de ces interventions**

- Au cours de l'année scolaire 2018-2019, ce sont 8 461 filles qui ont bénéficié d'au moins un appui du projet SWEDD pour leur scolarisation ou leur maintien dans le système éducatif. Sur les 8 461 filles accompagnées, l'on a dénombrier 164 cas d'abandon soit un taux d'abandon de 2 % contre 53 % dans les mêmes écoles avant le démarrage des interventions du SWEDD.
- Le taux de rétention des filles au Fondamental 2 dans les zones d'intervention du SWEDD a été évalué à plus de 98 % pour un engagement contractuel de 80 %. Le taux d'admission en classe supérieure pour les filles est de 75 % en 2018-2019 contre 45 % avant le démarrage des interventions soit une augmentation de plus de 30 points de pourcentage.
- En 2018-2019, le taux d'admission des filles au DEF a atteint 59 % dans les 75 écoles des zones d'intervention du SWEDD contre 46 % au niveau national grâce aux appuis multiformes directs en faveur des filles du Fondamental 2 et du système scolaire en général y compris les enseignants. Ce résultat est toutefois inférieur à celui réalisé l'année précédente en grande partie du fait des perturbations enregistrées au cours de l'année scolaire.

### **Autonomisation économique des filles/femmes**

- la poursuite de la formation des 1 189 filles du groupe 2 à installer dans les activités traditionnellement réservées aux hommes et réparties comme suit: 50 à Kayes, 50 à Koulikoro, 39 à Sikasso, 50 à Ségou, 50 à Mopti, 50 à Gao et 900 dans les localités périphériques du District de Bamako;
- la finalisation des formations pour les filles du groupe 1 aux activités génératrices de revenus en milieu rural,
- la poursuite de l'installation (dotation en kits et fonds de roulement) dans les AGR de 1 500 filles et femmes en cours dont 1 229 déjà installées (16 en maraichage, 402 en embouche bovine, 609 en embouche ovine, 154 en coupe-couture, 25 en coiffure, 19 en savonnerie, 24 en teinture, 53 en aviculture, 5 meunières (moulin), 8 en restauration et 8 en transformation de céréales et divers produits;
- l'appui à la mise en œuvre du Projet femmes brillantes de la Jeune Chambre Internationale avec l'installation de 20 filles, en majorité des déplacées internes, dans les métiers de l'artisanat: restauration, agrobusiness, bogolan, couture, coiffure, tissage, poterie, décoration...;

- l'installation effective de 1 171 filles/femmes (dotation en kits et fonds de roulement) dans les métiers traditionnellement réservés aux hommes ou métiers innovants (électricité 192, plomberie sanitaire 129, froid-climatisation 45, couverture médiatique (photos-vidéo) 158, électricité photovoltaïque 24, stage emplois 36, peinture bâtiment 112, coiffure esthétique 120, construction métallique 02, hôtellerie-restauration 237, mécanique moto 03, stage emploi (maintenance informatique) 21, stage emploi (animatrices radio et télé) 03, impression graphique/secrétariat (02), coupe-couture stylisme 43, coupe-couture broderie chinoise 05, boulangerie pâtisserie et transformation agro-alimentaire 26, menuiserie bois 05 et sérigraphie-calligraphie 10
- la mise en stage/emploi de 11 filles pompistes avec les stations TOTAL, de 10 filles commerciales dans les boutiques TOTAL, de 10 filles dans les boulangeries et de 7 en audiovisuel;
- L'appui-accompagnement à la gestion et à l'exploitation des données économiques des promotrices installées dans les AGR et les métiers;
- L'organisation de séances d'animation sur la SRMNIN, la CCSC ayant concernées plus 15 650 filles et femmes, en approche intégrée aux activités de formation aux métiers;
- le renforcement des capacités de trois centres d'autopromotion des femmes est en cours

### **Effets/impacts des interventions d'autonomisation économique des filles et des femmes**

- Sur les 1229 filles installées dans les AGR, le revenu généré par un échantillon de 134 filles, tiré au hasard dans les différentes AGR (embouche bovine, ovine, transformation des produits agroalimentaire etc.) sur une période d'exploitation de 5 mois s'élève à 39 674 375 FCFA soit un revenu mensuel de 59 215 FCFA par fille/femme. Ce résultat montre une nette augmentation du revenu des bénéficiaires qui était en moyenne de 2 470 FCFA par mois selon l'enquête de référence réalisée en 2017 par le Groupe de recherche en économie appliquée et théorique (GREAT) dans le cadre de l'évaluation d'impact des interventions du sous-projet, soit une multiplication par 24 du revenu mensuel par fille au démarrage du SWEED
- Sur les 1 171 filles installées dans les métiers traditionnellement réservés aux hommes, le suivi financier a porté sur un échantillon de 54 filles et femmes sur une période de 4 mois. Le revenu généré par ces bénéficiaires a atteint 18 557 700 FCFA, soit un revenu moyen mensuel par fille de 85 915 FCFA.

### **Santé de la reproduction des adolescents et des jeunes**

- l'organisation des journées d'information par les ONG et le Réseau Islam Population Développement (RIPOD) pour présenter à environ 600 leaders religieux et chefs coutumiers des villages d'intervention du SWEDD, le contenu des 26 fiches pédagogiques du curriculum de formation sur les compétences de vie, la santé de la reproduction et les droits humains à l'usage des mentors pour l'animation des espaces sûrs, les guides pour les CDM et les CDFM;
- la validation et la traduction dans 4 langues nationales des supports d'animation dans les espaces sûrs et les clubs de maris;
- l'édition et la multiplication des supports d'animation pour espaces sûrs, clubs de maris et clubs de futurs maris;
- la sélection et la formation de 187 mentors dont 50 suppléantes pour l'animation des espaces sûrs;
- la sélection et la formation de 150 facilitateurs des clubs des maris et des clubs des futurs maris;
- la formation de 12 principaux formateurs des ONG et des services techniques de la santé et de la jeunesse pour la formation en cascade des mentors en charge de l'animation des espaces sûrs;
- la mise en place et la dotation en équipements, matériels pédagogiques et didactiques des 137 espaces sûrs et des 75 CDM et CDFM mis en place;
- l'animation dans 137 espaces sûrs répartis comme suit : Ségou et Mopti : 52; Kayes : 30, Sikasso : 30 et Koulikoro : 25;
- l'encadrement de 4 455 adolescentes sur la santé reproductive des jeunes, les compétences de vie, le leadership dans les espaces sûrs communautaires avec un taux d'abandon actuel de moins de 10%, 90% des filles recrutées ayant complété la formation pour un engagement contractuel de 80%
- la formation de 15 formateurs de facilitateurs pour l'animation des CDM et des CDFM et la formation de 150 facilitateurs pour l'animation des CDM et des CDFM;

- l'encadrement de 2 076 hommes dont 1 061 en CDM et 1 015 en CDFM pour la promotion de la masculinité positive avec une proportion de 99% des jeunes et hommes recrutés ayant complété la formation (soit un taux d'abandon de 1%) contre un engagement contractuel de 80 %.
- la participation à la mission d'assistance technique du Secrétariat technique régional (STR) sur les espaces sûrs, les CDM et les CDFM.
- la mobilisation et l'implication de 612 leaders communautaires (coutumiers, religieux, leaders d'opinion) dans les activités du sous-projet.

**En conclusion, les différentes interventions du sous projet de renforcement de la santé reproductive des adolescentes et des jeunes (SRAJ) ont permis l'amélioration des connaissances et pratiques des adolescentes relatives à la santé reproductive, les compétences de vie et l'implication des hommes dans la promotion des questions liées à l'égalité de genre l'autonomisation des femmes en général.**

CONTRAINTES ET  
DIFFICULTÉS

- La situation socio-sécuritaire du pays
- La grève des enseignants pendant plus de 4 mois
- L'insuffisance d'enseignants dans certaines écoles
- Les travaux champêtres qui impactent sur la fréquentation des espaces sûrs pendant l'hivernage

## COMPOSANTE 2

### Sous-composante 2-1: Harmonisation de l'enregistrement des médicaments et le contrôle qualité

PRINCIPALES  
RÉALISATIONS

Au titre de la sous-composante 2.1 axée sur le contrôle qualité des médicaments, le processus d'accréditation du LNS a été renforcé avec les activités suivantes :

- le renforcement des capacités technico-analytiques avec l'assistance technique de la firme internationale USP de 32 techniciens du LNS en (i) analyse instrumentale, électrochimie et pharmaco-technique (HPLC, CPG, spectroscopie IR, spectrophotométrie UV-Visible, Karl Fisher, Dissolutest entre autres), (ii) contrôle de la qualité des préservatifs, (iii) tests microbiologiques des médicaments, (iv) métrologie et qualification des équipements, (v) gestion de la santé et de la sécurité en laboratoire;
- le renforcement des capacités du personnel du LNS dans les domaine de (i) l'utilisation pratique et la qualification opérationnelle des équipements, (ii) la mise en place des dispositifs et la formation sur les tests de qualité microbiologique des pyrogènes et de stérilité, (iii) la formation sur la qualification à l'installation de l'ensemble des équipements et matériels du domaine d'accréditation et/ou de préqualification, (iv) l'initiation aux calculs d'incertitude pouvant affecter les résultats d'analyse issus de l'utilisation de certains équipements et matériels, (v) la formation du personnel du laboratoire à la gestion courante de l'hygiène et de la sécurité et (vi) la rédaction et la mise à disposition d'une procédure normalisée de la gestion des déchets au laboratoire;
- le renforcement du management qualité au niveau du LNS en vue de l'accréditation avec la signature d'un contrat d'assistance avec USP et (i) la réalisation de l'audit à blanc, (ii) la finalisation d'un manuel qualité, (iii) la finalisation d'une politique de l'assurance qualité, (iv) la finalisation de 21 procédures opérationnelles standard (POS), (v) la finalisation de 82 enregistrements et (vi) la création de dossiers pour chaque équipement réalisé au sein du laboratoire;
- le calibrage de 6 appareils de: 2 chronomètres, 2 thermo-hygromètres, 1 thermomètre numérique et 1 jeu de poids standard;
- la formation de 14 membres du personnel sur la norme ISO 17025 et sur la mise à jour sur les bonnes pratiques de laboratoire et de documentation;
- la formation du personnel aux principes fondamentaux des incertitudes de mesure;
- l'identification d'un cabinet devant assurer l'audit d'accréditation;
- l'installation d'un système de sécurité réalisée (logiciel de gestion des données et sécurité du laboratoire);
- la participation à la réunion annuelle des directeurs des laboratoires nationaux de contrôle de la qualité des médicaments (Abidjan – Côte d'Ivoire).

---

## Sous-composante 2-2: Amélioration de la chaîne d'approvisionnement

---

PRINCIPALES  
RÉALISATIONS

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet pilote de distribution des médicaments au dernier kilomètre, les activités suivantes ont été réalisées :

- L'organisation d'un atelier d'appropriation et de partage du projet pilote avec l'ensemble des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du pilote de distribution des médicaments jusqu'au dernier kilomètre;
- le lancement officiel du projet pilote de transformation de la chaîne d'approvisionnement jusqu'au dernier kilomètre dans les districts sanitaires de Dioila et Kolokani;
- la formation de 46 gérants de CSCOM sur l'informatique de base (Word et Excel) dans le cadre du projet pilote pour la collecte et la remontée des données de gestion et d'information logistique;
- l'acquisition de matériels informatiques pour les 46 CSCOM retenus pour la mise en œuvre du projet pilote dans la perspective d'une opérationnalisation totale du SIGL;
- l'acquisition et la dotation de 46 CSCOM en palettes et armoires pour le stockage des médicaments et l'archivage des dossiers au compte de;??
- l'acquisition de 2 véhicules pick-up pour la livraison des produits de santé entre le district sanitaire et les 22 CSCOM de Kolokani;
- le recrutement d'un opérateur privé pour la distribution des produits de santé entre le DRC de Dioila et les 26 CSCOM du district sanitaire;
- le recrutement d'un consultant pharmacien pour accompagner la mise en œuvre du projet pilote de transformation de la chaîne d'approvisionnement;
- la formation de 50 gérants et de 46 directeurs techniques des centres de santé sur la gestion de l'information logistique dans le cadre du projet pilote;
- l'évaluation des besoins complémentaires des CSCOM et Dépôts de ventes des médicaments des districts sanitaires de Dioila et Kolokani dans le cadre du pilote;
- la validation de la liste des 69 médicaments essentiels à suivre dans le cadre du projet pilote de distribution des médicaments par le comité technique de coordination et de suivi des médicaments (CTCSME);
- le recrutement d'un assistant pharmacien (basé à la PPM) pour appuyer la PPM dans le suivi de la mise en œuvre du pilote;
- La dotation des aires de stockage au niveau de 02 Districts Sanitaires des régions de Koulikoro et de Dioila et de 46 CSCOM et de 02 dépôts de vente en matériels et équipements de stockage;
- la validation par le Comité de Coordination et de suivi des médicaments essentiels du manuel de procédures administratives de distribution des médicaments dans le cadre du projet pilote;
- la formation d'un pharmacien de la DPM en antibiologie et antibiothérapie à l'Université Nazi Boni – Burkina Faso;
- la réalisation d'une étude sur le plan national de bonne gouvernance pharmaceutique au Mali et la tenue de l'atelier de validation dudit document;
- la mise en place d'un cadre national de bonne gouvernance pharmaceutique.

---

## Sous-composante 2-3: Monitoring régional des stocks de produits contraceptifs

---

PRINCIPALES  
RÉALISATIONS

**Niveau régional**

---

## Sous-composante 2-4: Renforcement des capacités des écoles de formation

---

PRINCIPALES  
RÉALISATIONS

Au titre de la sous-composante 2.4, les activités suivantes ont été réalisées :

- l'appui technique et financier à la DRH – Santé, Développement social et Promotion de la famille pour l'élaboration de l'annuaire statistique 2018 des ressources humaines des départements du secteur santé, développement social et promotion de la famille;
- l'appui technique et financier à la DRH – SSDSPF pour la tenue de l'atelier de renforcement de compétences de 29 agents chargés SIS et appuis RH des 8 districts sanitaires de la région de Ségou pour la mise à jour des données RHS dans la base de données du logiciel SI-GRH;

- l'organisation d'une cérémonie de lancement officiel du master en management des services de santé dans le cadre des centres d'excellence sous la coprésidence du Ministre de l'Éducation nationale et du Ministre du Plan et de l'aménagement du territoire;
- l'organisation de 2 sessions de formation des enseignants (respectivement 20 et 18 enseignants) en approche par compétences (APC) et l'élaboration des plans de cours des semestres 1 et 2 de la filière Management des Services de la Santé du centre d'excellence;
- le démarrage et la poursuite des enseignements dans le centre d'excellence à partir du 21 janvier 2019 avec 32 étudiants dont 7 du Mali, 7 de la Côte d'Ivoire, 7 du Burkina Faso, 7 du Tchad, 2 de la Mauritanie et 2 du Niger;
- la poursuite de l'*Initiative 105 sages-femmes* dans les communes rurales pour rapprocher les services de santé maternelle et infantile de qualité des populations;
- l'organisation d'une mission conjointe Alliance du Secteur Privé pour la Promotion de la Santé au Mali (ASP/PSM) – CNOSF – INFSS – SWEDD d'appui technique au démarrage des 15 cabinets privés de sages-femmes installés avec l'accompagnement du projet SWEDD;
- la préparation du lancement du concours de recrutement de la deuxième cohorte des étudiants maliens pour les trois centres d'excellence;
- la signature d'un avenant à la convention INFSS et SWEDD – Mali pour un appui subsistance aux étudiants nationaux;
- la formation des 15 promotrices des cabinets de sage-femme en gestion, à l'utilisation du nouveau partogramme de l'OMS et au nouveau code de déontologie harmonisé de l'OOAS;
- la réalisation d'une mission de prospection à Koulikoro et à Kayes dans la perspective de l'implantation de l'approche mentorat;
- l'appui à la participation de trois sages-femmes à la Conférence Internationale de la Sage-Femme (Namibie, sept. 2019) sur le thème : « *Les sages-femmes ouvrent la voie à la qualité et à l'équité en Afrique* »;
- la participation à l'atelier bilan de la sous-composante 2.4 (Niamey, Niger).

#### **Impacts/effets dans le cadre de la sous-composante 2.4.**

- Les initiatives de déploiement de 105 sages-femmes et les 15 cabinets privés pour sages-femmes installés ont permis de rapprocher les services santé de la mère et de l'enfant des populations rurales et périurbaines avec une amélioration des indicateurs suivants :
- l'*Initiative 105 sages-femmes* a permis de réaliser 51 336 consultations prénatales, 15 157 consultations post-natales, 13 819 accouchements, 43 149 cas de prise en charge des maladies de l'enfant (PCME), plus de 6 000 séances de causeries éducatives touchant plus de 77 000 femmes avec plus de 19 000 nouvelles utilisatrices de méthodes modernes de planification familiale;
- les 15 cabinets ont réalisé 6 925 consultations curatives, 949 consultations prénatales, 343 consultations postnatales, 350 accouchements, 257 cas de dépistage, 6 899 soins, 2 405 PCME, 486 causeries éducatives ayant touché plus de 5 000 personnes, 2 753 femmes conseillées en matière de PF et plus de 1 000 nouvelles utilisatrices additionnelles de PF.

**Ces initiatives ont permis l'augmentation de 8% de l'effectif national de sages-femmes en activité et de 17% de l'effectif des sages-femmes dans les zones d'intervention du SWEDD pour une période de deux (02) ans.**

---

#### CONTRAINTES ET DIFFICULTÉS

- Multiples réclamations des étudiants
- Difficultés liées à la réhabilitation de la salle du Master

---

#### RECOMMANDATIONS

Suivi rapproché du dossier de réhabilitation de la salle de cours du centre d'excellence avec un autre projet de la Banque mondiale.

---



## COMPOSANTE 3

### Sous-composante 3-1: Renforcement de l'engagement politique

---

#### PRINCIPALES RÉALISATIONS

- la préparation et l'organisation d'une activité sur le thème: « *Le Dividende Démographique Vecteur de Paix et de Sécurité dans le contexte de Crise politique et humanitaire au Sahel: Exemple du Mali et des Pays SWEDD* » en marge de la 52<sup>e</sup> Session de la Commission Population et Développement (CPD) des Nations Unies;
  - la mise en place d'un mécanisme de suivi de la feuille de route nationale du dividende démographique co-présidé par les ministres en charge de la population et des affaires étrangères;
  - la poursuite de la mise en œuvre du Projet *Engagement des Premières Dames ou Engagement de Bamako* avec une grande implication et une mobilisation de la Première dame du Mali;
  - la participation d'une Délégation nationale conduite par le ministre en charge des questions de la population, comprenant des membres du Gouvernement, de l'Assemblée Nationale, de la société civile, des organisations des jeunes et des médias à la Conférence Internationale sur Population et Développement (CIPD+25) avec une communication sur les résultats du Mali/SWEDD en matière de scolarisation et de maintien des filles à l'école (Nairobi – Kenya, novembre 2019).
- 

### Sous-composante 3-2: Élaboration de politiques et renforcement des capacités d'analyse des pays sur les questions de DD

---

#### PRINCIPALES RÉALISATIONS

- la création de l'Observatoire national du Dividende démographique (Loi n°2019 – 016 et Décret n°2019 – 0589 fixant les modalités de son organisation et son fonctionnement);
  - la mise en œuvre en cours d'une feuille de route pour l'opérationnalisation de l'ONDD;
  - la rédaction des rapports 2016 et 2017 du profil national du dividende démographique;
  - la finalisation et la dissémination de 5 rapports de dimension du dividende démographique, de notes d'orientation et de bulletins d'informations sur les dimensions du dividende démographique et sur les bonnes pratiques du projet SWEDD;
  - le développement de plans régionaux de population pour les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et Mopti, cadres d'opérationnalisation de la politique nationale de population et du dividende démographique au niveau;
  - la participation active des experts de l'Observatoire national du Dividende démographique aux travaux de formulation et de validation du cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable (CREDD) 2019 – 2023;
  - la participation technique de cadres nationaux à l'atelier de formation des formateurs sur le guide de programmation du Dividende Démographique dans les politiques et stratégies de développement (Nouakchott – Mauritanie);
  - la constitution, la formation et l'intégration de l'équipe de recherche nationale sur les Comptes nationaux de transfert (*National Transfer Accounts – NTA*) au réseau international NTA;
  - l'organisation de 2 sessions de formation approfondie de 15 membres de l'équipe de recherche (cadres et enseignants – chercheurs) sur la méthodologie des NTA et les méthodes de construction des scénarii;
  - la formation de 10 cadres de haut niveau (du budget, du plan, de la cellule technique CSLP) sur l'approche NTA et autres mesures du dividende démographique;
  - la formation d'une trentaine de membres des organisations de la société civile sur les piliers du dividende démographique et les stratégies de passage à l'échelle des initiatives pilotes;
  - le renforcement des capacités des acteurs nationaux du développement sur l'économie générationnelle et le concept de dividende démographique;
  - la participation aux consultations sur la mise en place d'un Observatoire régional du dividende démographique;
  - la participation de l'Équipe Nationale NTA Mali à la première Conférence africaine sur les NTA (NTA – Africa);
-

- la planification de la mise en œuvre d'un projet pilote UNECA<sup>2</sup> – MALI – CREG<sup>3</sup> sur l'analyse budgétaire du *Demographic Dividend Monitoring Index (DDMI)*;
- la formation de 7 cadres de la DNP en méthodologie de recherche en science sociale;
- la formation achevée de 3 Maliens en Master démographie à l'Institut de Formation et de Recherche en Démographie (IFORD, Yaoundé) et de 2 cadres de la Direction des Finances et du Matériel en passation de marchés;
- l'octroi de 3 bourses de formation et de recherche dont 1 thèse en économie générationnelle, 1 thèse en population et urbanisation et 1 Master à l'Institut Supérieur des Sciences de Population (ISSP – Ouagadougou);
- Intégration de l'équipe NTA Mali dans le réseau international NTA;
- Formation de 7 cadres de la DNP en méthodologie de recherche en sciences sociales pour améliorer la qualité des productions scientifiques et d'identifier les problèmes nouveaux et émergents de population;
- Élaboration des plans régionaux de population dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et Mopti pour opérationnaliser le dividende démographique dans la planification régionale.

RECOMMANDATIONS Opter pour une seule procédure de passation

### Sous-composante 3-3: Renforcement des capacités de mise en œuvre

<p>PRINCIPALES RÉALISATIONS</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• le renforcement du fonctionnement de l'Unité d'exécution du projet;</li> <li>• la production régulière des rapports d'avancement, des demandes de remboursement de fonds (DRF) et de rapports de suivi financier (RSF);</li> <li>• la mise en place (en cours) d'une base de données permettant d'apprécier l'impact des AGR et des métiers sur les bénéficiaires;</li> <li>• la production des statistiques sur les différentes interventions et la mise à jour régulière des indicateurs du cadre des résultats;</li> <li>• la réalisation de l'audit annuel des comptes 2018 avec une certification sans réserve des bilans présentés;</li> <li>• la participation à la réunion des coordonnateurs et au comité régional de pilotage (Abidjan - Côte d'Ivoire);</li> <li>• la tenue régulière des instances de pilotage et de supervision au niveau national (comité national de pilotage);</li> <li>• la réalisation de missions de suivi sur le terrain;</li> <li>• la participation à la visite du Manager communication de la Banque mondiale au Mali;</li> <li>• la participation à la mission de documentation des bonnes pratiques avec le Secrétariat Technique Régional (STR) du Projet SWEDD;</li> <li>• l'appui à la documentation de l'initiative cabinet privé par la Banque mondiale;</li> <li>• la participation aux rencontres stratégiques du MATP et des autres Départements, de la Banque mondiale et des autres partenaires;</li> <li>• la participation au Forum Partenariat Public-Privé (Abidjan Côte d'Ivoire) pour la mobilisation de financements additionnels au profit des interventions dans les domaines de l'éducation, de la santé de la reproduction et de l'autonomisation des femmes;</li> <li>• l'organisation et la tenue des consultations techniques relatives à la formulation de la phase 2 du Projet Autonomisation des femmes et Dividende Démographique au Sahel (SWEDD).</li> </ul>
-------------------------------------	--

2 United Nations Economic Commission for Africa (Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique)

3 Centre Régional d'Excellence pour la Formation en Économie Générationnelle



## COMPOSANTE 1

## Sous-composante 1-1: Communication pour le changement de comportement

PRINCIPALES  
RÉALISATIONS**Le renforcement de capacités pour le CCSC**

Cette communication pour le changement social et comportemental est le fruit conjugué des efforts du secrétariat technique du SWEDD régional et le projet SWEDD Mauritanie. Elle consiste à mettre en œuvre la stratégie de communication élaborée par l'ensemble des acteurs et revue avec l'assistance technique du bureau COGEP. Ce plan a été validé lors de la réunion tenue à cet effet le jeudi 10 janvier 2019 dans les locaux du SWEDD. Les différents acteurs de mise en œuvre ont bénéficié de formations pour la réalisation des objectifs de la stratégie.

C'est ainsi que les membres de **la sous-commission de communication** ont bénéficié d'une formation pour la prise en main du site web, de la page Facebook, du compte Twitter et de la chaîne YouTube.

**12 trackers** ont été recrutés et formés pour assurer un suivi de la fréquence des spots diffusés dans les radios au niveau des zones d'intervention du projet. La formation des trackers, s'est déroulé les 18 et 19 février à Aioun.

**La chargée de communication du SWEDD Mauritanie** a pris part au sommet de la francophonie sur le changement social et de comportements: «Surmonter les obstacles en santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et de nutrition». Les participants des UGP venus des 07 pays SWEDD et des représentants de l'UNFPA, de la Banque mondiale ainsi que des représentants: des boîtes de communication chargées de l'appui à la mise en œuvre de la CCSC, de DMI, de PROMUNDO et d'autres acteurs qui travaillent dans le domaine du changement social et de comportement tel que l'USAID, Save the Children, l'Université John Hopkins se sont réunis à l'hôtel Radisson, à Abidjan, du 25 au 27 février 2019.

**Les jeunes** ont été encadrés par une équipe dont les experts du SWEDD qui ont animé des conférences-débats sur le thème ainsi que des travaux en atelier sur quatre thématiques: Planification familiale, Jeunesse, Civisme et Développement durable. Le SWEDD a aussi co-animé l'atelier VBG avec l'UNFPA. Ceci dans le cadre du forum national de la jeunesse placée sous le Patronage de Son Excellence le Premier Ministre, Monsieur Mohamed Salem Ould BÉCHIR, qui regroupa 150 jeunes de l'ensemble du pays et dont le thème est «Tous engagés pour le Développement Durable et la Capture du Dividende Démographique», organisé par le Ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) du 2 au 3 mai 2019. Durant deux jours, les participant(e)s, qui ont été sélectionné(e)s suivant des critères objectifs liés à leur engagement, ont eu l'occasion de se connaître, d'échanger et de partager sur les dangers qui guettent la jeunesse en général mais surtout de proposer les meilleurs moyens pour tirer profit du Dividende Démographique.

**Les principaux leaders religieux** de la Mauritanie ont pris part, à Nouakchott du 13 au 15 février 2019, avec leurs pairs à l'Atelier régional pour la Formation de Formateurs de Leaders religieux sur les Questions de Population. Cet atelier, qui a vu la participation des pays SWEDD et du Sénégal, avait pour objectifs de:

- Finaliser et approuver le curriculum régional développé par le SWEDD sur les interprétations de l'Islam des questions de population;
- Dispenser le contenu du curriculum, sous forme d'une formation des formateurs aux leaders religieux qui dupliqueront cette formation en cascade dans leur pays;
- Renforcer les capacités d'une cohorte de leaders religieux afin qu'ils puissent agir en tant qu'acteurs du changement dans les communautés où ils travaillent en faveur de l'autonomisation des filles et des femmes.

---

À la suite de cette formation des principaux leaders religieux, il a été organisé la formation concomitante des leaders religieux des quatre willayas dans les capitales Aïoun, Néma, Kiffa et Sélibabi du 29 avril au 1er mai 2019. Ces **200 leaders religieux** sont issus de la cartographie des religieux. Ils sont choisis par les Délégués Régionaux sur des critères tels que : disponibilité, sérieux et rigueur, participation, implication, fréquentation et présence aux activités et travaillant sous la direction du directeur régional du MAIEO. Ils ont été formés comme relais pour organiser des sessions de sensibilisation (porte-à-porte, réunions communautaires et prêches du vendredi) dans leur communauté et pour appuyer les jeunes relais communautaires et les animateurs des clubs de futurs maris dans leurs séances de sensibilisation et de formation. Ces relais ont élaboré des plans d'action et le Directeur régional du MAIEO dans chaque willaya est chargé de consolider leurs rapports et de les renvoyer au MAIEO qui les transmet à son tour au SWEDD.

Les thèmes de l'atelier, tirés du contenu du curriculum élaboré avec l'appui du Centre Islamique International pour la Recherche et les Études en Population de l'Université al-Azhar, ont fait l'objet des communications suivantes :

- Foi et santé reproductive/autonomisation des femmes
- Dividende démographique dans le monde musulman (référence à la déclaration du symposium au Tchad et de la Mauritanie)
- Problèmes de Genre et Islam
- Planning familial
- Autonomisation sociale et économique des femmes au sein du ménage et de la communauté
- Violence fondée sur le genre tout au long de la vie, y compris le mariage d'enfants et les MGF
- Protection de l'enfance et pratiques néfastes traditionnelles telles que le mariage précoce et la grossesse précoce
- Santé génésique des adolescents et des jeunes.
- Planification familiale et espacement des naissances
- Éducation des filles et poursuite de l'éducation formelle pour les filles
- Compétences en communication (élaborer le bon message)
- Prêche du vendredi, mise en œuvre pratique et critique

**Une quinzaine de journalistes mauritaniens**, tous médias confondus, se sont constitués en réseau pour accompagner et soutenir les engagements de la Mauritanie. Le réseau « Média Pop Dev » a ainsi vu le jour à l'issue d'un atelier organisé à l'initiative du Fonds des Nations Unies pour la Population en partenariat avec le Département en charge de la communication (Ministère de la Culture, de l'Artisanat et des Relations avec le Parlement) les 17 et 18 novembre à Tiguint.

#### **La réalisation de la campagne médiatique**

La campagne médiatique bat son plein et touche plus de 280 000 personnes. Elle s'accomplit principalement par le biais des mass media, notamment Radio Mauritanie. Elle s'organise aussi autour des leaders religieux de la zone d'intervention et les pairs (jeunes relais).

**Les spots radio** diffusés visent les adolescents, les adolescentes et leurs parents qui, dans la réalité mauritanienne, ont le dernier mot dans la décision des jeunes de continuer leur scolarisation, de se marier, d'utiliser des méthodes modernes de contraception quand ils/elles se marient et ou d'exercer des activités économiques. Quatre spots qui reflètent le quotidien des jeunes et des adolescentes avec des histoires captivantes et la diffusion des thématiques de la scolarisation des filles, l'autonomisation économique des femmes, le mariage des enfants, l'espacement des naissances. Suivant le plan média convenu avec Radio Mauritanie dans le contrat signé, 8 diffusions quotidiennes sur une durée de 8 mois sont effectives pour une première étape. La diffusion des spots sur le mariage précoce et celui sur l'autonomisation financière des femmes a été reprise pour la seconde fois. Le spot sur le mariage précoce a été rediffusé au mois d'août et celui sur l'autonomisation financière des femmes a été rediffusé le mois de septembre.

Radio Mauritanie a été visitée par la Directrice des Opérations de la Banque mondiale pour la Mauritanie le 12 mars 2019 accompagnée d'une importante délégation ; elle a suivi une présentation sur Radio Mauritanie et a écouté les spots en présence des actrices et des acteurs qui ont joué dans les spots et des religieux qui ont accompagné les spots par des messages. Un échange de discours entre le Directeur général de Radio Mauritanie et la Directrice des Opérations et une séance de questions-réponses se sont déroulés durant la visite.

---

Le suivi de la diffusion continue à être assuré à travers les 12 trackers recrutés. Chacun d'entre eux utilise le poste radio qui lui a été fourni pour assurer le suivi de la diffusion des spots et remplit et renvoie régulièrement les fiches de suivi hebdomadaire au bureau du SWEDD.

La formation des trackers a été bénéfique et un groupe WhatsApp a été mis en place pour échanger et discuter des questions relatives au suivi. Ci-dessous le témoignage de 2 trackers issus de l'Assaba et du Guidimakha sur l'importance de ces spots et leur impact immédiat sur les cibles à leur proximité (parents, amis et voisins). L'importance de l'intervention des chefs religieux a été mise en exergue par tous les trackers, dont certains pensent qu'il faut reprendre les spots sur la scolarisation des filles et l'autonomisation des femmes en y incluant la voix des chefs religieux qui font leur promotion. On n'en est pas encore à l'évaluation de la campagne médiatique, mais il est important d'utiliser ces trackers qui ont été formés à faire des activités de communication de proximité telles que les porte-à-porte et des réunions de quartier.

### **Diffusion des messages validés par les opérateurs mobiles**

Des messages qui expliquent les méfaits des mariages d'enfants et les grossesses précoces ont été diffusés largement à travers MAURITEL, le principal opérateur de téléphonie mobile en Mauritanie, pendant l'été, période de vacances et de retrouvailles mais aussi de célébrations de mariage dans nos régions ciblées.

**Les journalistes** relayent dans la presse locale écrite et électronique (en français et en arabe) les principaux événements organisés par le SWEDD ou l'UNFPA qui ont trait aux problèmes de population ou à la capture du dividende démographique pour lesquels ils ont été sensibilisés à travers des ateliers organisés à leur intention. Le dernier a été organisé en novembre 2019 à Tiguint, par l'UNFPA. Parmi ces événements on a :

**La commémoration du 8 mars 2019** : SWEDD Mauritanie a participé activement aux activités commémoratives à l'occasion de la journée internationale de femme, le 8 mars 2019, qui a été célébrée cette année sous le thème « La décennie de la femme mauritanienne » où les activités du projet telles que le transport des filles qui facilite l'accès aux établissements du secondaire à plus de 8 000 filles a été exposé.

**Le Forum national des Jeunes**, placé sous le Patronage de Son Excellence le Premier Ministre, Monsieur Mohamed Salem Ould BÉCHIR, qui regroupa 150 jeunes de l'ensemble du pays et dont le thème est « Tous engagés pour le Développement Durable et la Capture du Dividende Démographique », organisé par le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) du 2 au 3 mai 2019, auquel le SWEDD a participé activement.

Par ailleurs, la documentation de l'expérience mauritanienne a nécessité une mission qui s'est déroulée du 21 au 26 juillet 2019 à Sélibabi, à 700 km de Nouakchott. Elle met en lumière le rôle que jouent les chefs religieux (Oulémas) pour contribuer à changer les normes sociales et à autonomiser les femmes et les filles en organisant des séances de sensibilisation, en participant à des spots radio avec des messages du Coran.

Une vidéo et des séries d'interviews ont été produites en plus des photos. Mme Sylvie NÉNONENE, la Chargée de Communication de la Banque mondiale Vincent TREMEAU et la chargée de Communication ont été accompagnée dans cette mission par deux Imams, un représentant du ministère des Affaires Islamiques et de l'Enseignement Original, du Président de la sous-commission de communication et la Chargée de Communication du SWEDD, Mauritanie. Malheureusement comme les établissements du secondaire étaient en vacances, l'expert n'a pas pu prendre des photos des activités relatives au transport et aux cybers du SWEDD, néanmoins des séances avec le club des futurs maris de Sélibabi et avec le relais communautaire d'Agoinit, ville située à 20 km de Sélibabi, chacun en ce qui le concerne, et qui ont regroupé les membres du club des futurs maris et des jeunes filles dans des séances live de sensibilisation autour des thématiques du SWEDD.

### **Communication autour du projet, de ses thématiques et de ses activités**

- Une composante CCSC a été intégré aux formations des mentors des espaces sûrs et des relais communautaires pour assurer la prise en compte des facteurs influant sur le changement social et de comportements qui se sont déroulées du 25 mars au 1er avril 2019 dans les quatre willayas cibles du projet.

- Le site web, qui a été recadré, et la page Facebook du projet sont alimentés au fur et à mesure des activités planifiées et à l'occasion de la Journée internationale de la femme, les épisodes des séries réalisés dans le cadre de la campagne médiatique régionale SWEDD pour promouvoir des comportements positifs et sains aux niveaux personnel, familial et sociétal ont été diffusés à travers les comptes Twitter et YouTube, le site web et la page Facebook de SWEDD Mauritanie.
- Une composante CCSC a été intégrée à la formation des animateurs des clubs des futurs maris pour assurer la prise en compte des facteurs influant sur le changement social et de comportements qui s'est déroulée du 28 mai au 2 juin 2019 dans les quatre willayas cibles du projet.
- la page Facebook du projet a atteint 525 «likes» bien que nous ne l'ayons pas boosté; elle reprend les activités phares du projet et nous avons besoin d'être plus interactifs avec les abonnés et d'inviter tous les jeunes relais, animateurs qui ont un compte Facebook actif.
- toutes les activités du SWEDD sont postées sur le site et la page Facebook.
- le site web et la page sont alimentés au fur et à mesure des activités planifiées et à l'occasion des journées Internationales; les épisodes des séries réalisés dans le cadre de la campagne médiatique régionale SWEDD pour promouvoir des comportements positifs et sains aux niveaux personnel, familial et sociétal ont été diffusés à travers les comptes Twitter et YouTube, le site web et la page Facebook de SWEDD Mauritanie.

Échos du terrain, des témoignages pris sur le vif des activités sur le terrain:

<https://youtu.be/FLtULUOghI>

### **L'implication des religieux**

La nécessité et la volonté d'impliquer les leaders religieux en capitalisant sur les acquis de l'atelier de Ndjamen et la formation à l'Université al-Azhar au Caire, a conduit la Mauritanie à abriter à Nouakchott du 7 au 10 mai 2018, une conférence régionale sur le thème «Engagement des leaders des réseaux religieux pour la capture du dividende démographique». Dans le cadre de la mise en œuvre de la feuille de route qui concrétise l'implication des religieux, le plan d'action issue de la «Déclaration de Nouakchott» continue à être mis en œuvre. La formation des formateurs a été organisée. Elle a été suivie par la formation concomitante des leaders religieux des quatre willayas d'intervention. Le réseau national des leaders religieux a été formalisé.

### **Atelier Régional pour la Formation de Formateurs de Leaders Religieux Sur Les Questions de Population, Nouakchott du 13 au 15 février 2019**

Cet atelier, qui a vu la participation du Sénégal en plus des pays SWEDD, avait pour objectifs de :

- Finaliser et approuver le curriculum régional développé par le SWEDD sur les interprétations de l'Islam des questions de population;
- Dispenser le contenu du curriculum, sous forme d'une formation des formateurs aux leaders religieux qui dupliqueront cette formation en cascade dans leur pays;
- Renforcer les capacités d'une cohorte de leaders religieux afin qu'ils puissent agir en tant qu'acteurs du changement dans les communautés où ils travaillent en faveur de l'autonomisation des filles et des femmes.

Les trois thèmes de l'atelier (mariage précoce, MGF et scolarisation des filles) tirés du contenu du curriculum élaboré avec l'appui du Centre Islamique International pour la Recherche et les Études en Population de l'Université al-Azhar, ont fait l'objet de communications.

### **Formation concomitante des leaders religieux des quatre willayas dans les capitales Aioun, Néma, Kiffa et Sélibabi du 29 avril au 1er mai 2019**

200 chefs religieux issus de la cartographie des religieux ont été formés comme relais pour organiser des sessions de sensibilisation (porte-à-porte, réunions communautaires et prêches du vendredi) dans leur communauté et pour appuyer les jeunes relais communautaires et les animateurs des clubs de futurs maris dans leurs séances de sensibilisation et de formation. Ces relais ont élaboré des plans d'action et le Directeur régional du MAIEO dans chaque willaya est chargé de consolider leurs rapports et les renvoyer au MAIEO qui les transmet à son tour au SWEDD.

---

Les thèmes de l'atelier, tirés du contenu du curriculum élaboré avec l'appui du Centre Islamique International pour la Recherche et les Études en Population de l'Université al-Azhar, ont fait l'objet des communications suivantes :

- Foi et santé reproductive/autonomisation des femmes
- Dividende démographique dans le monde musulman (référence à la déclaration du symposium au Tchad et à la Déclaration de Nouakchott)
- Problèmes de Genre et Islam
- Planning familial
- Autonomisation sociale et économique des femmes au sein du ménage et de la communauté
- Violence fondée sur le genre tout au long de la vie, y compris le mariage d'enfants et les MGF
- Protection de l'enfance et pratiques néfastes traditionnelles telles que le mariage précoce et la grossesse précoce
- Santé génésique des adolescents et des jeunes
- Planification familiale et espacement des naissances
- Éducation des filles et poursuite de l'éducation formelle pour les filles
- Compétences en communication (élaborer le bon message)
- Prêche du vendredi, mise en œuvre pratique et critique

#### **Mise en place et formalisation des réseaux des leaders religieux**

Suite à l'élaboration du curriculum régional pour les religieux et la formation du pool de formateurs, une série d'ateliers et d'activités de sensibilisation pour faire passer le contenu de ce curriculum auprès de 10 000 bénéficiaires a été organisée. Le bureau du réseau national a été mis officiellement en place le 16 décembre 2019. Il faut noter qu'au niveau régional les réseaux ont déjà commencé leurs activités de sensibilisation de proximité.

---

### **Sous-composante 1-2: Autonomisation des filles et des femmes**

---

#### PRINCIPALES RÉALISATIONS

#### **Sous-projet « autonomisation des femmes et filles déscolarisées et non scolarisées »**

Ce sous-projet cible les filles non scolarisées et déscolarisées des willayas Hodh El Charghi, Hodh El Gharbi, Assaba et Guidimagha. Chef de file de ce sous-projet, le MASEF coordonne les interventions qui permettent de fournir aux cibles des informations (à travers les espaces sûrs), de l'encadrement et des ressources pour mener des activités génératrices de revenus afin de s'autonomiser.

#### **Espaces sûrs :**

6 000 femmes et filles ont participé aux 188 espaces sûrs mis en place par le SWEDD Mauritanie. Le long processus qui a conduit à ce résultat a débuté par une visite au Nigéria pour s'imprégner de l'expérience, suivi de l'adaptation au contexte mauritanien des curriculums avec une implication des leaders religieux, la formation d'un pool de formateurs, le recrutement et la formation des mentores et chargées de suivi, l'équipement des espaces sûrs et le lancement officiel des séances.

#### **La formation d'un pool de formatrices des mentores et chargées de suivi des espaces sûrs**

s'est tenue à Nouakchott du 4 au 9 février 2019. La formation de 20 formatrices issues du MESFTP, du MEJS, du MASEF et du PNSR s'est déroulée en collaboration avec les points focaux des ministères concernés, et le groupement CIDE/BUMEC. Cette activité a connu également la présence de deux représentantes du dispositif des espaces sûrs au Nigeria, de M. Babacar FALL, consultant international ayant élaboré le curriculum régional pour l'animation des espaces sûrs et de M. Khaled Moulaye IDRIS, consultant national recruté pour l'illustration du curriculum révisé et l'élaboration d'une boîte à outils.

**La première phase de la formation des mentores et chargées de suivi des espaces sûrs** du MESFTP, MEJS et MASEF s'est déroulée du 25 au 30 mars 2019 dans les capitales régionales de l'Assaba, du Guidimagha, du Hodh Charghi et du Hodh Gharbi. Ces quatre ateliers conjoints de formation des mentores et chargées de suivi des espaces sûrs sont organisés par l'UEP SWEDD avec l'appui des représentants régionaux des ministères : le Délégué Régional de l'Éducation Nationale, le Délégué Régional de la Jeunesse et des Sports et la Coordinatrice Régionale du MASEF ; des points focaux, et du groupement CIDE/BUMEC.

---

---

Sur les 215 mentores et chargées de suivi sélectionnées par les trois ministères concernés lors des missions d'identification, 209 ont participé aux formations, soit un taux de participation de plus de 97%.

**Les équipements des espaces sûrs** sont disponibles partout pour l'animation de leurs séances. Ces équipements respectent les conditions de l'espace sûr : simple et convivial. Ils sont donc composés de nattes, d'ustensiles de thé et d'autres boissons, de puzzles, de Ludo, de banderoles d'animation, etc. De plus, chaque espace sûr a été doté d'un budget de fonctionnement pour les petits achats du type : bissap, thé, sucre, fotaye, gâteaux, etc. ; qui permettent aux filles de passer un moment agréable tout en acquérant de nouvelles compétences. Cet aspect convivial de l'espace sûr est très apprécié par ces filles qui ont rompu avec le système scolaire ou non jamais été scolarisées.

**Le lancement officiel des espaces sûrs** fait suite aux ateliers de formations des mentores et chargées de suivi tenus dans les capitales régionales. Les missions de suivi menées par le MASEF, en collaboration avec ses directions régionales et le groupement CIDE/BUMEC ont permis d'assister les mentores et chargées de suivi dans l'ouverture officielle de leurs espaces sûrs. Les missionnaires ont donc supervisé la séance d'ouverture en présence des filles bénéficiaires, mais aussi des familles et des chefs religieux pour les informer des modalités de mise en œuvre de l'activité et les sensibiliser sur les impacts positifs qu'elle aura sur leurs filles et sur la communauté.

**La deuxième phase de la formation des mentors des espaces sûrs** du MESFTP, MEJS et MASEF s'est déroulée du 15 au 18 juillet 2019, en respectant la même méthodologie : chaque atelier était animé par un formateur ou une formatrice principale qui était en charge de dispenser les différentes présentations et d'expliquer les séances du curriculum en plénière. A l'issue de cette deuxième formation, les mentores maîtrisent la deuxième partie du curriculum dispensé ainsi que l'utilisation des outils d'animation proposés. Elles mettent en pratique leurs acquis durant les simulations de groupe et ont pu faire le bilan des trois premiers mois de mise en œuvre de leur activité : les succès, les échecs, les difficultés, les solutions. Elles partagent entre elles les expériences.

#### **AGR et entrepreneuriat des femmes**

Afin de concentrer les efforts du projet, 12 localités bénéficiaires d'espaces sûrs ont été retenues pour la mise en place du dispositif d'AGR qui permettra le financement de 100 microentreprises de femmes. Le choix des localités a été fait en tenant compte du potentiel économique des régions et des exigences de l'évaluation d'impact.

Un marathon de l'entrepreneuriat « MOUNTIJA<sup>4</sup> » pour l'entrepreneuriat des femmes a été organisé et doit aboutir à la formation de 1 200 femmes à l'entrepreneuriat, et la sélection des 100 microentreprises féminines. 16 localités des 4 régions d'intervention, ont été sillonnées du 11 au 13 septembre 2019 avec 3 grandes activités : i) une formation des 20 lauréates de la compétition des produits phares des régions ; ii) le tirage au sort des 100 porteuses de micro-projets issues des localités ; iii) la cérémonie officielle de remise des financements aux 20 lauréates.

**La formation des 20 lauréates** a été réalisée avec l'appui de deux experts en entrepreneuriat et coaching des PME, les participantes ont suivi une formation de deux jours sur : i) la validation du besoin et de l'offre, ii) la vente et la rentabilité ; iii) la gestion financière ; iv) la préparation au financement (modalités d'encaissement).

**Le tirage au sort des 100 porteuses de micro-projets** issus des localités cibles a été réalisé en présence des représentants des walis des wilayas d'intervention, des Coordinatrices régionales du MASEF et mentores des localités recrutées pour le coaching des filles. Ce tirage a été fait sur la base d'une pré-sélection réalisée par le SWEDD à travers l'étude des dossiers de candidatures par les deux experts diligents. Seuls les projets jugés viables ont été retenus pour le tirage au sort. Il est prévu un montant de 20 000 MRU pour chaque micro-projet.

**La cérémonie officielle de remise des financements** a été marquée par la présence effective de quatre ministres du gouvernement mauritanien issu de la dernière élection présidentielle. Parmi ceux-ci, l'ancien coordinateur technique du projet SWEDD promu Ministre de l'Enseignement Secondaire et Technique et de la Formation Professionnelle.

---

4 MOUNTIJA: mot arabe et hassaniya, synonyme du mot « productive » "productive" en français, utilisé dans le sens de la participation économique de la femme. Il est important de donner un nom local à cette activité qui pourra se répéter plusieurs fois en fonction des ressources disponibles



---

Un classement des 60 candidates des capitales régionales ayant concouru à la compétition des produits phares de la région a été réalisé par un jury féminin présidé par le MASEF et appuyé par deux experts en microfinance diligentés par le SWEDD. Le jury a retenu les financements à allouer par projet conformément aux recommandations des experts et en tenant compte de l'enveloppe budgétaire prévue. Ces financements seront attribués aux femmes sélectionnées sous forme de prêts remboursables selon des modalités fixées par le projet. Ce fonctionnement permettra de recycler ces prêts pour financer d'autres activités et faire bénéficier ainsi plus de femmes.

**L'AGR relative au transport scolaire** fait suite à l'acquisition de 12 bus pour le transport des filles des établissements bénéficiaires de cette activité. Le MASEF, en collaboration avec le MESTFP, le Groupement CIDE/BUMEC et l'UEP SWEDD a mené deux missions de terrain pour le lancement effectif de cette activité. Ces missions de terrain ont permis de recruter les chauffeurs et accompagnatrices des bus et de mettre en place le système d'AGR pour la pérennité de cette activité. Le transport scolaire a démarré dans de bonnes conditions dans les 12 localités bénéficiaires, et connaît un réel succès auprès des communautés, qui demandent son maintien et son élargissement aux autres établissements.

#### **Sous-projet « maintien et réussite des filles au secondaire »**

Le sous-projet du MESTFP est intervenu auprès de 6 000 filles du secondaire à travers la fourniture de plus de 2 600 bourses aux filles d'une soixantaine d'établissements secondaires de la zone cible, le transport scolaire par une douzaine de bus, l'organisation de cours de soutien au profit de plus de 5 000 filles en classe d'examen (brevet et BAC) et la création d'espaces sûrs fréquentés par plus de 1 900 participantes. Il vise par ce sous-projet à maintenir les filles au secondaire et à pallier à la baisse drastique du niveau de scolarisation des filles lors du passage du fondamental au secondaire et entre les deux cycles du secondaire.

#### **La distribution du cash transfer et l'organisation du transport scolaire**

Conditionnée par la réalisation de la situation de référence, la première distribution des bourses n'a pu être réalisée qu'en février-mars 2019 et la seconde distribution en mai-juin 2019. Cette bourse est attribuée pour subvenir aux besoins de première nécessité de la fille. Pour rappel, la pauvreté et l'éloignement de l'établissement secondaire ont été cités comme facteurs de l'abandon scolaire. La liste finale des boursières n'a été reçue qu'en fin janvier 2019. Les filles éligibles sont sélectionnées et tirées au sort par l'équipe de recherche sous la supervision de l'équipe de mise en œuvre. Dans cette opération de grande envergure, et sur les 3 579 filles recensées par les chercheurs comme pouvant bénéficier de bourses, 2 604 d'entre elles ont pu être répertoriées et ont bénéficié des bourses.

Le transport scolaire bénéficie à plus de 700 élèves-filles abonnées et à plus de 500 non abonnées. Ainsi, près de 1 200 filles du secondaire sont transportées par la douzaine de bus mis en service et dont la gestion est assurée par les AGR créées à cet effet. Celles-ci sont supervisées conjointement par le MASEF et le MESTFP.

#### **L'organisation des cours de soutien et la mise en place des cybers**

Les cours de soutien ont démarré dès le retour des congés du premier trimestre (c'est-à-dire, le 07 janvier 2019), offrant ainsi plus de temps aux bénéficiaires. Les listes des inscrites à ces cours de soutien dépasseraient largement les effectifs enregistrés en 2018.

Par ailleurs, les huit cybers réhabilités et équipés l'année passée sont fonctionnels. Les chargées de la gestion des cybers ont été recrutées et formées. Les élèves-filles des établissements concernés, ainsi que leurs professeurs, ont à leur portée (i) une documentation riche et variée relative aux programmes en vigueur, installée sur les machines (comportant les différents manuels scolaires produits par l'IPN, et d'autres sources sélectionnées par les inspecteurs disciplinaires), et (ii) une connexion Internet. Les professeurs disposent, ainsi, d'une banque importante de données pour enrichir les enseignements.

---

---

### **Les espaces sûrs et la sensibilisation pour le changement social et comportemental.**

En raison des vacances scolaires, cette activité a été momentanément suspendue pour reprendre en novembre 2019. On peut cependant rappeler que les espaces sûrs en milieu scolaire visent à fournir aux filles des compétences de vie, en particulier des informations relatives à l'hygiène, au mariage des enfants, à l'espacement des naissances, à la santé de la reproduction, etc. Le changement social et comportemental visé doit contribuer à maintenir la fille à l'école. Pour cela, la sensibilisation est nécessaire à la fois au niveau des concernées et au niveau des personnes qui influencent leurs choix.

C'est ainsi que les séances d'animation ont été lancées dans les 67 espaces sûrs répartis dans les 30 établissements identifiés par les chercheurs internationaux. Elles auront touché près de 1900 élèves-filles.

### **Sous-projet « promotion de l'adolescente »**

Les réalisations ont porté principalement sur la mise en place des espaces sûrs destinés à conforter l'autonomisation et les compétences personnelles de 1500 adolescentes et jeunes filles et une formation organisée du 31 mars au 02 avril 2019 en faveur des relais des associations de jeunes filles et adolescentes dans les zones d'intervention du projet.

- 39 membres des bureaux du réseau régional de chaque willaya ont été formés et informés sur la santé de la reproduction, sur la santé maternelle, néonatale et infantile, sur les avantages de l'espacement des naissances, sur la nécessité de l'allaitement maternel exclusif, sur les bienfaits de la planification familiale;
- 39 membres des bureaux des réseaux et associations des jeunes de chaque willaya d'intervention du projet ont été informés et formés sur les techniques de la communication pour le changement social et du comportement;
- 39 membres des bureaux du réseau des associations des jeunes de chaque willaya d'intervention du projet ont été informés et sensibilisés sur les retombées positives d'une bonne santé de la reproduction, du maintien des filles au secondaire, de l'autonomisation des femmes et sur la capture du Dividende Démographique;
- 39 membres des bureaux du réseau ont été dotés de supports de communication, de modules de formation et de boîtes à images en faveur de la promotion des comportements positifs et constructifs;
- 39 membres des bureaux du réseau des associations des jeunes de chaque willaya ont reçu une boîte à outils et un module de formation. Ces outils servent à doter les relais communautaires de techniques de communication et qu'elles puissent contribuer de façon significative à l'appropriation des bonnes pratiques par les adolescentes et les jeunes et par les parents et les communautés.

### **Espace sûrs**

La mise en œuvre de 51 espaces sûrs au profit de jeunes filles et adolescentes âgées entre 14 et 19 ans dans les localités bénéficiaires du projet. L'espace sûr est un espace sécurisé et spécifique, choisi au niveau de la localité suivant des critères de convenance et réservé aux jeunes filles et adolescentes non scolarisées et en situation de vulnérabilité pour assurer leur épanouissement et leur formation en SRAJ, SR et CV en matière de protection et d'autonomisation personnelle. Pour ce faire, une formation de six jours a été organisée au profit des mentores et chargées de suivi qui ont en charge l'encadrement des participantes à ces espaces sûrs.

---

#### CONTRAINTES ET DIFFICULTÉS

La possibilité d'exploiter les bus comme AGR afin de pouvoir générer le coût de leur fonctionnement n'est pas encore prouvée.

La distribution des bourses a été réalisée par les agents du SWEDD, pour en faire bénéficier le plus de filles et dans les meilleurs délais. En effet, l'attente de la procédure de recrutement de l'agent payeur n'aurait pas permis une distribution de bourse cette année.

---

#### RECOMMANDATIONS

À l'avenir, envisager un transport scolaire plus adapté aux besoins des filles et moins onéreux, ainsi que l'ouverture d'internats offrant la possibilité aux filles de trouver un habitat propice pour la continuation de la scolarité, près de l'école et dans des conditions sécurisées.

La distribution des bourses doit être confiée, au plus vite, à un agent payeur.

---

## COMPOSANTE 2

### Sous-composante 2-1: Harmonisation de l'enregistrement des médicaments et du contrôle de qualité

---

PRINCIPALES RÉALISATIONS	<p>Dans le cadre de l'harmonisation de l'enregistrement et du contrôle de qualité des produits SRMINN, il était planifié de former une équipe de 6 personnes au niveau DPL sur l'harmonisation de l'enregistrement de médicaments. Cette formation nécessite d'identifier une institution d'accueil et de formaliser l'accord de l'institution à travers un courrier entre la Direction des Pharmacies et Laboratoires (DPL) et l'institution d'accueil.</p> <p>La DPL est en processus d'identification d'une nouvelle institution d'accueil à cette formation et doit fournir au projet SWEDD des TDRs avec les dates actualisées de la période et le lieu de formation.</p> <p>Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du LNCQM, un renforcement des capacités du Laboratoire National de Contrôle de Qualité des Médicaments (LNCQM) à travers l'extension et la mise aux normes de ses locaux est inscrit dans le plan d'action du SWEDD.</p> <p>Un processus de sélection pour le recrutement d'un bureau spécialisé en étude architectural a été effectué et un bureau a été retenu pour effectuer cette étude afin d'élaborer des plans architecturaux conformes aux exigences de la norme ISO/CEI 17025 pour le laboratoire de contrôle des médicaments de la Mauritanie.</p> <p>L'avant-projet de cette étude architecturale est préétablie, nécessitant beaucoup plus de questions et de choix pour la phase de conception générale du projet. Pour cette étape, une mission de déplacement de l'expert de l'étude est prévue durant cette période en Mauritanie pour des questions de finalisation de l'étude.</p>
--------------------------	--

---

### Sous-composante 2-2: Amélioration de la chaîne d'approvisionnement

---

PRINCIPALES RÉALISATIONS	<p>Les efforts de la Mauritanie en vue d'améliorer la performance de la chaîne d'approvisionnement SRMINN se poursuivent, dans la perspective de la mise en place du modèle de distribution au dernier km en Mauritanie, dénommé « projet EMEL ». Un certain nombre de préalables sont requis dont l'élaboration et la validation des outils de EMEL et la formation en cascade des gestionnaires de stock au niveau des PPS de la zone pilote du projet SWEDD afin de s'assurer que les différents maillons de la chaîne d'approvisionnement disposent de ressources humaines qualitativement adéquates. Certaines étapes du processus de mise en place du projet EMEL ont été réalisées comme annoncé dans le rapport du premier semestre 2019. La suite des étapes se poursuivra, il s'agit des activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Mise en place d'un stock de 8 mois au niveau de la CAMEC</li><li>• Recrutement d'un opérateur privé de distribution des produits</li><li>• Mise aux normes des conditions de stock des PPS</li><li>• Élaboration d'un plan de distribution vers les PPS</li><li>• Élaboration d'un plan de supervision et de grilles de supervision</li><li>• Mise en place d'un système de retour d'information (SIGL)</li></ul>
CONTRAINTES ET DIFFICULTÉS	Sous-composante sous-budgétisée
RECOMMANDATIONS	Rechercher des partenaires de mise en œuvre pour combler certains gaps et envisager des réallocations entre sous-composantes

---

### Sous-composante 2-3: Monitoring régional des stocks de produits contraceptifs

---

PRINCIPALES RÉALISATIONS	<p>En vue de participer à la mise en place d'un système régional de monitoring des produits contraceptifs, il a été planifié de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Mettre en place un SIGL harmonisé national</li><li>• Mettre en place l'outil iTrack pour le suivi des performances des chaînes d'approvisionnement, avec l'appui d'UNFPA</li></ul> <p>Pour la mise en œuvre de cette sous-composante, l'instance de la coordination technique régionale avait recruté un binôme de consultants (national et international) en octobre 2018 pour l'accélération de cette sous-composante et sa mise en œuvre effective. Cette assistance a permis de former dix-sept acteurs nationaux représentant les structures et institutions impliquées dans l'animation de la plateforme iTrack au cours d'un atelier de trois jours. Pendant l'atelier, il a été procédé en partie à la mise à jour de l'échéancier des activités de la sous-composante 2.2, l'ensemble des activités et des étapes a été mis à jour, mais l'actualisation des dates de réalisation de ces activités n'est pas allée à son terme au cours de l'atelier.</p>
--------------------------	--

---

### Sous-composante 2-4: Renforcement des capacités des écoles de formation

---

PRINCIPALES RÉALISATIONS	<p>En plus des réalisations faites au cours du premier semestre, parmi les activités menées au cours du 3<sup>e</sup> trimestre, la plus marquante a été la formation en SONU au profit de 75 prestataires (40 au Hodh El Charqui et 35 au Hodh El Gharbi) exerçant dans les 2 Hodh, qui s'est déroulée du 03 au 12 juillet 2019.</p> <p>Les 30 futurs professeurs adjoints techniques de la santé ont fini leur premier semestre d'études à l'ENSSS.</p>
CONTRAINTES ET DIFFICULTÉS	Sous-composante sous-budgétisée
RECOMMANDATIONS	Envisager des réallocations

---

## COMPOSANTE 3

### Sous-composante 3-1: Renforcement de l'engagement politique

---

#### PRINCIPALES RÉALISATIONS

La Mauritanie continue à bénéficier de l'assistance technique de l'UNFPA à travers: i) le secrétariat technique régional du projet et ii) le bureau pays, qui met à la disposition du pays un assistant technique à temps plein. Au besoin et en fonction du profil requis, les chargés de programme interviennent pour accompagner le projet dans sa coordination, sa mise en œuvre et son suivi-évaluation. Les réunions de coordination entre le projet SWEDD et le bureau pays servent à rendre compte de l'état de mise en œuvre et de renforcer les synergies pour l'atteinte des objectifs communs. C'est ainsi que Nouakchott a abrité en février 2019 l'atelier régional de renforcement des capacités d'un pool de formateurs nationaux pour chacun des pays SWEDD. Il a accueilli également l'atelier des religieux et des juristes.

**Visite du Vice-président de la Banque mondiale région Afrique (VPBP):** Les Projets «Autonomisation des femmes et Dividende Démographique (SWEDD, Mauritanie)» et «TEKAVOUL» ont eu l'honneur de recevoir Son Excellence M. Hafez M. H. GHANEM, Vice-président de la Banque mondiale pour la Région Afrique le jeudi 05 décembre 2019 dans les locaux de l'École Nationale Supérieure de la Santé de Nouakchott. Cette visite, qui entre dans le cadre d'une visite officielle de son Excellence en Mauritanie, sera marquée par plusieurs rencontres officielles dont:

- La rencontre avec le Président de la République, Son Excellence Monsieur Mohamed Ould Cheikh EL GHAZOUANI au palais présidentiel;
- La rencontre avec le Délégué Général à la Solidarité Nationale et à la Lutte contre l'Exclusion «TAAZOUR», M. Mohamed Mahmoud BOUASSRIYA.

Des bénéficiaires du projet se sont déplacés pour témoigner de l'impact positif des activités du SWEDD sur leur vie de tous les jours. Étaient présents aussi les chefs religieux qui ont pris part aux activités de sensibilisation et de communication du projet. Des présentations du projet des espaces sûrs ont été faites et un film sur les échos du terrain a été projeté. Le Vice-président de la Banque mondiale, satisfait de sa visite, a réitéré son appui au SWEDD et a remercié l'UNFPA de l'appui technique.

Les témoignages de certains bénéficiaires recueillis pendant la visite du Vice-président de la Banque mondiale région Afrique peuvent être consultés aux liens ci-dessous;

Un animateur de club de futurs maris : <https://youtu.be/5URr4dr228A>;

Une bénéficiaire des espaces sûrs : <https://youtu.be/WX8j5yNB6oo>;

Une bénéficiaire du cours de soutien : <https://youtu.be/Fzy5mlgYf3U> .

C'était aussi l'occasion pour le Chargé du suivi-évaluation du SWEDD de parler du SWEDD : <https://youtu.be/Oy1NP6RJNLo>.

---

### Sous-composante 3-2: Élaboration de politiques et renforcement des capacités d'analyse des pays sur les questions de DD

---

#### PRINCIPALES RÉALISATIONS

La mise en place de l'observatoire nationale du dividende démographique participe au renforcement des capacités pour l'élaboration des politiques de suivi et d'évaluation liées aux questions du dividende démographique. Avant d'arriver à sa formalisation par un décret du Ministre de l'Économie et de l'Industrie, il a été produit le rapport national sur le suivi du dividende démographique.

Pour alimenter cet observatoire, le SWEDD participe au financement de l'enquête démographique de santé (EDS). Une convention est en cours de préparation pour mettre à la disposition de l'ONS 200 000 \$.

Pour contribuer à mettre la capture du dividende démographique au cœur de la politique nationale de population (PNP), le projet a financé l'élaboration de la PNP. Désormais, ce plan pourrait contribuer aux efforts pour l'inscription du DD dans les plans sectoriels et le développement d'un plan d'action en faveur du DD.

---

---

Il s'est tenu en février 2019, à Nouakchott, l'atelier régional de renforcement des capacités d'un pool de formateurs nationaux pour chacun des pays. Cet atelier a permis de s'approprier le guide de programmation élaboré par le bureau régional de l'UNFPA articulé autour de 9 étapes. L'utilisation de ce guide permettra également de passer de la théorie à l'action dans le cadre de la mise en œuvre de la feuille de route de l'UA sur le DD et de faciliter l'intégration des défis liés au DD dans les documents de politiques nationales de développement.

Pour appuyer l'Université de Nouakchott à intégrer les questions de population dans ses curricula, un consultant national a été recruté. Il est associé à un consultant international pour enrichir le travail à réaliser. L'association des deux profils (un sociologue et un démographe) pour fournir à l'université une proposition pertinente a permis la prise en compte des expériences d'autres entités. Le rapport provisoire a fait l'objet d'un atelier de restitution.

---

### Sous-composante 3-3 : Renforcement des capacités de mise en œuvre

---

#### PRINCIPALES RÉALISATIONS

Le plan de renforcement de capacité de l'unité de gestion du projet est à ce jour exécuté de manière progressive. Il s'y ajoute les différents ateliers de renforcement de capacité réalisés au niveau régional. C'est ainsi qu'une forte délégation mauritanienne a été formée à Abidjan sur GEMS. Suite à cette formation, la cartographie des interventions de SWEDD Mauritanie a commencé par des soumissions à travers le portefeuille Mauritanie. Les équipes disposent d'un compte KoBoToolBox pour la collecte de données.

Il faut signaler que l'équipe du SWEDD Mauritanie a vu la promotion de deux de ses membres. Le Coordinateur technique de SWEDD Mauritanie a été désigné par le Président de la République, nouvellement élu, en qualité de Ministre de l'Enseignement Secondaire Technique et de la Formation Professionnelle. L'Assistant technique chargé de la Chaîne d'approvisionnement a été nommé Directeur des Pharmacies et Laboratoires. Ces promotions témoignent de la qualité du travail accompli et interviennent à un moment clé de la vie du projet.

Enfin, les frais de fonctionnement de l'UCP (carburant, frais postaux, eau, électricité, fournitures et consommables, loyers, entretien et réparation, maintenance froid, entretien, nettoyage, visibilité, publication, assurance...) ont été pris en charge pour la rendre opérationnelle.

---



**COMPOSANTE 1**

**Sous-composante 1-1: Communication pour le changement de comportement**

PRINCIPALES RÉALISATIONS	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Parution du bulletin du projet</li> <li>• Campagne nationale de communication pour le changement social et comportemental en cours dans la zone d'intervention</li> <li>• Rédaction d'un article événementiel sur la participation du Niger à la conférence internationale pour la population et développement</li> </ul>
--------------------------	--

CONTRAINTES ET DIFFICULTÉS	RAS
----------------------------	-----

RECOMMANDATIONS	RAS
-----------------	-----

**Sous-composante 1-2: Autonomisation des filles et des femmes**

PRINCIPALES RÉALISATIONS	<p><b>SP/Autonomisation des filles et des femmes</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Suivi des interventions du sous-projet par les comités régionaux</li> <li>• Formation de 70 conseillers et animateurs des dispositifs d'information et d'orientation des filles sur les filières</li> <li>• Clôture du programme de formation de 1 623 filles et femmes en compétences de la vie courante, santé de la reproduction, genre et droits humains, gestion financière et alphabétisation</li> <li>• Appui à l'élaboration de 105 plans d'affaire collective par les apprenantes</li> <li>• La dotation des centres de formation en équipements et matières d'œuvre pour la formation aux métiers des filles en mécanique rurale, électricité bâtiment, couture, cuisine, agro-sylvo-pastoralisme, maçonnerie</li> </ul>
--------------------------	--

	<p><b>SP/ES/Clubs des futurs maris</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 199 sur 200 espaces sûrs sont fonctionnels avec 19 888 adolescentes pour les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> cycle et le recrutement de la 3<sup>e</sup> vague d'adolescentes pour 100 espaces sûrs ;</li> <li>• 4 776 sessions modulaires réalisées dans les espaces sûrs ;</li> <li>• Démarrage de 723 clubs de futurs maris sur les 800 prévus, avec 8 734 participants sur 10 000 prévus ;</li> <li>• 1 487 séances d'animation des sessions modulaires ont été réalisées dans les clubs des futurs maris ;</li> <li>• Les séances d'alphabétisation en cours dans tous les espaces sûrs ;</li> <li>• Formation du personnel animateur du 1er et 2e cycle soit 468 agents composés de 200 mentors, 200 alphabétiseurs et 68 facilitateurs communautaires (FACOM).</li> </ul>
--	--

	<p><b>Poursuite des sessions modulaire et de l'alphabétisation dans les ES du 2<sup>e</sup> cycle :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 94 ES fonctionnels sur 97 mis en place</li> <li>• Sessions modulaires: 27 sur les 28 prévues, soit un taux de réalisation de 96,42 %</li> <li>• Sessions alpha: 47 réalisées sur les 56 prévues, soit un taux de 84,8 %</li> <li>• Dialogue communautaire: moyenne de 6 par ES sur les 7 prévus, soit un taux de réalisation de 85,71% ;</li> <li>• Nombre de club fonctionnels: 661</li> <li>• Nombre de futurs maris ayant régulièrement suivi les séances d'animation: 8037</li> </ul>
--	--

---

SP/ Toutes les Filles à l'École

- Ateliers de formation des COGES sur l'ouverture des comptes pour les bourses destinées aux filles du secondaire;
- Campagne de sensibilisation dans les établissements abritant les filles boursières réalisée par le MES;
- Atelier de finalisation et de reproduction d'un guide d'utilisation des fiches pédagogiques genre sensible réalisé par le MEP;
- Attribution de kits d'excellence à 397 bénéficiaires issues des classes de réinsertion et des cours de soutien au primaire;
- 2 367 filles boursières du secondaire 2018/2019, sur 2 400 prévues; celles-ci aussi sont bénéficiaires des cours de soutien;
- 1 934 filles du primaire pour les cours de soutien sur 1 667 élèves prévues;
- 2 034 bénéficiaires des cours de réinsertion au primaire sur 2 857 prévues;
- 2 146 bénéficiaires des cours de coaching sur 3 600 prévues;
- 1 934 enseignants du primaire formés;
- 795 filles boursières ont bénéficié des cours de soutien au secondaire

---

CONTRAINTES ET DIFFICULTÉS	L'animation est suspendue au niveau de 3 espaces sûrs sur instruction des principaux chercheurs J-PAL
----------------------------	---

---

RECOMMANDATIONS	Les 3 ES seront pris en compte au 3 <sup>e</sup> cycle
-----------------	--

---

## COMPOSANTE 2

### Sous-composante 2-1: Harmonisation de l'enregistrement des médicaments et le contrôle de qualité

---

PRINCIPALES RÉALISATIONS	RAS
--------------------------	-----

---

CONTRAINTES ET DIFFICULTÉS	RAS
----------------------------	-----

---

RECOMMANDATIONS	RAS
-----------------	-----

---

### Sous-composante 2-2: Amélioration de la chaîne d'approvisionnement

---

PRINCIPALES RÉALISATIONS	<ul style="list-style-type: none"><li>• Vulgarisation du plan stratégique d'approvisionnement : (i) <b>934 exemplaires</b> du plan stratégique ainsi que du plan de suivi-évaluation reprographiés et vulgarisés,</li><li>• Réunion de vulgarisation avec les PTF : <b>27 participants</b>,</li><li>• Réunion de vulgarisation avec les directions nationales et programme de santé avec <b>19 participants</b>,</li><li>• Réunion de vulgarisation avec la douane, la police, la gendarmerie et la justice : <b>32 participants</b>,</li><li>• Validation du manuel SIGL,</li><li>• Formation de 19 maîtres formateurs et 5 représentants des PTF sur le manuel SIGL,</li><li>• Formation de 40 gestionnaires de la région de Niamey sur le manuel SIGL,</li><li>• Orientation des responsables et superviseurs de la chaîne d'approvisionnement de la région de Niamey (DRSP, MCD, responsables de programme) sur les procédures et outils de gestion logistique des produits de santé à usage humain</li></ul>
--------------------------	---

---



---

### Sous-composante 2-3: Monitoring régional des stocks de produits contraceptifs

---

PRINCIPALES RÉALISATIONS RAS

---

CONTRAINTE ET DIFFICULTÉS RAS

---

RECOMMANDATIONS RAS

---

### Sous-composante 2-4: Renforcement des capacités des écoles de formation

---

PRINCIPALES RÉALISATIONS Renforcement des capacités de 25 formateurs des régions cibles sur le Genre et la Gestion de l'Hygiène Menstruelle

- Acquisition de 10 minibus de 32 places chacun;
- Acquisition de cinq véhicules 4X4 de supervision;
- Prise en charge des étudiantes en Master (Frais d'études, Bourse de subsistance, Transport et Loyer et Assurance maladie);
- Prise en charge des étudiantes en Licence Soins Obstétricaux (Bourse de subsistance, Scolarité);
- Élaboration et validation des outils de stage (Master);
- Financement des activités de Santé communautaire et financement du stage communautaire;
- Acquisition de matériel et équipement de laboratoire de développement de compétences;
- Acquisition de matériel audiovisuel;
- Acquisition de mobilier de bureau;
- Mission de supervision dans les écoles de formation des sages-femmes;

---

## COMPOSANTE 3

### Sous-composante 3-1: Renforcement de l'engagement politique

---

PRINCIPALES RÉALISATIONS

- Renforcement des capacités des Directeurs régionaux et départementaux du ministère de la Population sur le Dividende Démographique;
- Renforcement des capacités de cinq (5) cadres du ministère de la Population à Lomé au CFA sur « comment tirer profit de la capture du DD »;
- Un dispositif de suivi d'exécution des activités sur le terrain a été mis en place et un arrêté de création du dispositif de suivi de l'exécution des sous-projets a été signé par la Ministre de la Population;
- Un atelier de plaidoyer auprès des parlementaires a été réalisé et 100 cadres des différents ministères intervenant dans l'élaboration des politiques et stratégies de développement ont été formés au concept de dividende démographique et à la prise en compte de ses dimensions dans les politiques de développement du pays.

---

CONTRAINTE ET DIFFICULTÉS RAS

---

RECOMMANDATIONS RAS

---

---

### Sous-composante 3-2: Élaboration de politiques et renforcement des capacités d'analyse des pays sur les questions de DD

---

PRINCIPALES RÉALISATIONS	<ul style="list-style-type: none"><li>• Consultations régionales sur l'Observatoire Régional du Dividende Démographique et Renforcement de Capacités sur le «Demographic Monitoring Index» (DDMI)</li><li>• Équipe national de 11 cadres NTA (National Transfer Account) qui ont été formés et renforcés en 2018 et 17 autres cadres formés en 2019 ;</li><li>• 5 études, leur fiche signalétique et rapports élaborés sur les thématiques du DD</li><li>• Conférence NTA AFRICA sur l'agenda 2035</li></ul>
--------------------------	--

---

CONTRAINTES ET DIFFICULTÉS	RAS
----------------------------	-----

---

RECOMMANDATIONS	RAS
-----------------	-----

---

### Sous-composante 3-3: Renforcement des capacités de mise en œuvre

---

PRINCIPALES RÉALISATIONS	<ul style="list-style-type: none"><li>• Mission du niveau régional sur la composante 2</li><li>• Réunion de planification des activités du PTBA 2020</li><li>• CTN sur le PTBA 2020</li><li>• Comité de Pilotage du PTBA 2020</li></ul>
--------------------------	---

---

CONTRAINTES ET DIFFICULTÉS	RAS
----------------------------	-----

---

RECOMMANDATIONS	RAS
-----------------	-----

---



## COMPOSANTE 1

## Sous-composante 1-1: Communication pour le changement de comportement

PRINCIPALES RÉALISATIONS	<p><b>Publication des messages via les réseaux sociaux et le site web du projet</b></p> <p>Les messages de communication sur les activités du projet ont été régulièrement publiés à travers les réseaux sociaux, à savoir Twitter, Facebook et le site web du projet.</p> <p><b>Résultats obtenus :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 26 439 personnes touchées à travers Twitter</li> <li>• 13 118 personnes touchées à travers Facebook</li> <li>• 3 097 personnes ont visité le site web du projet</li> <li>• 698 visites réalisées dans le site</li> </ul>
CONTRAINTES ET DIFFICULTÉS	Le manque de ressources a contraint le projet à limiter les actions de communication aux réseaux sociaux.
RECOMMANDATIONS	Les démarches sont en cours entre le gouvernement et la Banque mondiale pour l'allocation de ressources additionnelles.

## Sous-composante 1-2: Autonomisation des filles et des femmes

PRINCIPALES RÉALISATIONS	<p><b>Distribution des intrants agricoles complémentaires aux groupements féminins</b></p> <p>Dans le cadre de l'appui aux groupements féminins, le projet a procédé à la distribution des semences maraichères et de matériels agricoles composés de motopompes, grillages, brouettes, pelles, etc.</p> <p>Ces appuis s'inscrivent dans la continuité des activités agricoles amorcées par le projet, notamment dans le cadre du maraichage. En ce qui concerne les semences maraichères, en tout, quatorze variétés ont été acquises. Il s'agit de variétés améliorées, adaptées aux conditions climatiques des différentes localités, acquises grâce à l'appui des services techniques et des ONG de mise en œuvre.</p> <p>Cette opération de distribution a été suivie de sessions de formations au profit des bénéficiaires du département de Bokoro (Gambir et Bokoro). Elles ont été animées par les services techniques de l'ANADER et la délégation du ministère de la femme de ces zones et a touché <b>112 personnes (75 personnes à Bokoro et 42 à Gambir)</b> et ont permis de renforcer les capacités techniques des bénéficiaires en connaissance et maîtrise des méthodes pratiques de placement des plantes et aménagements des sites maraichers.</p> <p><b>Installation et équipement des ateliers de dépannage au profit des filles formées dans le domaine des énergies renouvelables</b></p> <p>Dans le souci de rendre opérationnelles les 168 lauréates de la formation en énergies renouvelables, le projet a acquis et mis à la disposition des bénéficiaires des kits d'installation composés de marteau, tournevis, pince, clés, décodeurs, écran téléviseur, ainsi que des kits individuels.</p> <p>Notons que quatre ateliers d'installation et de dépannage de panneaux solaires, électricité bâtiment et antennes paraboliques ont également été ouverts dans quatre localités de la zone d'intervention du projet. Grâce à ces ateliers, ces filles, majoritairement mères, ont un revenu régulier qui leur permet de subvenir aux besoins de leur famille.</p>
--------------------------	---

---

### **Effets des appuis en équipements agricoles sur le rendement des groupements**

Grâce à l'appui apporté par le projet aux organisations féminines dans le domaine agricole, à travers les outils modernes de production, leur production a connu un rendement significatif.

En effet, dans la plupart des zones rurales d'où sont issues les bénéficiaires, les travaux champêtres se pratiquaient à l'artisanal avec les moyens rudimentaires. Les superficies totales emblavées pour l'ensemble des quatre régions étaient à peine de 152 hectares, soit 70 ha pour le Hadjer Lamis, 6 pour le Lac et 76 pour le Salamat.

Avec l'appui considérable du projet à travers la dotation en tracteurs, motoculteurs, motopompes, arrosoirs, charrues, charrettes et autres matériels, les superficies emblavées ont considérablement augmenté, passant des 152 à 632 ha lors de la campagne agricole 2017-2018, puis à 1980,5 ha en 2018-2019. D'où une superficie de 2623 ha emblavées durant ces deux campagnes. Durant cette dernière campagne, une modique somme de **12 933 000 FCFA** a été encaissée par les groupements détenteurs d'équipements collectifs de production.

### **Reprise des activités de formation dans les espaces sûrs communautaires**

L'évaluation nous a permis de conclure que les filles ont massivement suivi les modules enseignés dans les espaces sûrs communautaires.

Sur **11 350** filles enrôlées, 10 533 ont complété le programme dans les espaces sûrs communautaires visant à renforcer leurs connaissances en SR, compétences de vie, genre et droits humains, soit un taux intéressant d'achèvement de 93 % pour un taux d'abandon faible avec 7 %.

### **Activités de sensibilisation des jeunes filles des Centres de Lecture et d'Animation Culturelle**

Les quatre Centres de Lecture et d'Animation Culturelle de la zone d'intervention du projet ont été appuyés par le projet en matériels en vue de la sensibilisation des jeunes sur les cinq thématiques du projet (scolarisation des filles, mariage d'enfants, autonomisation des femmes, grossesses précoces et Dividende Démographique), avec un accent particulier sur les méfaits des grossesses et maternités précoces.

Au cours du quatrième trimestre, 6 977 jeunes filles et adolescentes ont été touchées à travers ces campagnes de sensibilisation.

### **Activités des centres d'accueil (Internat)**

Afin de pallier le besoin d'hébergement des filles vulnérables devant poursuivre leur scolarité dans les centres urbains mais n'ayant pas de famille d'accueil, le projet a créé vingt-quatre (**24**) centres d'accueil au niveau de **4** provinces pour leur prise en charge. Ainsi 600 filles vulnérables ont été hébergées et un soutien pédagogique a été apporté afin de leur permettre de rehausser également leur niveau. Sur les **600** filles placées en internat, l'on note une performance impressionnante. 557 filles sur 600 sont admises en classe supérieure, soit un taux d'admission de 93 %. Le taux d'abandon reste faible avec 46 départs volontaires des centres d'accueil.

Le taux d'admission au baccalauréat est intéressant : sur **41** filles issues des 4 provinces ayant composé, toutes séries confondues, 24 ont réussi, soit un taux de réussite de 59 %. Les provinces du Salamat et du Lac se disputent les deux premières positions, avec un taux de réussite respectif de 100 % (3 sur 3) et 95 % (21 sur 22).

### **Reprise des activités des espaces sûrs scolaires**

Les 2 651 filles qui suivent les modules dans les espaces sûrs scolaires visant à améliorer leurs compétences de vie et leurs connaissances en matière de santé de la reproduction ont repris les activités. Pour l'année 2019, 1 133 filles sur 2 651 ont complété le programme, soit un taux d'achèvement de 43 %.

---

---

### Effets des appuis matériels et financiers sur la scolarisation des filles

Des **10 000** filles bénéficiant des interventions du projet à travers les frais d'inscription, la dotation en kits et uniformes scolaires, **8 409** d'entre elles sont admises en classe supérieure, soit un taux d'admission de **84%** pour la zone du projet.

En ce qui concerne l'abandon, on enregistre **83** départs sur **10 000**, soit un taux d'abandon de 8%. Le mariage demeure la principale cause d'abandon. Dans la seule province du Kanem, sur les 16 filles ayant abandonné l'école, 8 étaient mariées. Ce taux est de 10% dans le Lac.

Sur 883 candidates au baccalauréat dans les 4 provinces, 198 sont admises, soit un taux de réussite de 22%. Sur 612 filles ayant composé le BEP, 524 sont admises, soit un taux de réussite de 86%.

---

CONTRAINTES ET DIFFICULTÉS	Manque de ressources financières, beaucoup d'activités planifiées dans le PTA 2019 n'ont pas été réalisées.
----------------------------	---

---

## COMPOSANTE 2

### Sous composante 2-1: Harmonisation de l'enregistrement des médicaments et le contrôle qualité

---

PRINCIPALES RÉALISATIONS	<p><b>Formation des cadres du ministère de la Santé Publique</b></p> <p>Trois (03) cadres de la Direction de la Pharmacie, des Médicaments et de la Pharmacopée, structure du ministère de la Santé abritant le LNCQ, ont suivi plusieurs sessions de formation sur les modules en lien direct avec le LNCQ, notamment en Homologation et Inspection pharmaceutique. Ces formations se sont déroulées à Tunis, en Tunisie.</p> <p><b>Recrutement du personnel</b></p> <p>Deux (02) spécialistes qualifiés en laboratoire ont été recrutés et ont intégré l'équipe qui se charge du pilotage du LNCQ pour appuyer l'opérationnalisation du Laboratoire National de Contrôle de Qualité des Médicaments (LNCQM).</p>
RECOMMANDATIONS	Allouer de ressources additionnelles au projet pour rendre opérationnel ce laboratoire.

---

### Sous-composante 2-2: Amélioration de la chaîne d'approvisionnement

---

PRINCIPALES RÉALISATIONS	<p><b>Définition des besoins du Système d'Information et de Gestion Logistique (SIGL) unifié</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Avec l'appui d'un consultant international et d'un consultant national, le SIGL a été élaboré et validé suite à une démarche de large consensus autour du présent SIGL, afin de rendre effective son opérationnalisation sur le terrain.</li><li>• À cet effet, plusieurs ateliers techniques ont été tenus du 22 octobre 06 novembre au Musée National et au CPA.</li></ul>
--------------------------	---

---

### Sous-composante 2-3: Monitoring régional des stocks de produits contraceptifs

---

PRINCIPALES RÉALISATIONS	<b>Aucune activité planifiée</b>
--------------------------	----------------------------------

---

## Sous-composante 2-4: Renforcement des capacités des écoles de formation

### PRINCIPALES RÉALISATIONS

#### Activités des sages-femmes et enseignantes contractuelles

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de la formation et de l'encadrement des étudiants sages-femmes dans les 7 écoles, le projet a recruté quarante-cinq (45) sages-femmes et maïeuticiens et huit (08) enseignantes dont la mission est d'encadrer les élèves sages-femmes en stage rural. Une partie de ces sages-femmes ont été déployées dans les structures sanitaires situées en zone rurale et jamais desservies.

Dans leurs sites d'affectation, ces contractuelles ont été d'une utilité certaine pour les communautés dans la prise en charge des femmes et des filles.

Grace à ces sages-femmes, les résultats suivants ont pu être obtenus à sur l'ensemble des sites d'affectation:

Accouchements assistés	CPNVT	CPN1	CPN2	CPN3	CPN4	PFVT	NU
12 071	28 193	11 621	7 468	4 625	2 103	12 235	4 933

#### Poursuite de la formation des étudiants dans les centres d'excellence régionaux

Les vingt-un (21) candidats pour la formation en Master dans les centres d'excellence régionaux (Bamako, Niamey et Abidjan) dans trois disciplines, à savoir la Pédagogie, la Santé de la Reproduction et le Management des Services de Santé, poursuivent normalement leur cursus. Par contre, le recrutement de 21 autres candidats supplémentaires n'a pas démarré faute de ressources.

#### Élaboration des guides de référence

Avec l'appui d'un consultant national, deux guides de référence ont été élaborés, dont l'un en techniques de formation et l'autre en techniques d'encadrement clinique au profit des élèves sages-femmes en Licence en Science Infirmières et Obstétricales. L'atelier de validation de ces documents s'est tenu au Centre d'Accueil et de Formation de Mara, du 22 au 25 juin 2019.

### CONTRAINTES ET DIFFICULTÉS

Manque de ressources financières; beaucoup d'activités planifiées dans le PTA 2019 n'ont pas été réalisées.

## COMPOSANTE 3

### Sous-composante 3-1: Renforcement de l'engagement politique

### PRINCIPALES RÉALISATIONS

#### Financement du plan d'action du Conseil supérieur des Affaires Islamiques

Le Financement du plan d'action des religieux a permis d'intensifier les campagnes de sensibilisation sur les thématiques SWEDD dans l'ensemble de la zone d'intervention du projet. Ces campagnes de sensibilisation ont permis d'atteindre les résultats ci-après:

- **1 310** leaders religieux, enseignants des centres coraniques, femmes prédicatrices ont été formées et sensibilisées sur les thématiques SWEDD;
- **262 660** personnes touchées par des séances de sensibilisation à travers les lieux de culte.

La mise en œuvre du plan d'action des religieux a contribué à influencer les normes sociales afin de faire rallier un nombre important des leaders communautaires (1 310) autour des thématiques du SWEDD. L'implication des imams prêcheurs, des femmes prédicatrices, des oulémas, des enseignantes des centres d'alphabétisation a été un succès et a permis de favoriser la prise de conscience collective autour des thématiques SWEDD.

---

### **Appui à l'organisation de la Journée Mondiale de la Population Édition 2019**

Avec l'appui du projet, le ministère de l'Économie et de la Planification du Développement, à travers la Direction de la Population et du Développement humain, a organisé dans la province du Borkou les festivités marquant la Journée Mondiale de la Population Édition 2019.

L'objectif visé à travers cette manifestation est de baliser le terrain en perspective de l'élaboration d'un plan de développement provincial impliquant l'ensemble des acteurs du développement de la province du Borkou.

Trois aspects étaient pris en compte par la mission conjointe :

- Le volet médico-sanitaire surtout la santé de la reproduction (sensibilisation, planification familiale, consultation prénatale, consultation gynécologique et curative);
- La campagne de dépistage volontaire;
- La vaccination des enfants en milieu nomade au sud Borkou, dans la ville de Faya et ses environs.

Lors de ces opérations :

- 1518 enfants ont bénéficié de six types de vaccins, notamment BCG, Polio, DTC/Penta, VAR, Méningocoque, VAT1-VAT5.

42 femmes ont bénéficié des Consultations prénatales, 57 de la Consultation gynécologique et 8 de la Consultation curative.

---

#### CONTRAINTES ET DIFFICULTÉS

Manque de ressources financières; beaucoup d'activités planifiées dans le PTA 2019 n'ont pas été réalisées.

---

### **Sous-composante 3-2: Élaboration de politiques et renforcement des capacités d'analyse des pays sur les questions de DD**

---

#### PRINCIPALES RÉALISATIONS

#### **Atelier de formation sur le thème: « Consultations régionales sur l'Observatoire Régional du Dividende Démographique et Renforcement de Capacités sur le « Demographic Dividend Monitoring Index » (DDMI) à Somone, au Sénégal**

Il s'est tenu à Somone, au Sénégal, du 21 au 26 octobre 2019, un atelier de formation sur le thème: Consultations régionales sur l'Observatoire Régional du Dividende Démographique et Renforcement de Capacités sur le « Demographic Dividend Monitoring Index » (DDMI) organisé par CREG-CREFAT, auquel trois cadres du projet ont pris part.

L'objectif principal de ces consultations est d'induire une compréhension commune des experts des observatoires nationaux sur l'observatoire régional (conception, dimensions, pilotage) et de renforcer leurs capacités en matière du DDMI.

#### **Renforcement des capacités des cadres nationaux en population et développement**

La prise en charge des bourses d'études en Master et en Recherche pour six (06) étudiants à l'IFORD de Yaoundé (Cameroun) et à l'ISSP de Ouagadougou (Burkina Faso). On compte quatre (04) Doctorants et trois (03) étudiants en Master en Démographie.

#### **Atelier de dissémination des rapports sur le suivi du processus de capture du dividende démographique**

Il s'est tenu le 26 novembre 2019, à l'hôtel Radisson Blu, à N'Djamena, un atelier de dissémination des rapports sur le suivi du processus de capture du dividende démographique organisé par l'ONDD.

Outils stratégiques importants pour l'information des acteurs de développement et l'éclairage des décideurs sur l'autonomisation des femmes et l'atteinte du dividende démographique, les rapports élaborés par l'équipe de l'ONDD ont été vulgarisés lors de cet atelier auquel ont assisté une centaine de participants, dont des ministres, des directeurs, des représentants d'institutions partenaires de développement, le TTL de projet SWEDD et la Banque mondiale.

---

---

### Élaboration des monographies régionales

Onze (11) monographies ont été élaborées et validées lors d'un atelier de deux semaines avec la participation de toutes les parties provenant des provinces couvertes. Des monographies supplémentaires sont en relecture par les experts du cabinet ATEP.

---

#### CONTRAINTES ET DIFFICULTÉS

Manque de ressources financières; beaucoup d'activités planifiées dans le PTA 2019 n'ont pas été réalisées.

---

### Sous-composante 3-3: Renforcement des capacités de mise en œuvre

---

#### PRINCIPALES RÉALISATIONS

##### **Mission de suivi de l'administrateur de la Banque mondiale**

Une équipe conduite par M. Jean-Claude TCHATCHOUANG a effectué une mission de suivi de la mise en œuvre des activités du projet SWEDD Tchad à Mani dans la Province de Hadjer Lamis en date du 17 septembre 2019.

Cette visite a pour but d'une part de s'enquérir des activités des groupements agricoles et leurs réalisations et d'apprécier l'appui de l'UGP aux bénéficiaires sur le terrain et d'autre part de s'entretenir avec les autorités administratives et traditionnelles de la localité.

Lors de son passage, la mission a obtenu les résultats suivants :

- Les champs des groupements féminins sont visités;
- Des échanges ont eu lieu avec les membres des groupements;
- Des échanges ont eu lieu avec les femmes tractoristes sur leurs activités;
- Des échanges ont eu lieu avec les autorités administratives et traditionnelles.

##### **Mission de suivi des activités des espaces sûrs communautaires (ESC) dans la province de Hadjer-Lamis**

Une mission de suivi des activités des espaces sûrs communautaires a été effectuée dans la province de Hadjer-Lamis afin de s'assurer du respect des clauses conventionnelles liant l'ONG de mise en œuvre (CSSI) avec le projet en ce qui concerne le nombre d'espaces sûrs opérationnels et leurs sites d'implantation.

Le constat de terrain fait état de 45 ESC opérationnels sur 90 prévus. Les sites d'implantation de ces ESC et les normes de construction de hangars ne sont pas respectés. C'est ainsi que la mission a recommandé que l'ONG restitue au projet les fonds induit perçus.

##### **Participation au Sommet CIPD25 à Nairobi**

En marge du Sommet sur le CIPD 25 qui s'est tenu du 11 au 13 novembre 2019 à Nairobi, au Kenya, le Secrétariat Technique Régional a organisé une session sur l'autonomisation des femmes et le dividende démographique au Sahel.

L'objectif de cette rencontre est de: (1) Partager les expériences, les bonnes pratiques et les approches novatrices en matière d'autonomisation des femmes et des filles au Sahel, telles que les interventions essentielles en faveur des filles et de l'autonomisation des femmes, conçues pour accélérer la transition démographique dans la région; (2) Partager les enseignements tirés de l'initiative SWEDD en vue de la réplique et du passage à l'échelle; (3) Présenter les outils de suivi du dividende démographique (Indice de suivi du dividende démographique, Indice genre du dividende démographique, modèle d'estimation du défi et des opportunités de changement.).

À ce titre, le Coordonnateur du Projet SWEDD Tchad et le Responsable de Suivi-Évaluation y ont pris part afin de présenter les acquis du SWEDD Tchad.

---



---

### **Missions de suivi de la mise en œuvre des activités et de collecte de données**

En 2019, au total, douze (12) missions de suivi ont été effectuées par les cadres de l'UGP couplées avec les points focaux des ministères sectoriels afin de s'assurer que les activités exécutées par les ONG sont conformes aux cahiers de charges.

Ces missions ont permis de réorienter les stratégies d'intervention et d'améliorer la qualité des résultats. Trois missions de collecte de données via la plateforme GEMS ont été effectuées à N'Djaména, Salamat et Hadjer Lamis. Ces missions ont permis de collecter et de géolocaliser les interventions du projet et de transférer les données sur la base de données de la Banque mondiale. Au total, 120 sites ont été géolocalisés dont 114 sur le formulaire de la Banque mondiale et 23 personnes ont été formées sur l'outil de collecte dans le Salamat et le Kanem.

---

#### CONTRAINTES ET DIFFICULTÉS

Manque de ressources financières ; beaucoup d'activités planifiées dans le PTA 2019 n'ont pas été réalisées.

---







# SWEDD

AUTONOMISATION  
DES FEMMES ET  
DIVIDENDE  
DÉMOGRAPHIQUE  
AU SAHEL

SAHEL WOMEN'S  
EMPOWERMENT  
AND  
DEMOGRAPHIC  
DIVIDEND



Secrétariat technique régional du SWEDD

Situé au Fonds des Nations Unies pour la population  
Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

Route du King Fahd Palace,  
Almadies - PO Box 21090 Dakar, Sénégal

<http://www.projetswedd.org>

<https://www.facebook.com/sweddpotentiel>